

Université de Montréal

La politique africaine de Kennedy (1961-1963) : Une étude du processus  
décisionnel sur l'intervention au Congo

Par

Sylvain Hétu  
Département d'histoire  
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.)

Mai 2001

© Sylvain Hétu, 2001



2-PTC-1113

Université de Montréal

La politique africaine de Kennedy (1961-1963) : (un étude de processus)  
décisionnel sur l'intervention au Congo

7  
11

U54

2001

N. 025

Faculté des arts et sciences  
Département d'histoire  
Sylvain Hénin

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.)



Mai 2001

(Sylvain Hénin 2001)

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé : La politique africaine de Kennedy (1961-1963) : Une étude  
du processus décisionnel sur l'intervention au Congo

présenté par :

Sylvain Hétu

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Claude Morin, président-rapporteur  
Bruno Ramirez, directeur de recherche  
Albert Desbiens, codirecteur, UQAM  
Michael Huberman, jury

Mémoire accepté le : 30 octobre 2001

Ce travail cherche à faire la lumière sur la façon dont l'administration de John F. Kennedy a géré la crise congolaise. Il vise également à analyser le processus décisionnel qui a conduit à l'élaboration d'une politique interventionniste au Congo. Pour ce faire, nous avons consulté les sources de l'administration Kennedy conservées à la bibliothèque présidentielle à Boston. Nous avons lu ces archives à la lumière des monographies et d'autres ouvrages généraux rédigés par les chercheurs et historiens depuis la mort de Kennedy. En comparant les archives présidentielles avec la littérature composant l'historiographie de l'administration Kennedy, nous plaçons sous un nouvel éclairage le processus décisionnel et la formulation de la politique africaine à l'égard du Congo.

Cette recherche a de plus permis de faire la lumière sur un aspect mal connu du processus décisionnel de l'administration Kennedy à l'égard de l'Afrique et plus particulièrement du Congo. La scission entre africanistes et européenistes n'a jamais occupé une place considérable dans la littérature combien volumineuse sur la conduite de la politique étrangère de l'équipe Kennedy. Ce travail permet de faire la lumière sur cette division et de réévaluer le travail de l'administration Kennedy dans la crise congolaise. L'hypothèse avancée est que le pragmatisme de Kennedy à titre de chef d'État a défini la manière dont sa politique africaine à l'égard du Congo fut formulée. L'étude des archives présidentielles sur les événements au Congo, démontre que l'attitude de Kennedy dans la crise congolaise fut marquée par la tergiversation et l'attentisme, deux pratiques déjà attestées par le choix de son équipe de conseillers.

Aucune autre administration américaine d'après-guerre n'a été autant aux prises avec l'essor grandissant du nationalisme africain. Dans la seule année 1960, une douzaine d'ex colonies obtinrent leur indépendance. Dans le contexte de guerre froide et face à cette vague nationaliste qui déferlait sur le continent africain, Kennedy n'avait d'autre choix que d'élaborer une politique africaine afin de contrer une emprise du communisme sur cette région. S'étant fait préalablement remarquer par sa position favorable à l'égard de la décolonisation lors d'un discours expliquant la position des États-Unis dans la guerre d'Algérie (1957), Kennedy apparaissait comme un allié probable pour les leaders nationalistes.

À peine quelques semaines après son inauguration à la présidence des États-Unis, Kennedy dut réagir aux événements dans l'ex Congo belge. La mort de Patrice Lumumba de même que l'incapacité du gouvernement central à Léopoldville d'éviter la sécession du Katanga semèrent l'inquiétude au sein du cabinet Kennedy. On craignait à Washington que l'U.R.S.S. ne profitât de la situation de chaos et on redoutait l'effet domino. Les énormes réserves d'uranium et de diamants du Katanga s'avéraient capitales tant pour les États-Unis que pour l'U.R.S.S. L'ère nucléaire marquée par la course aux armements incitait les deux puissances à convoiter le Congo. Toutefois, les Américains devaient tenir compte de la position des membres de l'O.T.A.N. dans la définition de leur politique au Congo. Kennedy fut tout au long de son mandat déchiré entre la position des alliés et celle des leaders africains et congolais. Le *dilemme américain* auquel Kennedy dut faire face et la scission au sein de son propre cabinet représentent le noyau autour duquel ce travail est construit.

## TABLE DES MATIÈRES

<i>Liste des abréviations</i>	<i>i</i>
<i>Introduction</i>	<i>12</i>
<i>Chapitre 1 Historiographie : Évaluation de l'administration Kennedy à travers le temps</i>	<i>22</i>
1.1 Les apologistes <i>Camelot School</i>	24
1.2 Les révisionnistes	29
1.3 Les post-révisionnistes	34
1.4 La place de l'Afrique dans la politique étrangère de Kennedy : Une perception à travers le temps	47
<i>Chapitre 2</i>	<i>63</i>
<i>Les premiers pas de l'administration Kennedy dans la crise congolaise et la recherche d'un équilibre en Afrique centrale : février-août 1961</i>	<i>63</i>
2.1 Les antécédents à la crise congolaise : l'administration Eisenhower et la politique de respect envers les métropoles	63
2.2 La mort de Lumumba	74
2.3 Les dangers qui menaçaient le gouvernement central : Stanleyville et le régime d'Antoine Gizenga	76
2.4 La résolution de l'O.N.U. du 21 février 1961	78
2.5 La route vers Louvain : La position de la nouvelle administration sur la question congolaise	81
2.6 Le besoin de réunir un gouvernement de coalition	82
2.7 La division interne entre africanistes et européenistes	86
2.8 La politique suivie par Kennedy	92
2.9 La conférence de Louvain et le candidat américain	96
<i>Chapitre 3 Le gâchis katangais</i>	<i>103</i>
3.1 Le problème posé par la sécession du Katanga: Acte 1	103
3.1.1 Durcissement de la position américaine face au problème de la réintégration du Katanga	106
3.1.2 Les africanistes brandissent la menace communiste	110
3.1.3 La vision de George Ball et le <i>massacre de la Thanksgiving</i>	112
3.1.4 La scission interne face à l'emploi de la force pour réintégrer le Katanga	120
3.1.5 L'opposition domestique comme nouveau joueur dans le processus décisionnel : <i>L'American Committee for Aid to Katanga Freedom Fighters</i>	126
3.2 La solution de l'administration Kennedy au problème du Katanga : Acte 2 et le Plan de réconciliation nationale (Thant plan)	128

3.2.1 Nouvelle réévaluation de la position américaine: Vers une position de compromis et d'attentisme _____	128
3.2.2 Un programme de sanctions économiques est mis de l'avant contre Tshombé et son régime séparatiste _____	133
3.2.3 George W. Ball et Roger Hilsman sont appelés à réévaluer le <i>Thant Plan</i> _____	139
3.2.4 Les choix de Kennedy : utiliser la force ou se retirer _____	141
3.2.5 Concours de circonstances qui mit un terme à la sécession du Katanga et qui fut favorable à Kennedy _____	143
<b><i>Conclusion</i></b> _____	<b>149</b>
<b><i>Notes</i></b> _____	<b>154</b>
<b><i>Annexes</i></b> _____	<b>158</b>
<b><i>Bibliographie</i></b> _____	<b>172</b>

## Liste des abréviations

CIA	Central Intelligence Agency
JFKL	John F. Kennedy Presidential Library
ANC	Armée Nationale Congolaise
MNC-L	Mouvement National Congolais-Lumumba
OTAN	Organisation du Traité Nord Atlantique
ONUC	Organisation des Nations Unies au Congo
UMHK	Union Minière du Haut-Katanga
ACAKFF	American Committee for Aid to Katanga Freedom Fighters
URSS	Unions des Républiques Socialistes Soviétiques
ONU	Organisation des Nations Unies
FRUS	Foreign Relations of the United States
INR	Bureau of Intelligence and Research
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
USUN	United States Mission to the United Nations
CONAKAT	Rassemblement Katangais
ABAKO	Alliance des Ba-Kongo
PSA	Parti Solidaire Africain
PNP	Parti National Populaire



*À Adrienne, Edgar et Marie-Claude*

## Remerciements

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de maîtrise, monsieur Bruno Ramirez de l'Université de Montréal, de même que mon co-directeur, monsieur Albert Desbiens de l'Université du Québec à Montréal, pour leurs judicieux conseils et leur disponibilité tout au long des deux dernières années. Leur passion pour l'histoire américaine a été pour moi une grande source d'inspiration.

Un merci tout spécial à Paul Faler, professeur d'histoire américaine à l'*University of Massachusetts at Boston*, qui, lors de mon séjour à cette Université à l'automne 1994, a su reconnaître mon intérêt pour les années Kennedy tout en m'encourageant fortement à travailler sur un aspect moins bien connu de cette administration soit la politique africaine des États-Unis au début des années 1960. Merci aussi aux gens de la *Jonh F. Kennedy Presidential Library (JFKL)* à Boston qui, pendant mon court séjour en mai 1999, m'ont accueilli chaleureusement et m'ont grandement aidé dans mes recherches en se montrant ouverts et courtois.

Merci à Diane Lefebvre sans qui ce travail serait encore qu'un sujet de discussion. Sans la crise de verglas et ce fameux souper entre amis de février 1998 où les encouragements résonnèrent de toute part, qui sait si ce travail aurait vu le jour?

Je tiens également à remercier madame Jeannine Thériault qui a corrigé l'épreuve dans son intégralité. Elle a su alléger habilement le contenu de ce mémoire. Son travail de nettoyage a été impeccable.

Merci à ma conjointe Marie-Claude Laramée qui, jour après jour au cours des deux dernières années, m'a soutenu et encouragé. Elle a aussi lu et relu à plusieurs reprises les chapitres de ce mémoire. Elle a su faire preuve d'une grande sagesse ainsi que d'une patience sans égal tout au long du processus d'écriture et de recherche. Merci Tchic.

Une pensée toute particulière va à mes grands-parents pour qui ce travail et son aboutissement final les auraient rendus des plus fières. Je leur dédie donc, ainsi qu'à ma conjointe, ce travail.

## **Introduction**

La présence belge au Congo remonte à la fin du 19e siècle. À cette époque, des expéditions étaient organisées et financées par des états d'Europe. L'objectif de ces expéditions était de chercher une route rapide permettant de relier le Nil à l'Atlantique. C'est donc par l'Atlantique où le fleuve Congo se jette que David Livingstone puis Henry Stanley ont pu explorer le bassin congolais et y découvrir une région riche en matière première. Henry Stanley, alors à l'emploi du roi Léopold II de Belgique, offrit cet immense territoire dont les dimensions représentent le cinquième de l'Europe. Après la conférence de Berlin de 1885 à laquelle participait la plupart des états d'Europe et les États-Unis, Léopold II prit le Congo à sa charge personnelle et l'exploita sauvagement outre passant et bafouant tout respect envers le peuple congolais, transformé pour l'occasion en véritable force de travail asservie.

L'exploitation du Congo confronta Léopold II à des responsabilités financières qui dépassaient largement les moyens de la monarchie belge de l'époque. Entre autres, les pertes financières occasionnées par les plantations de caoutchouc amenèrent le roi à céder le Congo au gouvernement belge en 1908. De 1908 à 1960, le Congo continua d'être dirigé et exploité par une main de fer. Cette façon de faire différait peu de celle pratiquée par le roi. Hormis la période de la Deuxième Guerre mondiale pendant laquelle le Congo servit les alliés par ses richesses naturelles (caoutchouc, uranium et diamant), rien ne laissait prévoir un apaisement dans le mode de gestion de Bruxelles à l'égard de sa colonie.

Cependant, les conséquences provoquées par les bouleversements de la Deuxième Guerre mondiale sur le plan social, politique et économique engendrèrent l'émergence progressive d'une conscience nationale chez les peuples colonisés. D'abord en Asie (1945) puis plus tard en Afrique (1950) un sentiment national s'est incrusté dans la mentalité des leaders de l'époque. Suite à la conférence de Bandung en 1955 où une trentaine de pays du Tiers-monde s'étaient réunis afin de définir une politique anticoloniale commune, plusieurs colonies exigèrent leur indépendance. Les bases d'un mouvement national au Congo prirent ainsi naissance dans les années 1950. L'émergence de partis politiques sur la scène nationale congolaise força les autorités belges à considérer l'impensable soit l'indépendance du Congo.

L'éveil politique du Congo s'appuyait sur le clivage ethnique. Ce facteur sera déterminant pour la formation du premier gouvernement national ainsi que pour les événements subséquents à l'indépendance. La ligne ethnique amena les Belges et la majorité des gouvernements européens à considérer un leader plutôt qu'un autre. Ce fut le cas de Moïse Tshombé au Katanga et de son parti politique CONAKAT. Il sera question plus loin dans ce travail des raisons qui poussèrent Tshombé à se dissocier du gouvernement central. L'appartenance tribale fut certes un facteur capital dans la sécession du Katanga et dans l'effondrement du premier gouvernement national mais il ne faut pas oublier les intérêts financiers des Européens. Le Katanga, où la presque totalité des investissements belges étaient concentrés, avait tout à perdre et rien à gagner à s'associer au gouvernement national.

La décision belge d'accorder le statut d'indépendance au Congo fut prise à la suite d'une table ronde à laquelle participaient les autorités belges et les leaders congolais des divers partis politiques. Il y avait le parti ABAKO de Joseph Kasavubu, le MNC de Patrice Lumumba, le PSA d'Antoine Gizenga, le PNP de Pierre Mulele et Cléophas Kamitatu et le CONAKAT de Moïse Tshombé. Certaines similitudes dans les revendications ont amené l'ABAKO, le PSA et le MNC à former une coalition demandant que la souveraineté du Congo soit obtenue rapidement.

Les élections de mai-juin 1960 amplifièrent la division ethnique. Aucun parti n'obtint une majorité puisque tous votaient selon l'appartenance ethnique. Il fallut d'intenses négociations pour que finalement un gouvernement national puisse voir le jour. Joseph Kasavubu fut élu Président de la jeune république congolaise et Patrice Lumumba, Premier Ministre. Il n'en fallait pas plus pour que le pays s'enlise dans une lutte fratricide menant presque à la guerre civile lors de la séparation du Katanga. Ce désordre social sans précédent constitua la toile de fond des premiers pas de la jeune administration Kennedy au Congo.

Au début des années 1960 donc, l'Afrique était en pleine effervescence. Alimentée par la décolonisation trop souvent précipitée (l'exemple du Congo est révélateur), la vague nationaliste allait se répandre dans la presque totalité du continent africain. Devant la montée du nationalisme africain, l'administration Kennedy dut formuler une politique d'intervention sur ce continent. Afin d'éviter que les luttes anticoloniales, généralement en cours depuis le milieu des années 1950 ne prennent une tangente pro-communiste, Kennedy et son équipe durent

mettre sur pied une politique étrangère africaine qui faciliterait la transition entre le colonialisme et l'indépendance tout en préservant cette région de l'emprise du communisme. Étant donné l'abondante littérature sur l'administration Kennedy, entreprendre un travail de recherche sur cette période dans le but d'y jeter un regard nouveau s'est avéré une tâche excessivement rigoureuse.

En effet, dès janvier 1961, l'administration Kennedy fut aux prises avec le problème grandissant de l'indépendance congolaise. De tous les dossiers de politique étrangère qui attendaient le nouveau président, celui du Congo est, sans l'ombre d'un doute, celui qui perdura le plus longtemps soit pendant la totalité de son mandat. Ayant acquis son indépendance en juin 1960, le Congo sombra vite dans une crise marquée, entre autres événements, par la sécession du Katanga. Cette province fut longtemps soutenue et encouragée par la Belgique de même que par l'Angleterre. Ces ex-métropoles possédaient d'énormes intérêts financiers au Katanga et avaient donc toutes les raisons de vouloir garantir la survie de leurs investissements dans cette région. La menace, par Moïse Tshombé, de mettre à sac les installations minières du Katanga si les États-Unis et l'O.T.A.N. persistaient à maintenir une présence militaire onusienne dans cette région, poussa Kennedy à épouser la ligne pro-européenne de son administration et ce, malgré une rhétorique anticoloniale souvent dirigée contre les alliés<sup>2</sup> eux-mêmes.

Ainsi donc, entre 1961 et 1963, l'administration Kennedy élaborait une politique d'intervention en Afrique et tout particulièrement au Congo. Formulée dans un contexte de guerre froide, cette politique comprenait deux volets distincts

et visait à empêcher l'expansion du communisme dans cette région jusque-là encore épargnée par ce conflit idéologique. Le premier volet se voulait fidèle à l'esprit *wilsonien* (à savoir le droit des nations à disposer d'elles-mêmes) et cherchait à faire entrer l'Afrique dans l'ère moderne de l'industrialisation et de la libre économie. Répondant ainsi à l'idéologie *wilsonienne*, cette politique devait aider l'Afrique dans sa quête de liberté et de démocratie en lui fournissant les moyens d'accéder à un statut de société avancée. Comme nous le verrons plus loin dans ce travail, ce volet ne connaîtra cependant pas le succès escompté par Kennedy et son administration pour diverses raisons comme, par exemple, les contraintes imposées par le contexte politique de l'époque.<sup>3</sup>

Quant au second volet, il répondait beaucoup plus aux exigences de la guerre froide qu'à la tradition humaniste de Wilson. En effet, la deuxième partie de cette politique visait à empêcher l'expansion du communisme en sol africain, particulièrement en terre congolaise, pour des raisons bien évidentes. Les ressources naturelles du Congo étaient très importantes pour les États-Unis et les alliés de l'O.T.A.N.. Les tensions diplomatiques résultant de la guerre froide avaient mené les États-Unis et l'U.R.S.S. vers une course aux armements nucléaires. De par ses richesses naturelles, le Congo représentait une véritable mine d'or. La présence de ressources minières nécessaires à la construction d'armements nucléaires, tels le plutonium et le cobalt, poussa Kennedy à intervenir au Congo afin de préserver le libre accès à ces ressources.

Comme ses prédécesseurs toutefois, Kennedy dut suivre la ligne tracée par le dogme de la guerre froide et ce, malgré une rhétorique encourageant fortement



l'autodétermination et reconnaissant le nationalisme, africain ou autre, comme force majeure dans les régions du Tiers monde. Devant la montée sans cesse croissante, au début de la décennie 1960, des luttes de libération en Afrique, Kennedy et son équipe appliquèrent à la lettre l'idéologie de la guerre froide au grand désarroi de ceux qui favorisaient une approche plus *wilsonianne*. Désireux d'éviter une confrontation directe avec l'U.R.S.S., Kennedy suivit le chemin tracé par l'administration Eisenhower en supportant une mission de paix parrainée par l'O.N.U. Afin de ne pas irriter les alliés et pour éviter d'affronter directement l'U.R.S.S., Kennedy privilégia une approche timide en appuyant l'O.N.U., de façon à pouvoir conserver une marge de manœuvre dans sa gestion du problème congolais. Se servant de l'O.N.U.C. comme outil politique et diplomatique, Kennedy et son équipe, comme nous le verrons au cours de ce travail, choisirent plutôt la voie de l'indécision et de l'attentisme. Ainsi donc, de février 1961 à novembre 1963, l'unité congolaise fut sauvegardée, non pas grâce à la rhétorique anticoloniale utilisée par Kennedy, mais à cause du soutien logistique et financier des États-Unis à la force de paix onusienne.

À cause des contraintes provoquées par la guerre froide et de la volonté de préserver l'alliance atlantique, Kennedy délaissa progressivement l'aspect interventionniste de sa politique africaine à l'égard du Congo. Abandonnant de façon graduelle la rhétorique incendiaire utilisée à profusion durant la campagne électorale, Kennedy accorda, dès l'été 1962, une plus grande importance à la résolution pacifique de la crise congolaise. La sécession du Katanga, quelques jours après l'indépendance du Congo, en menaçait la souveraineté. En effet,

l'émergence d'un mouvement séparatiste, soutenu principalement par la Belgique, représentait une menace réelle à l'unité congolaise. Une fois le pays privé de sa région la plus riche, le gouvernement central ne pouvait espérer se maintenir au pouvoir bien longtemps. La sécession du Katanga fut donc présentée à Kennedy sous un double aspect. D'abord, suivant la logique du dogmatisme de la guerre froide, l'échec de l'unité congolaise ouvrait la porte à l'interventionnisme communiste. Il en découlait que toute fragmentation politique était perçue par l'U.R.S.S. comme un prétexte pour étendre son influence et faire pencher la balance du côté communiste. Devant de telles conclusions, l'administration Kennedy devait agir.

Afin de circonscrire cette menace, le gouvernement central du Congo demanda une aide extérieure afin d'étouffer la rébellion dirigée par le leader katangais Moïse Tshombé. Répondant d'abord aux recommandations des africanistes au sein de son cabinet, Kennedy décida d'impliquer les États-Unis mais de manière indirecte. Devant le refus des États-Unis d'agir unilatéralement pour mater la rébellion du Katanga, le gouvernement central se tourna vers l'U.R.S.S. Celle-ci conformément au discours prononcé par Khrouchtchev le 6 janvier 1961, dans lequel il affirmait que l'U.R.S.S. donnerait son accord et supporterait sans condition les luttes de libération dans le tiers-monde, acquiesça rapidement à la demande d'aide militaire et technique formulée par le gouvernement central du Congo. Tout était en place afin que l'U.R.S.S. puisse asseoir son influence dans cette région et ainsi faire de l'Afrique un nouveau théâtre de la guerre froide.

Malgré l'utilisation d'une rhétorique anticoloniale souvent dirigée contre les alliés, le processus décisionnel s'avéra inadéquat quant à la mise sur pied d'une politique fidèle aux paroles de Kennedy et aux actions qui auraient dû en découler. L'aspect collégial de l'administration Kennedy, bien accueilli au départ par un bon nombre d'analystes et de participants comme la solution à la paralysie gouvernementale de l'ère Eisenhower, devint plutôt une épine au pied de la jeune administration. Aussi, les pressions domestiques et internationales semblent avoir pesé très lourd dans le processus décisionnel et avoir eu une influence plus que certaine sur la formulation de la politique congolaise. Le souci de préserver l'alliance atlantique s'avéra en bout de ligne beaucoup plus important que le support aux luttes de libération africaines.

Parallèlement, par la nomination d'acteurs clés tels que G. Mennen Williams, Adlai Stevenson, Chester Bowles, George Ball et Roger Hilsman, la politique africaine de Kennedy à l'égard du Congo se présentait à priori comme énergique et prometteuse. Malgré la bonne volonté de chacun, les différences de vue sur la politique étrangère, principalement sur la place de l'Afrique dans l'agenda américain, firent en sorte que la politique congolaise baigna dans l'indécision et subit les conséquences de la mentalité impérialiste des alliés de l'O.T.A.N. La recherche d'une solution "à tout prix", caractéristique du caractère pragmatique de Kennedy, semble avoir fait place à une attitude d'attentisme. En effet, Kennedy se trouva influencé en partie par la lutte, au sein de son cabinet, entre africanistes et européenistes. Incapable d'arriver à un quelconque consensus

sur la façon de faire dans la crise congolaise, l'administration Kennedy, au lieu d'agir avec cohérence et efficacité, se contenta de réagir aux événements.

Avant d'entamer le cœur du sujet, qui consiste à démontrer l'incapacité de l'administration Kennedy à imposer une solution claire et efficace à la crise congolaise, à cause principalement du paradoxe existant entre sa rhétorique et les contraintes imposées par la guerre froide, nous pensons qu'il est important d'inclure dans ce travail un chapitre historiographique. Il sera donc question, au cours de ce chapitre, de l'évolution historique de l'interprétation de l'administration Kennedy. Nous verrons donc que de novembre 1963 à aujourd'hui, plusieurs analystes et intellectuels se sont relayés afin d'expliquer les motivations de l'administration Kennedy en matière de politique étrangère. Considérés par plusieurs comme un sujet culte, la formulation et le processus décisionnel de la politique étrangère sous Kennedy continuent, même aujourd'hui, de faire couler beaucoup d'encre. Nous éviterons les grands débats autour de l'enlèvement américain au Vietnam, de même que ceux sur le "fiasco" cubain de la baie des Cochons, pour nous concentrer sur le manque d'intérêt de plusieurs analystes à l'égard des décisions prises par Kennedy au sujet du Congo et de l'Afrique en général.

Ainsi, le chapitre historiographique fera état des différentes écoles de pensée qui se sont penchées sur l'administration Kennedy. Nous y verrons les différences d'interprétations mais aussi certaines opinions communes. Finalement, nous consacrerons une section à l'intérêt porté par l'équipe Kennedy aux événements africains entre janvier 1961 et novembre 1963, afin de pouvoir

démontrer le manque d'attention dont cette région fut victime de la part, entre autres intervenants, des académiciens, mais aussi de l'administration Kennedy elle-même.

## **Chapitre 1**

### **Historiographie : Évaluation de l'administration Kennedy à travers le temps**

Près de quatre décennies après l'assassinat du président John F. Kennedy, la littérature n'a cessé de se pencher sur les événements entourant les mille jours de cette présidence. Comme nous allons le voir, l'évaluation de l'administration Kennedy a évolué au cours de ces décennies. Partant d'une image hagiographique, la présidence de Kennedy fut progressivement révisée de façon très critique au cours de la décennie 1970, pour finalement être jugée un peu plus équitablement au cours des années 1980 et 1990. Ce retour de balancier et l'évolution de l'interprétation sont inévitables dans le domaine historique. En effet, le procédé que l'on appelle communément révisionnisme consiste à revoir la position et le jugement déjà émis pour en tirer de nouvelles conclusions souvent plus critiques. Se basant sur de nouvelles sources, les révisionnistes ont avancé de nouvelles thèses, souvent plus balancées et plus exhaustives à l'endroit de l'administration Kennedy. Cherchant à circonscrire le contexte socio-politique et économique dans lequel cette administration dut évoluer, le révisionnisme a permis d'obtenir une perspective plus juste des événements.

La présidence Kennedy ne fait pas exception à la règle. Au contraire, s'il est une présidence ou une personnalité politique ayant suscité beaucoup d'intérêt dans l'histoire américaine contemporaine, nul doute que celle du trente-cinquième président arrive bonne première. En effet, nous n'avons qu'à constater la prolifération d'ouvrages concernant cette présidence pour voir à quel point,

encore aujourd'hui, ce bref moment "de gloire" perdue dans la mémoire collective des Américains.

Cette production massive contribue à maints égards à faire durer la légende entourant la présidence Kennedy. Bien que les sources archivistiques soient aujourd'hui devenues plus faciles d'accès (tout est relatif en matière de recherche) aux historiens-chercheurs et au public, la légende de Camelot reste difficile à déloger malgré les critiques sérieuses émises depuis. Dès le début des années 1970, bon nombre d'historiens, de journalistes et de politologues, entre autres analystes, ont essayé de revoir l'image de l'administration Kennedy.

Ce chapitre est donc axé sur l'évolution historiographique de l'interprétation de la présidence Kennedy, c'est-à-dire sur les diverses écoles de pensée qui, depuis bientôt quatre décennies, s'efforcent de faire ressortir la vraie image de Kennedy et du rôle qu'il a joué en tant que leader.<sup>4</sup>

Nous allons principalement nous concentrer sur la question de la politique étrangère ainsi que sur l'évolution de son interprétation à travers les diverses écoles de pensée. Suivant un ordre chronologique, nous analyserons ces écoles interprétatives qui, des apologistes aux post-révisionnistes, ont tenté d'expliquer l'évolution de l'interprétation de l'administration Kennedy. Nous verrons donc en premier lieu l'école des apologistes ou la *Camelot School*. En second lieu, nous définirons la nature de l'interprétation de la première vague de révisionnistes et tenterons de démontrer les différences d'interprétations. Finalement nous terminerons avec la troisième école de pensée, dite de balancement, c'est-à-dire les post-révisionnistes des années quatre-vingt et quatre-vingt dix. Nous

terminerons ce présent chapitre par une évaluation de la place qu'a occupée l'Afrique au cours du mandat de Kennedy et nous ferons une brève projection des chapitres qui viendront clore ce travail.

### **1.1 Les apologistes *Camelot School***

Les premières contributions et analyses de la présidence Kennedy sont le résultat d'auteurs proches du président. L'historien Arthur M. Schlesinger jr. est le premier à écrire sur Kennedy et ce dès 1965. Puis, progressivement des conseillers tels que Theodore Sorensen et Pierre Salinger ont contribué à leur façon à l'interprétation de la présidence Kennedy. Ces hommes sont, pour la plupart, des membres du cabinet et ont reçu l'approbation de la famille Kennedy avant de pouvoir réaliser et publier leurs travaux. Bien sûr, plusieurs autres proches conseillers et amis intimes ont tous, d'une manière ou d'une autre, contribué à l'essor de la littérature hagiographique sur Kennedy. Néanmoins, les ouvrages d'Arthur M. Schlesinger jr., de Theodore Sorensen et de Pierre Salinger sont, à notre avis, ceux qui représentent le mieux l'état d'esprit et le mode d'analyse des apologistes. Bourrés de détails et d'information, leurs travaux manquent cependant de perspective sur les événements. Souvent marqués par le souvenir immédiat d'une amitié profonde, ces conseillers ont évité de critiquer le travail de Kennedy. Tout au plus retrouvons-nous des hypothèses sur ce qu'il aurait pu faire si le destin ne l'avait pas frappé en novembre 1963.

Outre les ouvrages "partisans" d'Arthur Schlesinger jr.<sup>5</sup>, Theodore Sorensen<sup>6</sup>, et Pierre Salinger<sup>7</sup> d'autres amis et conseillers, tels que Kenneth P.



O'Donnell<sup>8</sup> et Victor Lasky<sup>9</sup> (quoique l'approche plus critique de son ouvrage le situe à la limite de l'école des apologistes) pour ne nommer que ceux-là, ont contribué à façonner l'image sacro-sainte de Kennedy. Tous y décrivent généralement Kennedy comme un excellent président capable d'évoluer et d'apprendre de ses erreurs. Bref, ils sont unanimes à dire que Kennedy a et aurait fait de grandes choses si seulement...

L'analyse qu'ils font de la présidence Kennedy exclut toute forme de critique. Les apologistes se sont attardés à ancrer et à sceller dans la mémoire collective une image du jeune président teintée de romantisme et de parti pris. Pour ce faire, ils ont décrit l'homme derrière le président comme un être de raison et de style, doté d'une nouvelle vision et capable d'évoluer à partir des erreurs commises. Les Américains appellent cela *growth theory*. Kennedy est donc présenté comme un président qui, par son attitude pragmatique, arrivait à évaluer l'ensemble des options possibles avant de rendre une décision. De plus, doué d'un sens exceptionnel de la rhétorique, Kennedy savait établir un climat de confiance vis-à-vis ses homologues et de surcroît, savait rassembler le peuple américain autour de questions aussi diverses que les droits civils et l'endiguement du communisme.

Selon ces apologistes, le style de Kennedy est similaire à celui d'un jeune aristocrate avec cependant une vision moins provinciale et de surcroît plus active du rôle des États-Unis sur la scène internationale (par opposition à Eisenhower par exemple). Ce que les apologistes ont tenté de faire en décrivant le style de Kennedy est de mettre l'emphase sur le contraste entre leur protégé et l'image

populiste d'Eisenhower. Finalement, leur analyse laissait entendre que Kennedy était capable d'évoluer (suite à la crise de Berlin et de Cuba notamment) et par le fait même d'éviter les erreurs futures dans sa conduite de la politique étrangère. C'est principalement autour de ce point que l'analyse des apologistes a été construite et c'est sur ce même point que les premiers révisionnistes attaqueront sévèrement l'évaluation de la présidence Kennedy faite par les apologistes.

Afin de défendre le programme et l'image du président, les apologistes se sont concentrés sur les questions de politique étrangère. Pour eux, la conduite de la politique étrangère illustre clairement le contraste entre Kennedy et Eisenhower. Ce renouveau, engendré par l'élection de Kennedy à la présidence, se concrétise dans le rejet de la Doctrine Eisenhower et l'adoption de la Doctrine Kennedy. Cette dernière, plus flexible et plus apte à répondre aux nouveaux besoins engendrés, par exemple, par les mouvements nationalistes, répondait mieux au contexte de l'époque. En effet, l'adoption par Kennedy d'une attitude pro-active devant les problèmes causés par les nombreuses crises laissait présager, selon les apologistes, une nouvelle époque remplie de promesses.

Cette ère nouvelle ou *New Frontier*, annoncée par les apologistes, est une fois de plus mise de l'avant lorsqu'ils affirment que Kennedy s'était libéré du dogmatisme engendré par la guerre froide. Selon Arthur Schlesinger jr., la perception qu'avait Kennedy du monde communiste était différente de la vision qui prévalait au temps de Harry Truman et de Dwight Eisenhower. Pour Kennedy, le monde communiste n'était plus ce bloc monolithique dirigé par l'U.R.S.S. Au contraire, les apologistes affirment que Kennedy percevait la

menace communiste comme étant désormais le fruit d'une idéologie devenue pluraliste, d'où la nécessité d'adopter une politique moins contraignante, plus flexible. Cette souplesse nouvelle allait être mise en application principalement dans les régions du tiers-monde telles que l'Asie du Sud-Est, l'Amérique Latine et l'Afrique.

La défense du programme de Kennedy par les apologistes ne passe pas uniquement par les actions entreprises en politique étrangère. Une autre approche défendue par les proches de Kennedy consiste à voir le programme d'aide économique attribué aux pays en voie de développement comme une autre source de changement et d'activisme par rapport aux administrations précédentes. Toutefois, cette défense du programme d'aide économique ne pouvait échapper aux actions tentées en matière de politique étrangère. En effet, afin de démontrer l'ouverture d'esprit et la flexibilité de Kennedy dans la résolution des crises, un programme tel que l'Alliance pour le Progrès ne pouvait être compris sans l'apport préalable d'un autre programme comme celui des *Green Berets*. Selon les apologistes, le désir de Kennedy, d'assurer la paix et la démocratie passait, selon toute vraisemblance, par ces programmes. Ce qui, aujourd'hui, semble contradictoire était pour l'époque la preuve qu'une ère nouvelle s'amorçait. Voilà une démonstration du manque de perspective dont les apologistes ont été victimes.

Ce qui ressort le plus de l'analyse des apologistes et ce sur quoi ils ont mis le plus d'emphase, est la capacité qu'avait Kennedy à apprendre des diverses crises. Toujours selon Arthur Schlesinger jr., Kennedy a démontré une très nette

capacité à évoluer entre l'épisode de la Baie des Cochons et celui de la crise des missiles d'octobre 1962. Cette capacité d'apprentissage et la faculté d'adaptation aux situations complexes et diverses, ont atteint leur paroxysme dans le discours que Kennedy donna en juin 1963 à l'American University. La volonté de trouver une façon pour les deux grandes puissances de vivre ensemble, malgré la divergence idéologique, était annoncée par la volonté de créer une ère de détente.

Bref, pour les apologistes, Kennedy a su, en matière de politique étrangère, faire preuve d'ouverture d'esprit dans sa manière de gérer les crises. Les qualités qu'ils lui attribuent telles son activisme, son pragmatisme et sa flexibilité, ont contribué à faire de son administration une période charnière entre le passé et ce "bref moment de gloire" plein d'espoir. Il faut ajouter à cette défense aveugle de Kennedy ce que les apologistes appellent l'héritage du passé. Selon eux, Kennedy aurait hérité de plusieurs crises en politique étrangère, notamment celles de Cuba, du Vietnam et du Congo et, n'eût été de ses nombreuses qualités, nul ne sait ce qui serait arrivé. Cette image hagiographique de la présidence Kennedy connaîtra ses premières véritables critiques vers la fin des années 1960 et au début des années 1970. Le contexte socio-politique, grand absent dans l'analyse des apologistes, jouera un rôle déterminant dans la révision des thèses apologistes. L'incapacité de Kennedy à bien évaluer les actions et les crises internationales a été, selon les révisionnistes, directement responsable du contexte socio-politique de la fin des années 1960.

## 1.2 Les révisionnistes

Les premiers ouvrages révisionnistes apparus au début des années 1970 coïncident avec l'agitation étudiante et l'enlisement de plus en plus profond des États-Unis dans le conflit vietnamien. L'objectif des révisionnistes consiste à démontrer que la guerre du Vietnam, ainsi que tous les autres maux sociaux que connaissaient les États-Unis à la fin des années 1960, sont directement liés à la présidence Kennedy. La vague révisionniste représente pour ainsi dire la fin du consensus social autour de la politique étrangère des États-Unis. Ce besoin d'une politique étrangère capable de répondre et de contenir le communisme est, selon eux, directement responsable du marasme social dans lequel étaient plongés les États-Unis en cette fin de décennie.

Contrairement aux apologistes, les révisionnistes affirment que Kennedy ne s'est jamais départi du dogmatisme de la guerre froide. Cette idéologie caractérisée par l'endiguement du communisme partout où le besoin s'en faisait sentir, est directement responsable des agissements et de l'implication américaine dans le conflit vietnamien notamment, mais aussi ailleurs, comme en Europe et en Afrique. Pour les révisionnistes, la politique étrangère de Kennedy est en parfaite continuité et harmonie avec celle des administrations précédentes.

La thèse des apologistes, selon laquelle Kennedy avait une vision pluraliste du communisme, est donc remise en question par les révisionnistes. Selon eux Kennedy, tout comme ses prédécesseurs, avait une vision du monde axée sur la bipolarité. De plus, les révisionnistes font ressortir le désir, chez Kennedy, de remporter la guerre froide et ce, à n'importe quel prix. En effet, la

Doctrines Kennedy de la *flexible response* est l'exemple parfait démontrant toute l'arrogance, l'agressivité et la détermination de Kennedy à remporter ce conflit. Cette Doctrine, comme l'ont souligné les révisionnistes, semble avoir provoqué les crises bien plus qu'elle ne les a prévenues.

À ce sujet, l'ouvrage du journaliste David Halberstam<sup>10</sup> annonce en grande pompe la vague révisionniste. Selon Halberstam, la conviction, chez Kennedy, de la capacité des États-Unis à contenir l'avance du communisme par des moyens économiques et militaires, est la preuve qu'il poursuivait la politique de l'endiguement de ses prédécesseurs. L'incompréhension de Kennedy face au phénomène du nationalisme et des diverses luttes de libération (Congo, Angola, Vietnam et Laos) démontre clairement que ce dernier était tout aussi convaincu que Harry Truman et Dwight Eisenhower qu'une guerre de libération nationale serait éventuellement infectée par le virus du communisme. Le plus bel exemple, selon Halberstam, est l'enlèvement progressif des troupes américaines au Vietnam sous Kennedy à partir de 1962.

Malgré les nombreuses qualités attribuées à Kennedy, tel son rationalisme, qu'Halberstam lui-même lui accorde, il demeure difficile de comprendre l'implication américaine au Vietnam. L'auteur reste perplexe devant la conviction profonde qu'éprouve Kennedy de l'efficacité d'une intervention militaire au Vietnam. À ce sujet, Burton Kaufman (école post-révisionnisme), dans un article paru en 1993, s'accorde avec David Halberstam et avance une explication quant au réel désir de Kennedy de s'impliquer au Vietnam, lorsqu'il affirme qu'il était trop pragmatique et dépourvu de conception ferme dans sa

politique étrangère. Trop prudent pour oser défier la ligne de pensée de l'époque et motivé uniquement par la prise du pouvoir, il adhérait à l'idéologie de l'endiguement communiste.<sup>11</sup> Ainsi donc, loin de briser les liens avec le dogmatisme entourant la guerre froide, Kennedy poursuivait bien au contraire la politique de l'endiguement mise en place sous l'administration Truman. Qui plus est, la nouvelle vision du monde que les apologistes défendent tant bien que mal et la conviction que la présidence Kennedy représente une rupture totale avec le passé sont mises à rude épreuve par les révisionnistes. En effet, contrairement aux dires des apologistes, Kennedy est plutôt dépeint comme un guerrier froid traditionnel qui, par ses croyances et son désir de poursuivre le conflit a amené les États-Unis à s'engager à fond là où le communisme menaçait afin d'éviter la chute des nouveaux États, notamment ceux d'Afrique et d'Asie.

Caractérisée par la mise sur pied d'une force dite de *counterinsurgency* et facilitée par l'adoption de la *flexible response*, l'administration Kennedy a semblé provoquer les diverses crises bien plus qu'elle ne les a prévenues. Sur ce point, des auteurs tels que Louise Fitzsimons et Richard J. Walton confirment cette analyse qui présente Kennedy comme un guerrier froid. En effet, selon eux, Kennedy représente l'image du parfait guerrier froid qui, à maintes reprises abandonne l'option diplomatique pour la confrontation directe. C'est le cas durant la crise de Berlin, de même qu'à Cuba lors de la crise des missiles, en octobre 1962. Qui plus est, Kennedy a délibérément accéléré la course aux armements et a diversifié la politique d'endiguement en la dotant d'une force contre-révolutionnaire.<sup>12</sup>

Pour Louise Fitzsimons, la politique de contre-révolution de Kennedy est basée sur deux points fondamentaux. D'abord, Kennedy était convaincu du pouvoir des États-Unis à changer le cours de l'histoire. Ensuite, parce que les États-Unis pouvaient changer le cours des événements, ils se devaient de le faire. Cette vision de la politique étrangère peut également se définir comme une politique globalisante basée sur une doctrine très activiste reflétant l'idéologie suivante: "we can... therefore we should".<sup>13</sup>

En somme, pour Louise Fitzsimons, Kennedy a été un président dans la plus pure tradition de l'idéologie de la guerre froide. S'il se distingue de ses prédécesseurs, c'est par le style et la méthode bien plus que par la philosophie de base. Pour l'auteure, il ne fait aucun doute qu'il a continué la politique d'endiguement au point de la pousser à l'extrême limite à quelques occasions. L'enlèvement au Vietnam et l'implication au Congo en sont de beaux exemples.

Une autre théorie avancée par l'école révisionniste et soutenue, entre autres auteurs, par Louise Fitzsimons, est celle de la rhétorique. Le cas est frappant lorsque l'on observe le discours de Kennedy, à l'égard du nationalisme africain par exemple, et que l'on constate le contraste qui existe entre les paroles et les actions. Selon l'auteure, ses discours ont réduit significativement ses options en vue d'accélérer le processus de décolonisation. En réponse aux attaques républicaines, sa rhétorique antagoniste l'a amené à revenir sur ce qu'il avait affirmé précédemment.<sup>14</sup> Ce point s'avère particulièrement vérifiable lorsqu'appliqué aux nombreux changements de position de Kennedy sur la question du nationalisme africain et plus particulièrement lors du déroulement de



la crise au Congo (1960-1964). Pour Fitzsimons, comme pour la plupart des révisionnistes, Kennedy n'a pas su développer de vision à long terme en matière de politique étrangère ni mettre sur pied des buts et objectifs assez précis pour lui permettre de l'orienter efficacement. Il est, somme toute, devenu prisonnier et victime des intérêts militaires qui opéraient au sein de son administration.

Dans le même ordre d'idée, Richard J. Walton<sup>15</sup> soutient également l'idée que Kennedy n'était nullement libéré du dogme de la guerre froide. Bien au contraire, il affirme que Kennedy a démontré toutes les caractéristiques propres à un guerrier froid. Par exemple, il souligne le discours d'inauguration de Kennedy et celui de son premier *State of the Union Address* comme preuve de son adhésion à l'idéologie de l'anticommunisme. Pour Richard J. Walton, Kennedy et ses conseillers voyaient le communisme de la même façon que John Foster Dulles et les autres guerriers froids des administrations précédentes, à savoir comme un bloc monolithique. Fidèle au mouvement révisionniste, Richard J. Walton soutient que Kennedy est resté dévoué aux idéaux de la guerre froide et que, loin de réfuter la politique d'endiguement, il s'en est fait le défenseur.

En somme, pour les révisionnistes, Kennedy n'est pas tout à fait le leader dépeint par les apologistes. Comme eux, par contre, ils semblent avoir exagéré le rôle et les responsabilités de Kennedy en tant que leader. Il existe une espèce de zone grise entre la thèse des apologistes et celle des révisionnistes. En effet, l'explication et l'interprétation de l'administration Kennedy dépasse le cadre de ces premières analyses. Ce n'est qu'avec l'arrivée d'une nouvelle littérature dite post-révisionniste, au début des années 1980, que ce brouillard interprétatif entre

apologistes et révisionnistes s'atténua. Progressivement, les analyses émanant de cette école de pensée ouvriront la porte à des explications plus nuancées. Du même coup, il deviendra plus aisé d'évaluer le rôle de l'administration Kennedy puisque de nouvelles sources permettent la remise en question des analyses élaborées par le passé.

Les apologistes et les révisionnistes ont analysé l'administration Kennedy en fonction de leur époque sans se donner la peine de prendre le moindre recul. Leur analyse, qui manque nettement de perspective, révèle d'importantes lacunes au niveau des sources. Arthur Schlesinger jr. et Theodore Sorensen défendent l'image sacro-sainte de Kennedy afin de la figer dans le temps alors que les révisionnistes se livrent à une sévère critique à son endroit. Ainsi, David Halberstam et les autres révisionnistes, décrivent-ils Kennedy comme le seul responsable des conséquences de la guerre du Vietnam et du déclin de la société américaine à la fin des années 1960. Trop collés aux événements décrits, ces auteurs ne réussissent pas à fournir une analyse nuancée et balancée de l'administration Kennedy. Tout au plus ces écoles de pensée nous offrent-elles quelques parcelles d'une réalité trop éloignée de ce que fut réellement l'administration Kennedy.

### **1.3 Les post-révisionnistes**

Le courant post-révisionniste du début des années quatre-vingts vient, après les analyses apologistes et révisionnistes, remettre les choses dans une perspective plus équilibrée. Les analyses post-révisionnistes réhabilitent, d'une

certaine façon, la présidence Kennedy. Cette école d'interprétation s'attaque directement à des facteurs tels que l'attitude de Kennedy et les institutions au sein desquelles il a évolué. Ce courant, qui a pris naissance autour du vingtième anniversaire de son assassinat, s'est donné pour but de jeter un regard plus critique et plus vraisemblable sur la question de l'image de l'administration Kennedy inscrite dans la mémoire collective. Les adeptes de cette école de pensée ont pu, de surcroît, profiter de la loi sur l'accès à l'information, la *Freedom of Information Act*, qui a rendu publiques plusieurs sources archivistiques jusque-là gardées dans la plus extrême confidentialité à la bibliothèque présidentielle. Ainsi, les analyses qui ont émané des vingt dernières années offrent des arguments plus subtils et plus sophistiqués. En somme, les post-révisionnistes ont contribué à une nouvelle façon de concevoir et de tenir compte de la position délicate et transitoire de la présidence Kennedy dans l'histoire contemporaine des États-Unis.

Pour eux, il ne fait aucun doute que Kennedy était un guerrier froid dans la plus pure tradition. Mais la nouveauté de leurs travaux réside dans le fait qu'ils tiennent compte de l'idéologie dominante de l'époque, ce qui semble avoir été omis par les apologistes et les premiers révisionnistes. La guerre froide et la politique de l'endiguement instaurée après 1945, ont certes contribué à influencer la génération qui acquit la maturité pendant la Deuxième Guerre Mondiale. Qui plus est, certains événements d'envergure internationale comme la perte de la Chine aux mains des communistes en 1949, l'éclatement de la guerre de Corée en juin 1950 et d'autres plus localisés telle la montée du maccarthysme aux États-

Unis, ont contribué à forcer la mentalité de Kennedy. Durant l'élection de 1960, le consensus social et politique autour de la guerre froide était somme toute naturel. L'adhésion de Kennedy à l'idéologie anticommuniste exprimée par la politique d'endiguement aurait dû être perçue comme normale par les apologistes et les premiers révisionnistes.

Le contexte historique de la fin des années 1950 et du début des années 1960 est donc devenu la pierre angulaire de l'argumentation des post-révisionnistes. Thomas G. Paterson<sup>16</sup> en fait la démonstration dans un ouvrage collectif publié en 1989. Selon cet auteur, la politique étrangère de Kennedy a été forgée autour de quatre points fondamentaux.

Premièrement, l'incapacité de Kennedy et de son administration à prédire les crises internationales, ou du moins à les prévoir, a exercé une influence majeure sur la direction de sa politique étrangère. Cette lacune se caractérise par l'émergence simultanée de nombreux défis pour les États-Unis sur la scène mondiale. Ce contexte de crise globale dans lequel Kennedy prit le pouvoir va à l'encontre de la thèse principale des apologistes selon laquelle Kennedy aurait hérité de la majorité des problèmes extérieurs de l'administration précédente. La thèse de l'héritage émise par les apologistes s'applique certes, mais selon l'analyse de Thomas G. Paterson, Kennedy avait la possibilité de réévaluer la situation et d'appliquer de nouvelles solutions. Pour l'auteur, Kennedy a plutôt pris soin de ne rien changer à la situation internationale. Tout au plus a-t-il modifié sa rhétorique. Les moyens et les politiques sont cependant restés les mêmes. La raison fondamentale qui permet de réfuter la thèse des apologistes est

l'accent mis par Kennedy et son équipe sur le démantèlement des empires coloniaux. Plutôt que de tenter d'appliquer des solutions à long terme qui auraient facilité la transition des ex-colonies vers l'indépendance, Kennedy a plutôt opté pour des actions à court terme avec les résultats que l'on connaît aujourd'hui. L'émergence de la vague nationaliste sur le continent africain et l'incompréhension du phénomène par l'administration Kennedy a créé un *vacuum* politique dans lequel l'U.R.S.S. avait beau jeu d'intervenir. Les événements au Congo, en février 1961, et ceux au Vietnam, en novembre 1963 sont à plusieurs égards similaires et dévoilent justement l'incompréhension de Kennedy à l'égard des mouvements nationalistes.

La construction de la politique étrangère de Kennedy, selon Thomas G. Paterson, passe par un deuxième point qui démontre assez bien l'essentiel de la contribution des post-révisionnistes à l'étude de la présidence Kennedy. Il est fondamental, pour les post-révisionnistes, de prendre en considération le contexte historique dans lequel la génération de Kennedy a atteint sa maturité. Il est inutile de s'attarder longuement sur les qualités personnelles (pragmatisme, activisme, etc.) de Kennedy comme l'ont fait les apologistes puisque cela n'a rien à voir, selon l'auteur, avec la réalité de l'époque. Ces qualités ne sont qu'accessoires devant l'idéologie du consensus autour de la guerre froide. En somme, il faut davantage voir la véritable raison des agissements de Kennedy en matière de politique étrangère dans son adhésion au dogmatisme de la guerre froide.

Élu au Congrès pour la première fois en novembre 1946, Kennedy, tout comme une bonne partie des conseillers qui le suivirent à la Maison Blanche en

janvier 1961, était issu d'une génération marquée par la Deuxième Guerre Mondiale et l'éclatement de la guerre froide. Tout comme Harry S. Truman, George F. Kennan et Dean Acheson, Kennedy croyait aux mérites de l'expansion du système économique américain comme remède au cancer communiste. Comme Harry Truman et Dwight Eisenhower, il adhérait au principe de la théorie des dominos. Pour les post-révisionnistes, il n'est donc pas étonnant qu'il ait encouragé la politique de l'endigement afin d'éviter toute influence communiste sur les mouvements nationalistes. "Members of Kennedy's containment generation claimed victories in Iran, Greece, and Turkey, launched the Marshall Plan, broke the Berlin blockade, created NATO, and extended Point Four technical assistance to developing nations"<sup>17</sup>. Politiquement forgé par les leçons de l'histoire, il est normal que Kennedy ait poursuivi dans la même veine l'application de l'endigement. Pour Thomas G. Paterson, la poursuite de l'idéologie de la guerre froide était pour Kennedy la voie à suivre une fois arrivé à la présidence.

Le troisième point qui explique la formulation de la politique étrangère de Kennedy est la préservation de la tradition de la contre-révolution. Pour les post-révisionnistes, l'incompréhension des leaders américains à l'égard du nationalisme étranger explique en bonne partie pourquoi Kennedy opta pour la préservation de cette tradition. L'éveil du tiers-monde au début des années 1960 se présentait comme une menace sérieuse et soudaine aux intérêts américains de même qu'à l'équilibre politique entre l'Est et l'Ouest. Afin de contrer cette menace, Kennedy s'affaira à personnaliser la tradition de la contre-révolution et à

l'adapter au concept du *nation-building*. Ce concept se retrouve au cœur du programme de politique étrangère conçu par Kennedy et son administration.

Le plus bel exemple est la mise sur pied des *Green Berets*. Ces conseillers militaires avaient la tâche de former des gens dans les pays où la menace communiste se faisait le plus sentir. Avec ce volet de *nation-building*, Kennedy s'assurait la stabilité et le soutien local nécessaires à l'application de ses politiques. La mise en place de gouvernements fantoches vendus d'avance aux idées américaines avait l'avantage de contenir l'expansion communiste avec un minimum d'aide de la part des États-Unis. En garantissant la mise sur pied d'une police locale capable d'assurer l'ordre et en soutenant financièrement et militairement les candidats jugés aptes à gouverner pour la sauvegarde des intérêts américains, Kennedy poursuivait une tradition tout en l'adaptant à sa personnalité. Pour Thomas G. Paterson, la tradition de la contre-révolution est inévitablement un impact majeur sur la formulation de la politique étrangère de Kennedy.

Le Vietnam et le Congo sont des exemples parfaits du concept de *nation-building* appuyé par la tradition de la contre-révolution. En effet, l'appui américain au régime Diêm contribua d'une certaine façon à l'enlèvement des États-Unis dans le conflit vietnamien. Ho Chi Min répondait beaucoup plus au profil du nationaliste qu'à celui du communiste alors que Diêm se révélait beaucoup plus autoritaire et moins enclin à obéir aux directives américaines. Cependant, le contexte de l'époque expliquerait, selon Thomas G. Paterson, la raison de l'appui américain au régime Diêm. La peur d'une pénétration

communiste en Asie du Sud-Est avait amené Kennedy à appliquer le principe de *nation-building* sans tenir compte des convictions profondes de Diêm et d'Ho Chi Min. Le support américain au gouvernement de Ngô Dinh Diêm allait devenir pour les années futures la marque de commerce des États-Unis en matière de politique étrangère. Préférant soutenir un gouvernement corrompu mais anticommuniste, les États-Unis sont passés maîtres dans l'art d'accorder leur appui à des régimes de droite.

Finalement, pour Thomas G. Paterson et les autres post-révisionnistes, la politique étrangère de Kennedy fut aussi victime des effets de la personnalité et du style du Président. Guidé par une foi profonde dans le pouvoir et armé d'une vision toute particulière du rôle de la présidence comme centre névralgique où tout peut être réalisé, Kennedy sut s'entourer de gens *can do men* à son image qui avaient comme lui un désir de vaincre et d'imposer de nouveaux concepts en vue de l'expansion impérialiste des États-Unis.

Somme toute, pour les post-révisionnistes, l'héritage d'une politique étrangère républicaine dont Kennedy aurait été victime (selon la thèse des apologistes) à son arrivée à la présidence ne peut servir à elle seule d'explication pour les événements subséquents. Kennedy a certes hérité des actions et des conséquences de l'administration Eisenhower mais, loin de s'en départir, il les a plutôt personnalisées. Convaincu que toutes crises majeures ont une solution préfabriquée, Kennedy a malheureusement accentué l'ampleur de ces dernières au lieu de les désamorcer. Il est à noter que cette littérature amorce en quelque sorte un certain retour du balancier et qu'il devenait donc impératif pour les post-



révisionnistes de la trempe de Thomas G. Paterson de remettre la présidence Kennedy dans son contexte historique afin de tenter une quelconque analyse de même qu'une explication plus équilibrée de ses politiques et réalisations.

La thèse de James Giglio<sup>18</sup> apporte de nouvelles données qui permettent une compréhension plus approfondie de l'administration Kennedy. Malheureusement pour les apologistes, la thèse de James Giglio, comme celle de Thomas G. Paterson, plante un autre clou dans le cercueil de la sacro-sainte image qu'ils défendent. En effet, l'auteur affirme que Kennedy a misé sur une augmentation des dépenses militaires et du même coup a mis l'emphase sur les forces contre-révolutionnaires. L'image d'un président convaincu des bienfaits d'une détente avec l'U.R.S.S. est ici fortement contestée et remise en question. De plus, selon l'auteur, Kennedy n'aurait pas su développer une stratégie cohérente au niveau de sa politique étrangère. La raison principale qui explique cette incohérence dans la direction des affaires internationales serait la personnalité de Kennedy. La conduite de la politique étrangère s'est trop souvent retrouvée coincée entre le côté pragmatique et le côté activiste de Kennedy et n'a donc jamais pu profiter d'une force et d'une ligne directrice cohérentes. Par exemple, James Giglio démontre un paradoxe dans la formulation des programmes qui dès lors n'ont pu que se solder par un échec. L'instauration par Kennedy de programmes tels que l'Alliance pour le Progrès, le *Peace Corps* et le *Food for Peace* (aide alimentaire) constituent, selon l'auteur, d'excellentes initiatives. Toutefois, la création et l'utilisation des Bérêts Verts est venue compromettre ces programmes et démontrer du même coup une contradiction

entre la volonté de moderniser les économies et d'implanter des réformes majeures dans les pays en voie de développement.

L'interprétation que font les post-révisionnistes de l'administration Kennedy semble être celle qui, contrairement aux deux écoles de pensée, tient compte des impondérables du contexte et de l'idéologie dominante qui prévalaient à l'époque. Il semble cependant y avoir scission au sein de l'école post-révisionniste et le consensus autour de l'interprétation de l'administration Kennedy ne fait pas l'unanimité chez les tenants de ce courant. Par exemple, le désir de mettre en perspective la présidence Kennedy en utilisant de nouvelles méthodes d'analyse et de nouvelles sources a poussé quelques post-révisionnistes à épouser certains arguments soulevés par les premiers révisionnistes.

Par exemple, Louise Fitzsimons et Richard J. Walton dépeignent Kennedy comme un traditionnel guerrier froid. Cette image revient dans tous les ouvrages des post-révisionnistes pour des raisons cependant différentes. Pour les premiers révisionnistes, l'objectif est de mettre sous un jour nouveau l'analyse jugée trop partisane faite par les apologistes. En effet, le contexte socio-politique de l'époque se prête à ce genre de reconstruction et sert la plupart des thèses révisionnistes. Par contre, chez les post-révisionnistes, l'image du guerrier froid repose sur une tout autre explication. Remise dans son contexte, cette image tient compte de la position transitoire de la présidence Kennedy. La vague nationaliste qui a déferlé à vive allure sur l'Afrique et l'Asie au cours des années 1950 a poussé Kennedy à agir de façon à contenir d'une part, la chute de ces pays aux mains du communisme et d'autre part, à éviter d'être considéré comme un

président *soft on communism*. Le contexte historique du début des années 1960 apparaît donc comme la pierre angulaire de la thèse des post-révisionnistes.

Chez Thomas C. Reeves<sup>19</sup>, la question de la moralité et du caractère à une époque de forte tension prend toute son importance lorsqu'il s'agit d'expliquer les faits et gestes de Kennedy durant sa présidence. L'auteur affirme que la question du caractère est le pivot d'une bonne compréhension de la présidence Kennedy. En effet, il met l'accent sur l'aspect contradictoire de la thèse des apologistes et de celle de la première vague révisionniste qui révélait justement cette force de caractère. "John F Kennedy's claimed consistently to be a moral leader, but was he, in fact, an exemplar of high character? And if not, was it not possible to be an effective president of the United States without necessarily being personally virtuous?"<sup>20</sup>. Il est nécessaire de comprendre que la force de caractère du président et sa morale personnelle comptent peu en regard au contexte de guerre froide autour duquel s'articule véritablement la politique étrangère de Kennedy.

Thomas C. Reeves entre en contradiction avec Thomas G. Paterson quant à la capacité de Kennedy à orienter sa politique vers une éventuelle réduction des tensions entre les États-Unis et l'U.R.S.S. Il appuie en effet la théorie de la croissance, avancée par les apologistes tels qu'Arthur M. Schlesinger jr. et Theodore Sorensen, selon laquelle Kennedy aurait appris de ses erreurs. Pour les apologistes, Kennedy a su tirer parti des situations difficiles pour évoluer en tant qu'individu, ce qui lui a permis de mieux gérer les problèmes internationaux. Comme la plupart des apologistes, Reeves affirme que Kennedy mérite que l'on reconnaisse le rôle qu'il a joué dans la réduction des tensions entre les États-Unis

et l'U.R.S.S. Il cite le discours que Kennedy prononça à l'American University en juin 1963 pour démontrer qu'il était prêt à entamer des négociations en vue d'instaurer une politique plus souple entre les deux pays. Finalement, il conclut que Kennedy a évolué dans sa manière de gérer les crises et que ses décisions n'en ont été que meilleures.

Pour sa part, Thomas G. Paterson affirme que cette théorie de la croissance n'est qu'une invention dans le but de faire perdurer l'image édifiante dont l'administration Kennedy bénéficie toujours. Il soutient que le discours de juin 1963 à l'American University n'a pas été un signe d'évolution de la part de Kennedy et encore moins un signe qu'il était prêt à changer la politique de la guerre froide (comme le soutiennent majoritairement les apologistes) pour une politique plus conciliante. Au contraire, Thomas G. Paterson signale que l'illusion d'un rapprochement sérieux entre les États-Unis et l'U.R.S.S. provoquée par le discours de l'American University était à toutes fins utiles fausse. Dans son argumentation il cite deux autres discours que Kennedy devait livrer devant une réunion de la chambre de commerce de Dallas le 22 novembre 1963. Pour l'auteur, ces discours reflètent une tout autre approche et ne se voulaient nullement plus conciliants.<sup>21</sup>

Le rôle de Kennedy dans la formulation et la conduite de la politique étrangère continue toujours de poser un défi aux analystes qui traitent cette question. En fait foi la panoplie d'ouvrages sur la question qui, depuis trois décennies, occupent les historiens autant que les intellectuels de toutes allégeances. Les apologistes, comme les révisionnistes, ont leurs propres

arguments pour expliquer le rôle de Kennedy. Pour les premiers, il représente l'espoir et la rupture avec un passé rigide dans lequel le pays semblait figé à tout jamais. Pour les seconds, Kennedy était tout ce qu'il y avait de plus conservateur. Pour les révisionnistes, la continuité idéologique avait préséance sur les qualités personnelles. La guerre du Vietnam et tous les maux dont la société américaine souffrait à la fin des années 1960 provenaient, selon eux, tout droit de la présidence Kennedy.

Il aura fallu attendre le vingtième anniversaire de l'assassinat de Kennedy pour qu'une nouvelle littérature, plus équilibrée et aux arguments plus subtils relance le débat sur l'interprétation et le rôle de Kennedy en tant que leader. En effet, les historiens qui se rattachent de près ou de loin à cette école de pensée qu'est le courant post-révisionniste ou la *balance literature* analysent les actions de Kennedy en tenant compte de l'idéologie dominante et du contexte de l'époque. En décrivant Kennedy comme un guerrier froid, les post-révisionnistes se rattachant à cette école prennent bien garde de ne pas tomber dans une analyse trop simpliste comme le firent les premiers apologistes et les révisionnistes. En s'appuyant sur des sources nouvelles ils sont en mesure d'émettre un jugement qui tient compte de la présidence Kennedy en tant que partie intégrante d'une période transitoire dans l'histoire des États-Unis. Comme nous l'avons vu, le contexte international est pour beaucoup dans l'élaboration des thèses post-révisionnistes. En effet, il permet de mieux circonscrire la position de Kennedy et le rôle qu'il a joué dans la résolution des multiples crises qui se sont développées dans les pays du tiers-monde, particulièrement en Afrique.

Outre le contexte international, les post-révisionnistes mettent également l'accent sur le bagage culturel et personnel de Kennedy pour expliquer le lien idéologique avec ses prédécesseurs. Finalement, ils s'attaquent aux qualités personnelles de Kennedy en montrant les contradictions qui existaient entre ses actions et sa rhétorique. L'incapacité de Kennedy à concilier sa rhétorique avec ses actions sera la cause principale de son échec au Congo. Pour eux, les contraintes de la guerre froide ont eu préséance sur l'application d'une politique qui se voulait au départ plus humaniste.

Il est certes difficile et complexe de résumer l'évolution de l'interprétation de la présidence Kennedy depuis 1963. Cependant, l'article historiographique de Burton I. Kaufman, publié à l'été 1983, permet de mieux comprendre cette évolution. En tenant compte des idéologies dominantes selon les époques, il a pu tracer un portrait efficace des diverses interprétations élaborées par les trois principales écoles de pensée.

[...] Kennedy's role as world leader defies easy description or analysis. The literature on his foreign policy has suggested a person with two very different sides, torn by contradictory impulses. On the one hand, there was the Kennedy of Camelot, a worldly, perceptive, strong, and judicious leader exuding confidence and charisma, deeply affected by early crises of his administration, recognizing the rapid changes taking place in the world, and responding with a New Frontier of foreign policy initiatives. Then there was the darker Kennedy, a shallow, cynical, passionless, and vainglorious politician, a traditional Cold Warrior, a weak and vulnerable president not always in control of his foreign policy, and for all these reasons, an extremely dangerous man to have in the Oval Office. If the first image is the one of Kennedy apologists and the second of the early revisionists, the most recent literature suggests a more complex figure whose personality embraced elements of both images, but more of the latter than the former.<sup>22</sup>

#### **1.4 La place de l'Afrique dans la politique étrangère de Kennedy : Une perception à travers le temps**

La place qu'a occupée l'Afrique dans l'interprétation de l'évolution de la présidence Kennedy par les tenants des trois écoles est, à notre avis, marginale. Arthur M. Schlesinger jr. fut certes l'un des premiers à soulever la question et il est intéressant de constater que selon lui, l'intérêt démontré par Kennedy envers l'Afrique était de façon générale très négligeable. En effet, l'auteur affirme que jusqu'à 1960, les intérêts politiques, économiques et militaires des États-Unis en Afrique étaient modestes.<sup>23</sup> Quoique intéressante, son interprétation démontre clairement le manque d'intérêt des États-Unis à l'égard du continent africain. Theodore Sorensen<sup>24</sup>, comme Arthur Schlesinger jr., consacra quelques lignes de son ouvrage sur Kennedy à la question de l'Afrique. Il faudra attendre le milieu des années 1970 et le courant révisionniste pour voir une analyse assez détaillée de la crise congolaise et de la place de l'Afrique dans la politique étrangère des États-Unis sous l'administration Kennedy. Roger Hilsman<sup>25</sup>, dans son analyse de l'administration Kennedy, consacre quelques chapitres à l'Afrique en général et au Congo en particulier; l'ouvrage de Stephen R. Weissman<sup>26</sup> reste l'un des premiers à avoir sondé en profondeur la politique africaine de Kennedy. Outre Arthur M. Schlesinger jr. et Roger Hilsman, Catherine Hoskyns<sup>27</sup> a publié en 1965 un ouvrage portant sur la première année de l'indépendance du Congo. Bien que fort détaillé et tenant compte des acteurs présents cet ouvrage semble avoir manqué de la perspective nécessaire à une interprétation nuancée. La proximité des événements et le manque de sources ont empêché cette analyse de résister aux premiers assauts des révisionnistes. Cependant, l'ouvrage de

Catherine Hoskyns démontre l'éveil des analystes américains aux problèmes de la place que représentait l'Afrique dans la politique étrangère de l'administration Kennedy.

De façon générale, tant chez les apologistes que chez les révisionnistes, l'Afrique a tenu une place négligeable dans les analyses portant sur l'administration Kennedy. En effet, le premier ouvrage à ne parler exclusivement que des relations entre l'administration Kennedy et l'Afrique est celui de Stephen R. Weissman et il est arrivé presque dix ans après l'assassinat. Pour une bonne partie des premiers analystes, tant apologistes que révisionnistes, l'Afrique était plutôt considérée comme faisant partie des affaires européennes et cet ensemble géopolitique a mis énormément de temps à soulever l'intérêt des analystes puisqu'il était considéré comme une responsabilité de l'Europe. Trop souvent les problèmes internes de l'Afrique, tels que la crise congolaise, l'indépendance de l'Angola et la question de l'apartheid en Afrique du Sud furent traités comme des problèmes européens et non pas africains. Selon Arthur M. Schlesinger jr., aucune doctrine ne guidait la politique africaine. De même que les États-Unis considéraient l'Amérique Latine comme leur responsabilité, l'Afrique concernait tout naturellement l'Europe de l'Ouest.<sup>28</sup> Il est toutefois possible de constater un intérêt progressif de la part de certains analystes à l'endroit des relations entre l'administration Kennedy et l'Afrique vers la fin des années 1960, alors que les premiers ouvrages révisionnistes commençaient à voir le jour.

L'éclatement des empires européens au milieu des années 1950 a précipité, bien que modestement, l'intérêt américain pour l'Afrique. En effet,



l'intérêt général chez les historiens et autres analystes est resté marginal. Certains se sont interrogés (les apologistes) sur le sort de l'Afrique mais dans une perspective strictement européenne. La crainte de voir l'Europe s'affaiblir et s'enliser dans des luttes de libération interminables (le cas de la France en Algérie par exemple) avec les nationalistes africains s'est avérée plus inquiétante aux yeux des politiciens américains que les revendications congolaises, angolaises ou sud-africaines. Advenant un affaiblissement de l'Europe, l'U.R.S.S. profiterait sûrement de cette situation afin de gagner du terrain dans la lutte d'influence qu'elle menait contre les États-Unis au sujet des États neutres.

L'essor du nationalisme africain au début des années 1960 atteignit son paroxysme avec l'entrée en fonction de l'administration Kennedy. En effet, en une seule année, soit 1960, les États-Unis établirent des relations diplomatiques avec quatorze nouveaux États africains. En 1961, quatre autres régions gagnaient leur indépendance. En 1962, deux nouvelles régions se libéraient du colonialisme. L'année suivante elles étaient trois à le faire. En somme, de 1960 à 1963, pas moins de vingt-trois nouvelles entités voyaient le jour<sup>29</sup>. Cependant, l'intérêt des historiens est resté à l'écart du courant. La majorité d'entre eux ont évalué la présidence Kennedy selon les crises externes auxquelles elle a dû faire face. La Baie des Cochons, la crise des missiles de Cuba, le Laos, le Vietnam et Berlin ont attiré l'attention des historiens et autres analystes beaucoup plus que la crise congolaise ou la lutte nationaliste en Angola et ce, même si certains ont fait un parallèle entre la montée des revendications pour les droits civils et les

mouvements nationalistes en Afrique. À part les événements au Congo, le reste du continent africain est resté dans l'ensemble assez peu étudié et analysé.

Quelques lignes de part et d'autre dans les ouvrages des apologistes et des révisionnistes ne suffisent pas à expliquer l'élaboration de la politique africaine de Kennedy. Il faudra attendre le milieu des années 1970 avant de voir certains historiens se livrer à une analyse et à une évaluation plus détaillées de la performance de Kennedy à l'égard de l'Afrique en général et du Congo en particulier. Outre l'analyse de Stephen R. Weissman (1974) sur la performance de Kennedy à l'égard de la crise congolaise, seule une thèse de doctorat déposée en 1976 par Ibezim Chukwumerije<sup>30</sup> a jeté un regard nouveau sur les actions de Kennedy et du coup, a permis de stimuler l'intérêt chez les historiens.

Se concentrant uniquement sur l'Afrique durant le mandat Kennedy, Stephen R. Weissman et Ibezim Chukwumerije se démarquent des tentatives précédentes par un ton plutôt critique à l'endroit de la performance de Kennedy. La vision du président et sa constante manie de réévaluer sa politique africaine et congolaise de peur de vexer les alliés de l'O.T.A.N. l'amènèrent à pratiquer une politique d'attentisme. Son pragmatisme, qualité tant vantée par les apologistes, l'empêchait de choisir une ligne ferme à l'endroit du Congo. De nombreuses tergiversations et un manque de vision à long terme poussaient Kennedy à laisser les choses aller au Congo en espérant que quelque chose de positif puisse en ressortir. Cependant, les auteurs affirment que le contexte de l'époque ne permettait pas à Kennedy de faire autrement. La peur du communisme l'incitait à s'impliquer d'avantage. Pour Stephen R. Weissman et Ibezim Chukwumerije

l'aspect positif de la performance de l'administration Kennedy à l'égard de l'Afrique est sa contribution à la mise sur pied d'un climat de diplomatie personnelle dans lequel les leaders africains (Nkrumah, Touré et Adoula entre autre) se sentaient considérés comme des égaux ou des partenaires à part entière.

Essentiellement, la thèse des révisionnistes sur la place de l'Afrique dans la formulation de la politique étrangère sous Kennedy nous indique, d'une part, un intérêt tardif envers le sujet puisqu'il faut attendre la deuxième moitié des années 1970 avant de voir apparaître deux ouvrages sur la question, et d'autre part, elle démontre que Kennedy ne pouvait faire autrement que de s'impliquer afin d'éviter une expansion du communisme sur ce continent encore vierge du conflit idéologique représenté par la guerre froide.

L'intérêt porté par les analystes à l'Afrique dans le cadre de leur évaluation de l'administration Kennedy à travers le temps est, malgré la disponibilité des sources, encore très marginal. En effet, si nous étudions la littérature produite depuis la mort de Kennedy, les ouvrages portant sur l'Afrique sont assez rares en comparaison de ceux qui traitent du Vietnam et de la crise des missiles de Cuba par exemple. Pourquoi ce manque d'intérêt? Malgré l'essor du continent africain sur la scène internationale au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale et l'éclatement des empires coloniaux, la place de l'Afrique dans la formulation de la politique étrangère américaine est restée en retrait comparativement à la position de l'Europe. Les analystes se sont intéressés au continent africain uniquement lorsque la menace communiste s'est faite sentir. Comme l'évaluation générale de l'administration Kennedy à travers le temps vue

dans la première partie, celle concernant l'Afrique a suivi essentiellement le même parcours. Beaucoup moins important que l'Europe et l'Asie du Sud-Est cependant, l'intérêt pour l'Afrique a connu son véritable essor avec l'arrivée du courant post-révisionniste dans les années 1980.

Richard D. Mahoney (1983) dans son ouvrage sur Kennedy<sup>31</sup> jette les bases d'une nouvelle analyse de la place de l'Afrique dans l'administration Kennedy. Bénéficiant de nouvelles sources, l'auteur nous guide à travers leurs ramifications et nous éclaire sur la place réelle qu'a occupée l'Afrique dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis sous Kennedy. La politique d'attentisme, *wait-and-see-policy*, et la rhétorique anticoloniale utilisée pendant la campagne présidentielle illustrent le paradoxe qui existait au sein de l'administration dans ses agissements à l'égard de l'Afrique en général et du Congo en particulier. Le succès attribué à Kennedy par les apologistes dans la conduite de sa politique africaine est ici fortement contesté. Bien plus que l'aspect humaniste tant vanté par les apologistes, les préoccupations soudaines des États-Unis pour l'Afrique sous Kennedy ont semblé relever beaucoup plus des contraintes de la guerre froide que des bienfaits d'une diplomatie personnelle. Selon l'auteur,

Nationalism was the historic force of Kennedy's time; the Cold War his principal legacy as President. The challenge he faced was the one that every American president has faced since World War II : how to deal with nationalist revolution in the arena of the Cold War-either by blocking the nationalist tide to contain communist expansion, or by building canals and conduits through diplomatic means to direct its flow. In nearly every instance of revolutionary upheavals, the U.S. has found itself trying to hold back the tide of nationalism in the name of anticommunism.<sup>32</sup>

Thomas G. Paterson, dans l'ouvrage qu'il a dirigé, fait état de la nouvelle tendance et démontre un intérêt marqué pour la question africaine. Thomas J. Noer y a écrit un chapitre important qui traitant uniquement de la place de l'Afrique dans l'élaboration de la politique étrangère entre 1961 et 1963. Plus nuancée et plus équilibrée, l'analyse que fait Thomas J. Noer explique le peu d'intérêt porté jusque-là à l'Afrique par les analystes américains.

Kennedy's goal in Africa was victory through denial, a defensive diplomacy that defined success as not losing. His pre-inaugural transition team on Africa summed up the new strategy by concluding that "non-alignment of Africa states in the Cold War is in no sense detrimental to our interest". The goal should not be "winning the African states to capitalism or military alliance", but merely "to prevent the dominance of the continent by the Communist bloc"<sup>33</sup>.

D'autres, comme James Giglio, ont continué dans le même sens et ont permis de mieux comprendre et cerner la place de l'Afrique dans l'évaluation de l'administration Kennedy.

Notre problématique consiste donc à faire état des divergences de vues entre les membres de l'administration Kennedy sur la marche à suivre pour la résolution de la crise congolaise. Nous pensons qu'il est capital de faire la lumière sur les dessous du processus décisionnel à l'égard des événements au Congo afin de mieux comprendre l'ensemble des enjeux entourant l'implication américaine sur le continent africain sous Kennedy. Dans un article paru dans un ouvrage de référence en 1981, Thomas J. Noer met l'emphase sur l'importance d'éclairer cette lutte entre européanistes et africanistes au sein de l'administration Kennedy. En effet, l'auteur constatait déjà à cette époque que presque tous ceux qui avaient étudié les relations américano-africaines notaient une scission entre

européanistes et africanistes au sein des administrations suivant la deuxième guerre mondiale. Trop souvent citée comme de la prudence et de la confusion des actions américaines, cette idée de divergence fut propagée sans être clairement illustrée et ses impacts supposés plutôt que démontrés.<sup>34</sup>

Voilà sur quoi ce travail va se concentrer. Certes, cette division interne n'est pas propre à l'administration Kennedy. Cependant, la scission entre les bureaux européen et africain s'est dévoilée au grand jour particulièrement sous le court mandat de Kennedy. De janvier 1961 à novembre 1963, la politique africaine proposée durant la campagne électorale fut victime de cette séparation entre deux visions très distinctes l'une de l'autre. Plusieurs raisons nous permettent d'expliquer cette division au sein du cabinet mais il nous paraît évident que la seule raison crédible est celle qui rend compte du paradoxe entre la rhétorique avancée par Kennedy et les actions proposées qui ont été trop souvent dictées par les impératifs de la guerre froide.

Ce travail sera limité chronologiquement par le mandat de l'administration Kennedy (1961 à 1963) et géographiquement en se concentrant sur la région du Congo. Nous mettrons également l'emphase sur le fonctionnement de l'appareil gouvernemental responsable de la formulation de la politique étrangère. Malgré un nombre très important de personnes impliquées dans la politique africaine et congolaise nous nous sommes limité aux plus importantes. Outre Kennedy lui-même, nous avons sélectionné les conseillers ayant de près ou de loin contribué à la formulation de la politique congolaise entre 1961 et 1963. Circonscrit par le Congo ce travail n'échappe toutefois pas aux problèmes imposés par les luttes de

libération qui sévissaient ailleurs sur le continent africain. D'autant plus que l'implication américaine en Angola, au Ghana et en Afrique du Sud fut directement liée à la situation congolaise. Néanmoins, la crise au Congo a été pour l'administration Kennedy la véritable mise à l'épreuve de sa politique africaine.

Devant la montée du nationalisme africain, l'administration Kennedy dut formuler une politique d'intervention sur le continent. Afin d'éviter que la lutte pour l'indépendance, en cours depuis le milieu des années 1950, ne prenne une tangente pro-communiste, Kennedy se devait d'adopter une politique étrangère africaine qui faciliterait la transition entre le colonialisme et l'indépendance. Le premier véritable test survint dès le tout début de son administration lorsque la situation congolaise dégénéra en véritable crise. Le but visé par ce travail est donc de faire la lumière sur les préoccupations américaines devant l'éclosion du mouvement indépendantiste en Afrique et au Congo, particulièrement entre 1961 et 1963.

En effet, dès janvier 1961, l'administration Kennedy fut aux prises avec le problème grandissant du Congo. De tous les dossiers de politique étrangère qui attendaient le nouveau président, celui du Congo est sans l'ombre d'un doute celui qui perdura le plus longtemps, en fait durant la totalité de sa présidence. Ayant acquis son indépendance en juillet 1960, le Congo sombra en quelques jours dans une crise attisée par la sécession de la province du Katanga. Cette province était soutenue et encouragée par la Belgique et par l'Angleterre. Devant cette situation et poussée par le dogme de la guerre froide (l'endiguement du

communisme), l'administration Kennedy allait s'engager de façon indirecte au Congo.

Comme ses prédécesseurs, Kennedy dut tenir compte du dogme de la guerre froide malgré une rhétorique encourageant fortement l'autodétermination et reconnaissant le nationalisme (africain ou autre) comme force majeure dans les régions du tiers-monde. Devant la montée du mouvement nationaliste en Afrique, qui visait la libération du joug politique et économique européen, l'administration Kennedy appliqua à la lettre l'idéologie de la guerre froide en résistant aux pressions communistes dans cette région. Souhaitant toutefois éviter une confrontation directe avec l'U.R.S.S., Kennedy suivit le chemin tracé par l'administration Eisenhower en supportant une mission de paix parrainée par l'O.N.U. De 1961 à 1963, l'unité congolaise fut sauvegardée grâce au soutien des États-Unis à la force de paix onusienne.

La sécession du Katanga, quelques jours après l'indépendance du Congo, menaçait la souveraineté de cette région fraîchement acquise de la Belgique. En effet, l'émergence d'un mouvement séparatiste soutenu principalement par la Belgique en raison d'intérêts financiers et miniers, représentait une menace réelle à l'unité congolaise. Privé de sa région la plus riche, le gouvernement central ne pouvait espérer se maintenir au pouvoir bien longtemps. Suivant la logique du dogmatisme de la guerre froide, l'échec de l'unité congolaise ouvrait la porte à l'interventionnisme communiste. Selon l'idéologie de la guerre froide, toute fragmentation politique serait perçue par l'U.R.S.S. comme un prétexte pour



étendre son influence et faire pencher la balance en sa faveur. Devant de telles conclusions, l'administration Kennedy se devait d'agir.

Afin de circonscrire cette menace, le gouvernement central du Congo demanda une aide extérieure pour étouffer la rébellion dirigée par Moïse Tshombé. Répondant aux recommandations de ses conseillers en politique étrangère, Kennedy décida d'impliquer les États-Unis de manière indirecte en donnant son support à une mission de paix dirigée par l'O.N.U. Devant ce qu'il percevait comme un refus des États-Unis de l'aider, le gouvernement central dirigé par Patrice Lumumba décida d'agir unilatéralement pour mater la rébellion du Katanga en se tournant vers l'U.R.S.S. Celle-ci acquiesça rapidement à la demande d'aide militaire et technique et envisagea d'asseoir son influence dans cette région pas encore affectée par le conflit idéologique opposant les États-Unis à l'U.R.S.S.

Afin de mieux expliquer la position de l'administration Kennedy sur la crise congolaise et d'exposer ses actions dans la résolution de ce problème, nous nous sommes concentré essentiellement sur les ouvrages de politique étrangère sous l'administration Kennedy. Bien que ces ouvrages soient extrêmement abondants, nous nous sommes limité à ceux qui portent, de près ou de loin, sur la formulation de la politique étrangère à l'égard de l'Afrique.

Ne pouvant se baser uniquement sur ces ouvrages nous avons également mis à profit les mémoires de certains conseillers qui ont eu leur mot à dire dans les événements au Congo entre 1961 et 1963. Cependant, dans le but de pouvoir véritablement répondre au questionnement initial, il nous fallait recourir aux

sources concernant l'époque. Nous nous sommes donc efforcés de tirer profit des archives présidentielles de la *JFKL* située sur le campus de *l'University of Boston in Massachusetts*. Ce n'est qu'une fois les archives présidentielles consultées que la structure de ce travail s'est finalement mise en place.

Les sources archivistiques nous ont permis d'effectuer une analyse plus vaste et détaillée puisque nous avons accès directement aux faits et gestes des acteurs. En effet, par l'utilisation des archives nous avons été en mesure de réfuter certaines analyses effectuées par le passé. Bien que la documentation disponible à la *JFKL* soit vaste, celle qui concerne la crise congolaise est en contrepartie très limitée. L'accès à plusieurs papiers personnels concernant certains conseillers de l'administration Kennedy est encore aujourd'hui interdit. Les rapports de Averell Harriman, qui sous Kennedy fut nommé *Ambassador at large*, sont toujours fermés aux chercheurs. C'est également le cas d'une partie de ceux d'Arthur M. Schlesinger jr., conseiller spécial de Kennedy, et de tous les dossiers de William Brubeck, alors conseiller et assistant de McGeorge Bundy au sein du Conseil de Sécurité National. Malgré l'utilité des documents disponibles ceux en contre-partie fermés viennent réduire le champs de recherche. De plus, certains papiers laissés par les conseillers sont en partie gardés secret. Ce qui rend la lecture excessivement ardue. Cependant, ceux qui sont disponibles ont permis de répondre à certaines questions qui, encore aujourd'hui, n'étaient que suppositions. À cet égard nous avons pu confirmer la scission entre africanistes et européenistes sous l'administration Kennedy. Bien que plusieurs auteurs en aient fait mention cette division au sein de l'équipe Kennedy restait à être prouvée.

Par ailleurs nous avons pu, par l'analyse des *National Security Files* portant sur le Congo, faire la lumière et démontrer les tergiversations de Kennedy autour de la résolution de la crise congolaise. Comme nous allons le voir au cours de ce mémoire, les conseils donnés par les acteurs principaux de la politique congolaise forcèrent l'administration Kennedy à faire preuve d'une extrême prudence. Divisé entre les libéraux et les conservateurs, Kennedy chercha à éviter de vexer qui que ce soit dans l'espoir d'obtenir des résultats satisfaisants.

Ainsi donc, les sources premières disponibles à la *JFKL* nous ont permis, dans la mesure où nous voulions faire la lumière sur les motivations et la capacité de Kennedy à mettre un terme à la crise congolaise, de les utiliser en les comparant à des sources secondaires tels que les ouvrages publiés au fil des années. Bien entendu, d'autres sources telles que les publications gouvernementales nous ont aidé dans notre quête d'informations. Les *Foreign Relations of the United States* (F.R.U.S.), particulièrement les volumes numéro 20 et 21, portant exclusivement sur la crise congolaise et le continent africain entre 1961 et 1963, ont servi à l'élaboration de ce travail. D'autres documents gouvernementaux comme *American Foreign Policy: Currents Documents* pour les années 1960 à 1963 et les *Area Handbooks* qui traitent d'un pays individuellement ont été utiles à notre recherche et nous ont aidé à circonscrire les événements reliés à la crise congolaise. Finalement, plusieurs articles de périodiques ont servi à mettre en relief l'opinion de certains analystes sur la politique d'intervention de Kennedy au Congo.

Il sera question dans le prochain chapitre du contexte dans lequel les premières décisions de l'administration Kennedy furent élaborées. La fin de l'administration Eisenhower et sa décision de ne pas impliquer militairement les États-Unis suite à l'indépendance du Congo amena Kennedy à poursuivre cette politique de non-intervention élaborée par son prédécesseur. Utilisant l'O.N.U. comme outil diplomatique dans la médiation de la crise congolaise, Kennedy tenta de se démarquer de la position tenue par Eisenhower en nommant à des postes-clés des gens ayant démontré une certaine sympathie envers le nationalisme africain de même qu'envers le décolonialisme. Nous verrons que malheureusement la rhétorique utilisée par Kennedy, malgré certains efforts notoires, fut contrainte de répondre aux impératifs de la guerre froide. En dépit des bonnes intentions démontrées par l'administration Kennedy à l'égard de l'Afrique et du Congo, les actions furent soumises aux impératifs du contexte international.

Dans le troisième chapitre, nous verrons que l'administration Kennedy, malgré un départ prometteur, tergiversa sur la politique à suivre et cela, même si elle avait semblé prendre une nouvelle tangente à l'égard des événements au Congo. À la conférence de Louvain, où s'étaient réunis les divers clans politiques présents au Congo sous la médiation de l'O.N.U., il semble que les États-Unis aient manipulé le résultat final par l'octroi de pots de vins afin que leur candidat, Cyrille Adoula, puisse devenir le nouveau chef du gouvernement central. Malgré l'élection d'Adoula, la sécession du Katanga amena Kennedy à opter pour une ligne de conduite plus dure et plus pro-européenne. En effet, le départ chancelant

et quelque peu chaotique du gouvernement Adoula força Kennedy à opter pour une position plus conservatrice mais qui restait prudente. Bref, l'acte un de la crise congolaise se résume à une position d'attentisme de la part de l'administration Kennedy.

La formation d'un lobby pro-katangais aux États-Unis provoqua une réévaluation de la politique congolaise ainsi qu'un repositionnement face au problème causé par la sécession du Katanga. En effet, durant le deuxième acte de la crise congolaise, Kennedy prit conscience de l'importance de cette région dans la course aux armements et pour l'économie de l'Europe en général. Cette prise de conscience exigea un certain recul de la part de Kennedy au moment d'engager les États-Unis dans la crise congolaise. Dès l'automne 1962, il souhaitait vivement trouver une solution au problème du Katanga. Toutefois, les divisions internes au sein de son cabinet et son incapacité à opter pour une attitude ferme le forcèrent à faire appel au Bureau d'Intelligence et de Recherche (I.N.R.) dirigé par Roger Hilsman. Encore une fois, Kennedy se montra maître dans l'art de ne pas choisir et s'afficha comme partisan de plus en plus évident d'une politique d'attentisme. Guidé par une rhétorique qui, à plusieurs égards, fut dépassée par les actions possibles et disponibles, Kennedy n'eut d'autre choix que de tergiverser de peur d'être surpris à appliquer une politique qui nuirait aux alliés de l'O.T.A.N. Cette situation amena Roger Hilsman et George Ball, alors sous secrétaire d'État et chargé de la politique congolaise, à élaborer une solution au problème posé par le Katanga. La réponse fut la mise sur pied d'un Plan de réconciliation nationale mieux connu sous l'appellation de *Thant Plan*.

Nous terminerons ce travail par une réévaluation de Kennedy en tant que décideur. À la lumière des actions posées au Congo, nous pouvons déjà conclure que Kennedy a manqué de leadership dans la conduite de sa politique congolaise. Tout au long du dernier chapitre nous analyserons la personnalité et le caractère de Kennedy et démontrerons les aspects contraignants et paradoxaux qui le poussèrent à pratiquer une politique d'attentisme. Les voix discordantes au sein de son administration compliquèrent certes la tâche même si certains conseillers eurent une influence sur la conduite de la politique congolaise (George Ball et Roger Hilsman par exemple). Par conséquent, la menace communiste brandie par les libéraux semble avoir reçu une attention toute particulière de la part de Kennedy. Ainsi nous est-il possible de constater l'aspect contradictoire de la présidence Kennedy, du moins à l'égard du Congo, et de démontrer que le processus décisionnel de l'administration Kennedy fut victime à la fois de la rhétorique et de la personnalité du président.

## Chapitre2

### Les premiers pas de l'administration Kennedy dans la crise congolaise et la recherche d'un équilibre en Afrique centrale : février-août 1961

*"Call it nationalism, call it anti-colonialism, call it what you will, Africa is going through a revolution."*

*John F. Kennedy, Chairman of the Senate Foreign Relations Subcommittee on Africa, 1959*

#### 2.1 Les antécédents à la crise congolaise : l'administration Eisenhower et la politique de respect envers les métropoles

Bien avant que Kennedy n'accède à la présidence des États-Unis, son prédécesseur avait déjà jeté les bases d'une politique africaine. En effet, dès 1958, Eisenhower s'était engagé à défendre les intérêts européens en Afrique. Dès lors, les États-Unis étaient pris dans l'engrenage qui allait les amener à intervenir plus directement dans les affaires internes de plusieurs pays africains.

Mené par la crainte de voir les pays africains tomber l'un après l'autre dans le communisme comme une série de dominos, le Département d'État, sous la tutelle de John Foster Dulles, élaborait une politique de respect envers les métropoles afin d'éviter que le continent ne tombe sous l'emprise du communisme. Considérée longtemps comme une sphère strictement européenne, l'Afrique devenait progressivement une préoccupation pour Washington à mesure que la guerre froide s'intensifiait. L'intérêt suscité dans la seconde moitié des années 1950 avait incité l'administration Eisenhower à former un bureau africain à même le Département d'État. À la création de ce bureau les républicains avaient ajouté celle d'un poste de sous-secrétaire pour les affaires africaines dont le travail

était exclusivement axé sur les questions touchant la situation et les affaires de l'Afrique subsaharienne.

Il est à noter que les pays de l'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Égypte, etc.) relevaient du bureau concerné par les questions du Proche Orient et ne faisaient donc pas partie de l'agenda décisionnel du bureau africain. Avec la nomination d'un premier sous-secrétaire pour les affaires africaines, les États-Unis mettaient le pied dans l'engrenage de la formulation d'une politique étrangère sur le continent africain.

Peu concernés jusque-là par les revendications nationalistes qui déferlaient sur l'Afrique, les États-Unis avaient pris l'habitude de mener une politique "de respect" envers la position des métropoles européennes. Depuis 1885, année de la conférence de Berlin qui allait déterminer le partage et le rôle des colonisateurs en sol africain, les États-Unis s'étaient contentés d'un rôle d'observateur et avaient reconnu la place de l'Europe dans le développement social, politique et économique de l'Afrique. Pourvu que l'accès aux marchés africains reste ouvert aux États-Unis, ces derniers n'avaient aucunement l'intention de s'ingérer dans les affaires qu'ils qualifiaient d'"européennes". Cette reconnaissance par Washington de la responsabilité exclusive de l'Europe sur le continent africain resta inchangée jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale. Ce n'est qu'après 1945 que les États-Unis allaient progressivement commencer à réévaluer leur position sur la question coloniale et remettre en question les responsabilités exclusives de l'Europe en sol africain.



Devant la nouvelle donne provoquée par la guerre froide, Washington élaborait une politique visant à contenir l'expansion du communisme. D'abord appliquée à l'Europe, où les tensions entre l'Est et l'Ouest étaient beaucoup plus palpables qu'ailleurs, la politique de l'endiguement, formulée sous la présidence de Harry Truman, allait être poursuivie par ses successeurs tout en subissant les modifications dictées par leur vision des choses. En effet, l'émergence du nationalisme, après la Deuxième Guerre Mondiale, en Asie et en Afrique, avait provoqué un phénomène de conscientisation aux États-Unis qui, dans le contexte de la guerre froide, s'étaient donné comme mission de défendre les nouvelles régions contre l'expansionnisme soviétique. Alarmé par la perte de la Chine, Washington s'intéressa progressivement à la situation interne des pays en voie de développement. L'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique devinrent par le fait même une priorité pour les décideurs politiques américains à une époque où les relations internationales subissaient les tensions de la guerre froide. Faut-il se surprendre alors de voir les États-Unis s'intéresser à l'essor du nationalisme en Afrique dès les lendemains de la Deuxième Guerre Mondiale?

Dans un contexte politique où les décisions se prenaient en tenant compte de l'importance que pouvaient avoir les tensions internationales, les leaders américains se devaient d'agir avec prudence. L'idéologie de la guerre froide dictait, pour ainsi dire, la formulation de la politique étrangère. Craignant de voir l'U.R.S.S. profiter des faiblesses internes des nouveaux pays et ainsi prendre le contrôle du pouvoir politique, Washington jugea nécessaire d'élaborer une politique d'intervention en Afrique. Suivant les prémisses de la théorie des

dominos et de l'équilibre des forces, les États-Unis allaient s'engager dans la défense de ce continent jusque-là encore épargné par la guerre froide.

Bien que l'administration Eisenhower ait, tout au long des années 1950, orienté sa politique en fonction des menaces réelles de l'U.R.S.S., le syndrome *from fear to communism* semble avoir été pris plus au sérieux sous Kennedy. En effet, la nouvelle administration démocrate croyait fortement en la prémisse fondamentale de la guerre froide, à savoir la menace communiste. Jusqu'à quel point cette menace devait-elle être prise au sérieux par les États-Unis? Avait-on évalué, à Washington, la capacité et les risques réels d'une telle menace? Si oui, était-elle sérieuse au point que toutes les relations d'après guerre fussent dictées par elle? Si non, pourquoi déployer tout cet acharnement et toutes ces énergies? La réponse à toutes ces questions n'est pas le but de ce travail mais nous ne pouvons laisser pour compte l'ensemble de ces éléments dans la formulation de la politique américaine à l'égard de l'Afrique en général et du Congo en particulier.

À l'été 1960, Washington avait de bonnes raisons de croire que le Congo était sur le point de devenir un enjeu stratégique. En effet, le 30 juin, le roi Beaudoin 1er de Belgique se rendit à Leopoldville pour y proclamer l'indépendance du Congo. Pour Washington, cette cérémonie officielle annonçait l'entrée de l'Afrique subsaharienne dans la spirale de la guerre froide.

Éléments fondamentaux dans l'effort américain pour contrer l'expansion communiste, l'emplacement géographique du Congo, de même que les richesses de son sol, allaient amener, pour les trois prochaines années, les deux blocs à

s'affronter dans une lutte d'influence sur son territoire. De plus, le vent de changement qui soufflait sur l'Afrique depuis le début des années 1950 annonçait des transformations inévitables dans les relations futures entre colonisés et colonisateurs, ce qui certes inquiétait Washington. Cette inquiétude s'explique par le fait que depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, les frais de la politique de l'endiguement avaient été défrayés par les alliés. En effet, depuis 1945, et plus particulièrement depuis l'Organisation du Traité Nord Atlantique (O.T.A.N.), Washington comptait sur les alliés (France, Angleterre et Belgique) pour contenir la menace communiste dans leurs colonies respectives. Cette politique s'insérait dans une stratégie globale dont l'objectif répondait à la politique d'endiguement mise sur pied dès 1947 par l'administration Truman.<sup>35</sup>

Outre la position stratégique du Congo et l'importance de ses ressources naturelles dans la formulation d'une politique africaine, cette dernière s'explique également par la façon dont les Américains percevaient la menace communiste. En effet, devant la montée du nationalisme sur le continent africain et face à l'exclusion éventuelle et progressive de l'Europe, les remparts contre l'expansion communiste, jusque-là assurés par les alliés, étaient sur le point de céder.

Face à ces événements et devant la perspective d'un vide politique en Afrique, Washington réagit en fonction de sa politique d'endiguement du communisme. Les États-Unis se voyaient ainsi engagés dans la spirale nationaliste puisque la fin du colonialisme signifiait qu'une intervention plus directe de Washington dans les affaires internes du Congo était à prévoir.<sup>36</sup>

Pour Washington, la faiblesse interne des nouveaux gouvernements ne pouvait que profiter à l'U.R.S.S. qui cherchait ainsi à orienter le cours des événements à son avantage. Définie par plusieurs à Washington comme le syndrome *from chaos to communism*, cette croyance s'explique en majeure partie par un manque flagrant de sympathie et de compréhension à l'endroit des mouvements nationalistes, africains ou autres. Il va sans dire que la politique étrangère à l'égard du Congo, inaugurée sous Eisenhower et poursuivie par Kennedy, a été formulée en fonction de cette incompréhension généralisée du nationalisme. La peur du communisme et l'impression de ne pas pouvoir contrôler l'essor du nationalisme là où il se développait nous serviront de base pour l'analyse de la politique africaine de Kennedy au Congo.

Cette crainte constante et cette incapacité à expliquer le phénomène du nationalisme en des termes simples et dénués de toute rhétorique anticommuniste démontrent pourquoi Kennedy n'a jamais appris ni même cherché à comprendre la distinction réelle entre une vision purement nationaliste et anticoloniale et une vision strictement communiste.<sup>37</sup> Bien qu'il ait manifesté quelques signes encourageants lors de ses deux mandats au Sénat, Kennedy, tout comme ses prédécesseurs et ses successeurs, ne pourra mettre en pratique les actions préconisées par sa rhétorique.

En quittant le pouvoir après deux mandats à la présidence, Eisenhower laissait comme héritage à son successeur une situation explosive et une politique africaine basée essentiellement sur le respect des intérêts de l'Europe. Le conservatisme des républicains au cours des années 1950 concernant le Congo

était axé sur le statu quo. Qui plus est, la conviction profonde d'une majorité de conseillers, que les problèmes internationaux devaient être résolus selon la prémisse de la guerre froide (l'endiguement), incitèrent Eisenhower à voir en Patrice Lumumba un sympathisant communiste.

Mené par le désir d'assurer aux Congolais liberté et stabilité, Lumumba fut très vite étiqueté par Washington comme un autre Fidel Castro. Face à l'incapacité de l'O.N.U. à mettre un terme à l'ingérence des Belges et au mouvement sécessionniste du Katanga, de même qu'au refus des États-Unis de lui fournir le soutien nécessaire, Patrice Lumumba se tourna vers l'U.R.S.S. Il semble qu'il n'ait eu d'autre choix puisque l'administration Eisenhower avait fait la sourde oreille à ses revendications. Du côté de l'U.R.S.S., Khrouchtchev n'allait toutefois pas manquer une pareille occasion. Les cris de Lumumba suffirent à Eisenhower pour brandir la menace communiste. Jugeant Lumumba comme un danger pour la sécurité de l'Afrique subsaharienne, Eisenhower ordonna son élimination. En effet, selon un article paru dans le *Washington Post* du mois d'août 2000, Eisenhower aurait demandé à Allen Dulles, directeur de la C.I.A. présent à la rencontre, de faire tout son possible pour écarter Patrice Lumumba du pouvoir.<sup>38</sup> Les revendications de Lumumba à l'endroit de Moscou et la menace qu'il représentait pour la stabilité du continent africain permirent à Eisenhower d'utiliser la peur provoquée au Congrès par le syndrome *from chaos to communism*, afin de légitimer une politique africaine plus interventionniste. Après seulement quelques mois d'indépendance, le Congo devenait inévitablement un nouveau théâtre de la guerre froide.

Le 20 janvier 1961, John F. Kennedy prêtait serment comme trente-cinquième président des États-Unis et héritait par le fait même d'une politique africaine ambiguë et confuse. Selon George W. Ball (sous-secrétaire pour les affaires économiques puis sous-secrétaire d'État en charge de la politique au Congo), la politique africaine de l'administration Eisenhower avait évolué en réponse aux événements, sans vision claire ni stratégie centrale. La politique africaine sous Eisenhower était incohérente au point d'être totalement inefficace.<sup>39</sup> Cet attentisme dans la formulation de la politique africaine à l'égard du Congo devint malgré tout la ligne de conduite qui allait dicter les actions de Kennedy et de son administration à l'égard du Congo. Bien qu'il semble avoir adopté les suppositions et les croyances de l'ère Eisenhower quant à la menace communiste représentée par Lumumba, il n'en demeure pas moins que lorsque Kennedy entra en fonction, la situation internationale l'obligea à réévaluer la politique africaine à l'égard du Congo et à laisser de côté les promesses faites lors de la campagne présidentielle.

Le 6 janvier 1961, dans un discours prononcé par Khrouchtchev devant le Soviet Suprême, l'U.R.S.S. annonçait une aide inconditionnelle aux luttes de libération. Ce discours retentit comme un véritable cri de guerre au sein de l'administration Kennedy. Conscient de l'importance que revêtait l'émergence des nouveaux États dans l'équilibre des pouvoirs, Kennedy se devait de réagir et de reformuler la politique américaine à l'égard du Congo en tenant bien compte des revendications nationalistes des leaders africains. Comme ses prédécesseurs, Kennedy croyait en la prémisse de la guerre froide et la soutenait avec tout ce que

cela impliquait. Entre 1961 et 1963, la bipolarité, de même que la nécessité de préserver l'équilibre du pouvoir, allaient être au centre des préoccupations de Washington et de la formulation de la politique étrangère des États-Unis à l'égard de l'Afrique et du Congo.

L'arrivée de Kennedy au pouvoir, avec les idées libérales véhiculées tout au long de la campagne électorale, permit à certains leaders noirs, tel Martin Luther King, d'espérer que des mesures concrètes allaient être prises. L'essor du mouvement pour les droits civils aux États-Unis, de même que la vague nationaliste qui soufflait sur l'Afrique à la même époque, amenèrent Kennedy à écouter avec plus de sérieux les revendications nationalistes des leaders africains.

L'éducation reçue par Kennedy et l'impact des histoires de jeunesse relatant le passé de sa mère patrie l'Irlande ont certainement contribué à forger la vision qu'avait le président du nationalisme. En effet, dès le début des années 1950, alors qu'il était sénateur du Massachusetts, il se rendit en Asie (Indochine) afin de constater sur place les transformations apportées par la vague nationaliste. Ce n'est toutefois qu'avec le discours qu'il prononça au Sénat en 1957 en faveur de l'indépendance de l'Algérie, qu'il devint, aux yeux des leaders africains tels que Kwame Nkrumah du Ghana, Sékou Touré de la Guinée et Patrice Lumumba du Congo, un allié potentiel dans leur lutte commune pour la liberté et le bien-être de l'Afrique. Est-il possible néanmoins de voir dans ces deux indices (son éducation et son discours sur l'Algérie) une réelle prise de conscience, de la part de Kennedy, de l'importance de la montée du nationalisme en Afrique? Kennedy reconnaissait que le désir d'indépendance était une force extrêmement puissante.

De même il était d'avis que les États-Unis appuient le mouvement nationaliste même si cela pouvait nuire aux relations avec les alliés européens.<sup>40</sup> Nous verrons plus loin que la rhétorique complaisante de Kennedy à l'égard du nationalisme africain fut difficile à respecter une fois à la Maison Blanche.

Il est possible en effet de voir dans sa rhétorique deux volets distincts. D'abord, la rhétorique précédant son ascension à la présidence des États-Unis puis celle suivant son entrée à la Maison Blanche. Le premier volet s'inscrit dans le cadre de son mandat à titre de sénateur du Massachusetts. De 1952 à 1960, la vision des affaires internationales de Kennedy a fortement été influencée par l'éclosion des mouvements nationalistes de même que par les revendications des leaders sur la question des droits civils. Durant cette période, Kennedy s'est montré sensible aux revendications nationalistes en provenance de l'Afrique mais aussi à la condition des Noirs aux États-Unis.<sup>41</sup> Le second volet, de 1961 à 1963, expose une rhétorique tout aussi complaisante envers les revendications nationalistes et la condition des Noirs mais, cette fois-ci, les mots y sont plus pesés. Véritable volte-face, le second volet est marqué par l'impossibilité de concilier la rhétorique et les actions proposées. Une fois à la présidence, les contraintes du pouvoir et la prémisse de la guerre froide ont noyé le discours incendiaire des années 1950 de Kennedy.

Déjà en 1959, Kennedy avait flairé le drame qui se préparait en sol africain. En effet, dans une entrevue accordée à un journaliste, alors que Kennedy était président du sous-comité pour les affaires africaines au Sénat, il avait lancé cette phrase qui, jusqu'à un certain point, annonçait ses couleurs face au courant



irréversible que représentait le nationalisme : "Call it nationalism, call it anti-colonialism, call it what you will, Africa is going through a revolution".<sup>42</sup>

Il va sans dire que ces paroles, même si elles représentaient la vision du nationalisme de Kennedy, restèrent lettre morte une fois arrivées à la Maison Blanche. En effet, à la veille de son entrée en scène comme président, Kennedy se voyait déjà dans l'obligation de réévaluer la politique américaine à l'égard du Congo, à cause principalement de la vague nationaliste qui déferlait à une vitesse vertigineuse (18 nouveaux pays obtinrent leur indépendance dans la seule année de 1960)<sup>43</sup> et du rapprochement, au sein de l'O.N.U., entre ces nouveaux pays et l'U.R.S.S. L'urgence de reformuler la politique américaine à l'égard du Congo s'explique par le besoin de réagir au discours de Khrouchtchev du 6 janvier 1961. Interprétant cette allocution comme une menace directe contre les intérêts américains et l'équilibre des pouvoirs, Kennedy jugea bon de renverser la position américaine de respect à l'endroit des métropoles. Malheureusement pour lui, le contexte international le contraignit à préserver le statu quo et à maintenir la politique de respect des intérêts européens.

C'est dans ce contexte à la fois confus et ambigu que Kennedy pris ses premières décisions au sujet du Congo. Le discours de Khrouchtchev, le rapprochement entre le bloc africain et l'U.R.S.S. au sein de l'O.N.U. et l'annonce soudaine de la mort du leader nationaliste congolais Patrice Lumumba, tissèrent la toile de fond sur laquelle Kennedy allait travailler.

## 2.2 La mort de Lumumba

Le 13 février 1961, tout juste deux semaines après avoir pris les commandes de la Maison Blanche, Kennedy et la communauté internationale apprenaient la mort surprise du leader congolais. Démis de ses fonctions par le président Kasavubu en septembre 1960, Lumumba vivait depuis sous haute surveillance militaire. Sous les ordres du colonel Mobutu, chef de l'Armée Nationale du Congo (A.N.C.), Lumumba fut transféré vers une prison d'Élisabethville, dans la province sécessionniste du Katanga. Cherchait-on à l'isoler de l'influence de Moscou? Une chose est certaine, le transfert de Lumumba vers le fief de son ennemi juré au Katanga avait toutes les apparences d'un règlement de compte.

Devant l'incapacité du gouvernement central à mettre un terme à la sécession du Katanga, Lumumba avait, comme nous l'avons mentionné, d'abord demandé aux États-Unis de lui fournir l'aide nécessaire afin d'expulser les militaires et conseillers belges, toujours présents au Congo et soupçonnés de soutenir le régime séparatiste de Moïse Tshombé au Katanga. Face au refus du Président Eisenhower d'intervenir directement et d'envoyer des troupes et des armes, Lumumba se tourna vers l'U.R.S.S. dont l'aide fut accordée sans condition. La décision d'Eisenhower d'envoyer de l'aide uniquement par l'entremise de l'O.N.U. s'explique essentiellement par son désir de ne pas voir l'Afrique devenir un nouveau théâtre de la guerre froide.

Une fois au pouvoir, Kennedy allait poursuivre la politique d'isolement de Lumumba afin de contenir l'influence et l'expansion communiste dans cette

région stratégique de l'Afrique. Malgré une réévaluation, dès février 1961, de la politique américaine à l'égard du Congo par l'administration Kennedy, il n'en demeure pas moins que les bases jetées par Eisenhower furent poursuivies. La peur du syndrome *from chaos to communism* eut le même impact sous l'administration Kennedy que sous celle d'Eisenhower. Malgré la rhétorique plus souple de la nouvelle administration au sujet de la question de l'autodétermination des peuples africains à disposer d'eux-mêmes, Kennedy, tout comme son prédécesseur, était soumis à d'énormes pressions tant au sein de son propre cabinet que parmi les alliés de l'O.T.A.N.

Nous avons mentionné précédemment que Kennedy était favorable à la question de l'autodétermination des peuples africains et asiatiques. Son voyage en Asie, au début des années 1950, et son discours sur l'indépendance de l'Algérie jouèrent certes un rôle important dans la réévaluation de la question de l'autodétermination des peuples africains, du moins au départ. Ses positions au sein du sous-comité sur les affaires africaines, où il avait annoncé que l'Afrique vivait, à l'heure d'une révolution, des suites de la vague nationaliste qui déferlait sur ce continent, démontrent que la rhétorique anticoloniale de Kennedy durant la campagne présidentielle était censée tenir une place particulière dans les relations américano-africaines. Mais jusqu'où Kennedy était-il prêt à aller dans son soutien aux mouvements nationalistes? À quel prix pouvait-il se permettre de perdre l'appui des alliés de l'O.T.A.N. dans la lutte contre l'expansion du communisme au profit du support à la cause de l'autodétermination. Parallèlement, pouvait-il se permettre de perdre l'appui des leaders africains qui croyaient en sa rhétorique

et qui aimaient croire qu'il se préoccupait véritablement de leur sort? Nous allons voir que la "lune de miel" entre Kennedy et les leaders africains luttant pour leur indépendance sera de courte durée et ce, à cause de différents facteurs, tous liés au dogme de la guerre froide.

### **2.3 Les dangers qui menaçaient le gouvernement central : Stanleyville et le régime d'Antoine Gizenga**

Au lendemain de son indépendance, le Congo était menacé par une guerre civile ayant comme enjeu le séparatisme katangais. En effet, quelques jours seulement après son indépendance, la riche province du Katanga, dirigée par Moïse Tsombé, se séparait du gouvernement central principalement pour des raisons d'intérêts économiques. Comme si la séparation n'était pas suffisante, le Katanga restait en majeure partie sous contrôle belge. Craignant une nationalisation des installations minières situées au Katanga, les leaders belges et ceux de la Société Minière du Haut Katanga (U.M.H.K. en majorité Anglais et Belges) firent pression sur Tshombé afin qu'il se sépare du gouvernement de Léopoldville dirigé par Joseph Kasavubu, espérant ainsi sauver leurs intérêts. Nous verrons que la politique africaine de Kennedy à l'égard du Congo sera largement influencée par ce litige. Inquiet des conséquences du séparatisme congolais, Kennedy allait devoir mettre sa politique et ses décisions au diapason des événements qui se déroulaient au Katanga. Cette question sera traitée de manière plus approfondie au chapitre suivant. Ainsi, ce mouvement sécessionniste qui menaçait le Congo de sombrer encore plus dans l'anarchie et le

désordre social, allait prendre de plus en plus d'ampleur à la suite de l'annonce de la mort de Patrice Lumumba.

En effet, lorsque l'annonce de la mort de Lumumba fut rendue publique, la communauté internationale exprima sa colère. À Élisabethville par exemple, capitale du Katanga, l'annonce de la mort de Lumumba eut comme conséquence de renforcer le mouvement sécessionniste. Cependant, dans le reste du Congo, comme dans plusieurs pays africains, la mort de Lumumba sembla provoquer un certain sentiment de défaitisme quant aux capacités de l'O.N.U. et de son Secrétaire Général (Dag Hammarskjöld) de résoudre la crise katangaise. Qui plus est, cette mort soudaine rapprochait, d'une certaine façon, les pays du bloc africain de l'U.R.S.S., qui devenait alors le seul "allié crédible" capable de résoudre la sécession du Katanga. Pour Kennedy, ce rapprochement venait confirmer le syndrome *from chaos to communism*. Convaincu du danger réel que représentait l'alliance entre Antoine Gizenga et Moscou, Kennedy proposa une révision complète de la politique américaine face au Congo.

Parallèlement, les supporters de Lumumba, avec à leur tête Antoine Gizenga, proclamaient à leur tour la séparation de leur territoire. Localisé à Stanleyville (région nord du Congo), Gizenga avait l'appui du M.N.C.-L (Mouvement National Congolais-Lumumba), de plusieurs autres membres de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine) et aussi de l'U.R.S.S. En effet, Khrouchtchev voyait en Gizenga le seul dirigeant légitime du Congo capable de mettre un terme à la sécession du Katanga. Dauphin de Lumumba, Antoine Gizenga avait l'appui du peuple congolais qui voyait en Lumumba un martyr de la

cause nationaliste du pays. Recevant la bénédiction de Moscou, il se posait comme le sauveur du Congo. Dénonçant les pratiques de contrôle douteuses de l'Occident et s'opposant à toute forme de néocolonialisme, Gizenga annonçait qu'il mettrait tout en oeuvre afin de réintégrer le Katanga et de chasser tous les conseillers étrangers encore présents en sol congolais.

Cette nouvelle menace, qui s'ajoutait à celle du Katanga, rendait la situation interne du Congo excessivement difficile et empêchait le gouvernement central de diriger adéquatement le pays. Craignant que le vide politique laissé par la mort de Lumumba permette une victoire du communisme dans cette région, Kennedy approuva, après quelques changements substantiels, la résolution de l'O.N.U. du 21 février 1961 visant d'abord à contenir la menace communiste, mais aussi à mettre un terme aux troubles internes du Congo.

#### **2.4 La résolution de l'O.N.U. du 21 février 1961**

Après l'annonce de la mort de Lumumba, le gouvernement de Léopoldville se trouvait dans une situation extrêmement délicate. Face aux pressions constantes de Stanleyville et des lumumbistes soutenus par l'U.R.S.S., un consensus au sein de l'Assemblée Générale de l'O.N.U., entre les pays du bloc afro-asiatique<sup>44</sup>, fut atteint. Le but de ce consensus était de trouver une entente sur la marche à suivre pour mettre fin au chaos qui régnait au Congo. Cette proposition avancée par le Sri Lanka (Ceylan), le Libéria et la République Arabe Unie cherchait avant tout à neutraliser la situation interne du Congo et à expulser les étrangers, principalement les Belges. L'ébauche de la résolution mettait

l'emphase sur le retrait des troupes militaires, des conseillers politiques et civils et ordonnait fortement la remise en place du parlement congolais. Qui plus est, les troupes de l'O.N.U. se voyaient accorder le droit d'utiliser la force comme dernier recours afin de prévenir l'enlèvement du pays dans une guerre civile.<sup>45</sup>

Avant même l'annonce de la mort de Lumumba et la résolution de l'O.N.U., les membres du cabinet Kennedy s'étaient réunis à la demande du Secrétaire d'État, Dean Rusk, en vue d'élaborer une nouvelle politique à l'égard du Congo. Ainsi, dans un mémorandum datant du 1er février 1961, Rusk énonçait le plan Kennedy qui annonçait déjà les grandes lignes de la résolution de l'O.N.U.

Dans un premier temps, Rusk recommandait l'idée que les États-Unis puissent promouvoir un nouveau mandat pour l'O.N.U., ce qui donnerait l'autorité nécessaire à l'O.N.U.C. (Opération des Nations Unies au Congo) pour amener sous son contrôle tous les principaux éléments paramilitaires présents au Congo et par le fait même, permettrait de neutraliser les forces politiques présentes dans cette région.<sup>46</sup> La neutralisation des forces politiques, principalement du régime de Gizenga à Stanleyville et de celui de Tshombé à Elizabethville, avait comme principal objectif d'anticiper un éventuel geste de la part de l'U.R.S.S. En isolant ainsi les forces politiques capables de jouer un rôle important dans l'avenir du pays, l'administration Kennedy pouvait jouer la deuxième carte du plan présidentiel.

En second lieu, le mémorandum de Rusk, visant à faire approuver ce plan, recommandait que les États-Unis pressent le chef du gouvernement central, Joseph Kasavubu, de redoubler ses efforts afin de permettre la mise sur pied d'un

*middle of the road cabinet* (gouvernement neutre et anticommuniste) le plus rapidement possible. Selon Rusk, si cela s'avérait impossible à réaliser, les États-Unis pourraient inciter Kasavubu à réunir un gouvernement de coalition, à savoir *a more broadly based Congolese Government* incluant des éléments lumumbistes mais sans Lumumba.<sup>47</sup> Cette option n'avait toutefois pas l'accord de tous au sein de l'administration.

En dépit de la réunion d'un éventuel gouvernement avec ou sans les éléments lumumbistes, Rusk recommandait à Kennedy un plus grand rôle administratif pour l'O.N.U. au Congo. En effet, le gouvernement du Congo, malgré toute sa bonne volonté, semblait avoir les mains liées et n'était pas en mesure de gouverner ni même d'administrer de façon efficace. Ce rôle élargi de l'O.N.U. allait permettre d'assurer une protection contre une possible prise du pouvoir par Lumumba, advenant que les rumeurs au sujet de sa mort soient non fondées.<sup>48</sup> En somme, l'objectif principal de ces recommandations était de s'assurer que l'opinion internationale, O.T.A.N. et bloc afro-asiatique confondus, soutienne la nouvelle politique des États-Unis à l'égard du Congo.<sup>49</sup>

La proposition de réunion du gouvernement congolais, avec ou sans Patrice Lumumba, ainsi que le nouveau rôle suggéré pour l'O.N.U. dans la crise congolaise susciteront des désaccords importants et amèneront les membres de l'administration Kennedy à se diviser sur la politique à suivre au Congo.



## **2.5 La route vers Louvain : La position de la nouvelle administration sur la question congolaise**

Le 13 février 1961, Kennedy apprenait de source officielle la mort de Lumumba. Sa réaction fut caractéristique du contexte de l'époque. En effet, en réponse à l'annonce de la mort du leader congolais, Kennedy se montra sérieusement concerné par ce qui semblait être la menace réelle d'une intervention unilatérale, au point qu'il jugea bon de réitérer la position des États-Unis advenant qu'un gouvernement puisse planifier une éventualité aussi dangereuse que celle de prendre le pouvoir au Congo.<sup>50</sup> Conscient que le Congo était devenu un enjeu de la guerre froide, Kennedy allait orienter ses actions de façon rester fidèle à l'idéologie de la guerre froide, idéologie à laquelle lui-même adhérait. "Kennedy's warning reflected the central preoccupation of every American president since World War II-containment of the Soviet Union".<sup>51</sup>

À l'approche de la réunion de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. sur l'état du Congo, l'administration Kennedy se scinda en deux groupuscules distincts. Nous avons vu précédemment que l'entrée en fonction de l'administration Kennedy avait amené une réévaluation de la politique africaine des États-Unis à l'égard du Congo. Cette politique, qui se voulait beaucoup plus conciliante et respectueuse envers les mouvements nationalistes africains tout en tenant compte du contexte de la guerre froide, visait à résoudre le dilemme américain. Ce dilemme impliquait pour les États-Unis un rôle souvent contradictoire puisqu'il cherchait à satisfaire les leaders nationalistes africains tout en évitant de vexer les alliés de l'O.T.A.N. qui possédaient des intérêts économiques dans cette région de l'Afrique. Ainsi, la mort de Lumumba et le vide politique qui s'en suivait

réveillaient chez les dirigeants américains le réflexe anticommuniste qui s'était quelque peu apaisé. De surcroît, cet éveil rendait la résolution du dilemme encore plus difficile à réaliser. C'est comme si le Congo mettait l'administration Kennedy au défi de montrer sa volonté de contrer l'U.R.S.S. et de préserver sa crédibilité auprès des alliés, peu importe la légitimité de ces derniers, et indépendamment de l'importance réelle du Congo pour l'intérêt national des États-Unis.<sup>52</sup>

En effet, les premiers pas de l'administration Kennedy à l'endroit du Congo avaient semblé prendre la direction d'une intervention directe des États-Unis dans la résolution de la crise. Kennedy semble avoir suivi la ligne proposée par le bureau africain et les libéraux de son administration aux dépens d'une ligne beaucoup plus conservatrice telle que celle revendiquée par les européanistes du Département d'État. L'approche africaniste avait presque l'allure d'une guerre limitée entre les États-Unis et les diverses factions politiques au Congo. Cela provoquait un certain affaiblissement du rôle de l'O.N.U.C. puisque les Américains passaient outre la présence onusienne. Déjà nous est-il possible de constater une certaine ambivalence dans les actions posées par l'administration Kennedy dans la crise congolaise.

## **2.6 Le besoin de réunir un gouvernement de coalition**

Conscient des dangers d'une guerre, même circonscrite, qui impliquerait les États-Unis et les diverses factions politiques présentes au Congo (Tshombé et Gizenga), Kennedy écouta quand même les recommandations de ses conseillers

sur une éventuelle marche à suivre. Malgré les réticences de certains conseillers (africanistes majoritairement) quant au bienfait de réunir un gouvernement de coalition incluant des éléments *lumumbistes*, Kennedy alla de l'avant avec les recommandations en provenance du bureau africain. Parallèlement, il ordonna à Adlai Stevenson, alors à la tête de la mission américaine à l'O.N.U. (U.S.U.N.), d'accorder son support au vote qui devait avoir lieu sur la résolution du 21 février. Selon Stevenson, la seule manière pour les États-Unis d'éviter que la guerre froide ne prenne des proportions trop sérieuses au Congo était de maintenir la présence de l'O.N.U.C. sur le terrain et de permettre l'établissement d'un gouvernement central fort incluant des éléments *lumumbistes*.

Pris dans un engrenage délicat, Kennedy approuva donc la résolution de l'O.N.U. mais lui apporta certains amendements. Dans un premier volet, Kennedy voulait s'assurer que le personnel étranger présent au Congo, à savoir les Belges, soit retiré. Dans un second temps, il cherchait à avoir la garantie que les livraisons d'armes, principalement au régime de Stanleyville, seraient interdites. Finalement Kennedy, qui penchait déjà vers une stratégie de coalition au Congo incluant certains éléments *lumumbistes*, recommanda que toutes les solutions visant à restaurer la paix soient tentées avant que la force militaire ne soit utilisée. En proposant ces amendements à l'Assemblée Générale, Kennedy plaçait son administration dans une position délicate. En effet, en recommandant l'appui américain à la résolution de l'O.N.U., même amendée, Kennedy s'éloignait de la politique initiale suivie jusque-là par Washington. L'appui au gouvernement de Léopoldville, dirigé par Kasavubu et le général Mobutu, était

ainsi compromis parce que la résolution de l'O.N.U. leur enlevait d'une certaine façon toute autorité et toute crédibilité. De plus, cette situation augmentait les dangers d'une prise de pouvoir par Gizenga et ses supporters. En donnant son aval à la résolution, Kennedy approuvait le retour en place du Parlement congolais avec tous les risques que cela impliquait. Devant l'ampleur des conséquences de la mort de Lumumba, le retour du Parlement constituait un risque potentiel de voir Gizenga remporter les élections et ainsi permettre une éventuelle percée soviétique au Congo.

De février à avril 1961, la politique suivie par Kennedy fut donc ambivalente et ambiguë. En effet, les divergences d'opinion au sein de son cabinet l'empêchaient d'adopter une politique précise à l'égard du Congo. Ce n'est qu'à la mi-avril de la même année que Kennedy allait approuver un changement significatif de politique et de stratégie, changement déjà pressenti lors du débat entre les membres de son cabinet autour de la résolution de l'O.N.U. et des amendements à y apporter.

Pour plusieurs, la politique suivie durant ces quelques semaines laissait présager le pire puisque la situation interne du Congo était aussi précaire qu'au lendemain de l'annonce de la mort de Lumumba. Voir Gizenga s'emparer du pouvoir n'était pas acceptable pour Kennedy et les alliés de l'O.T.A.N. L'équipe de conseillers, choisie par le président pour travailler exclusivement sur le Congo (*Congo Task Force*), recommandait une stratégie de coalition visant à restaurer l'équilibre entre les diverses factions présentes au Congo. Leurs recommandations, en résumé, exprimaient une volonté de voir les États-Unis

appuyer le retour du Parlement congolais et accepter la formation d'un gouvernement de coalition comprenant des partisans de Lumumba.

Selon Dean Rusk, les recommandations du *Congo Task Force* s'expliquent par un désir accru d'éviter une guerre civile. Rusk était persuadé qu'advenant une victoire d'Antoine Gizenga aux élections, le Congo sombrerait encore plus profondément dans l'anarchie. Selon lui, l'inclusion au sein du gouvernement d'éléments *lumumbistes* dépossédés de toute influence réelle et en position minoritaire, était moins risquée que de voir Gizenga prendre le pouvoir de sa province en portant le flambeau de Patrice Lumumba. Selon le *Congo Task Force*, le retour de Gizenga ouvrirait définitivement la porte à l'influence communiste et serait perçu par l'U.R.S.S. comme une invitation directe à jouer un rôle déterminant au Congo.<sup>53</sup>

Selon toute vraisemblance, le travail de la *Congo Task Force* provoqua au sein de l'administration Kennedy des frictions entre les tenants d'une pensée plus libérale et nettement plus favorable aux besoins et attentes des leaders nationalistes africains, et ceux qui prônaient une politique et une ligne de pensée beaucoup plus conservatrice. Ces derniers revendiquaient une certaine neutralité dans les affaires africaines et tenaient compte des intérêts européens des alliés de l'O.T.A.N.

Nous croyons que cette division interne a retardé la mise en place d'une politique africaine plus efficace à l'égard du Congo. Il s'agit de démontrer maintenant l'impact important de ce désaccord sur le processus décisionnel de l'administration Kennedy.

## 2.7 La division interne entre africanistes et européenistes

D'abord, la constitution du cabinet par l'équipe de transition de Kennedy avait comme objectif d'introduire au sein de la Maison Blanche des candidats capables de reproduire toute l'énergie et le pragmatisme dégagés par Kennedy lui-même.<sup>54</sup> Ce dernier mit en place une équipe de conseillers, suivant la logique des meilleurs et des plus brillants.

Kennedy s'entoura de libéraux tels que G. Mennen Williams (gouverneur du Michigan), Adlai Stevenson (ex-gouverneur de l'Illinois et candidat perdant aux élections présidentielles de 1952 et 1956), Harris Wofford et Chester Bowles (ex-ambassadeur en Inde), de même que des conservateurs comme McGeorge Bundy, Dean Rusk, Robert McNamara et George Ball. La politique étrangère et domestique durant son administration allait être soumise à d'innombrables pressions de part et d'autre. Afin de stimuler la compréhension des intérêts divergents au sein de l'administration, il nous paraît important de nuancer et de définir ce qu'est l'étiquette libérale (africanistes) et conservatrice (européanistes) attribuée à chacun des membres du cabinet responsable de l'élaboration de la politique américaine à l'égard du Congo.

Dans le cas des africanistes, l'étiquette libérale s'explique d'abord et avant tout par leur position favorable aux divers mouvements de libération dans le tiers-monde. De plus, elle s'explique par leur attachement aux revendications des Noirs dans la lutte pour les droits civils aux États-Unis.

La préoccupation des intérêts européens en Afrique et la recherche d'un statu quo face à l'essor du nationalisme africain, définissent l'étiquette

conservatrice attribuée aux européenistes. Ainsi, lorsqu'il est question de coller l'étiquette libérale ou conservatrice à certains membres influents de l'administration Kennedy, il faut avant tout percevoir une ligne de conduite à laquelle se rattachent des intérêts propres à chaque camp. Pour les africanistes, ces intérêts sont plutôt d'ordre économique, politique, social et moral alors que ceux des européenistes se caractérisent par une volonté accrue de sauvegarder l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Toutefois, l'objectif est le même : l'endigement du communisme en Afrique en général et au Congo en particulier. La prémisse de base est donc identique pour les deux groupes, seule la méthode pour parvenir à l'objectif est différente.

Qui étaient les libéraux revendiquant une nouvelle politique à l'égard de l'Afrique et du Congo auprès de Kennedy et en quoi consistait leur programme? Tout d'abord, ceux que l'on nomme libéraux ou africanistes étaient des individus qui, durant les années 1950, faisaient partie du *Foreign Policy Committee of the Democratic Advisory Council* et qui avaient donc participé activement à l'établissement d'une politique et d'une approche plutôt libérale et favorable à l'endroit du tiers-monde.<sup>55</sup> Qui plus est, ces membres actifs, tous démocrates, étaient encouragés dans la poursuite de leur travail à l'égard du tiers-monde par la position de Kennedy, alors qu'il était sénateur et président du *African Subcommittee of the Senate Foreign Relations Committee*. Déjà il nous est possible de constater à quel point la rhétorique de Kennedy pouvait avoir un impact sur les leaders nationalistes africains.

Par exemple, son discours contre la politique française durant la guerre d'Algérie avait suscité chez ces libéraux un certain engouement envers Kennedy dont ils appuyèrent la candidature à la présidence des États-Unis. Selon toute vraisemblance, Kennedy abondait dans le même sens qu'eux quant à l'attitude des États-Unis envers l'essor du nationalisme africain. De plus, certains observateurs et collaborateurs de la campagne présidentielle de 1960 ont observé que la position de Kennedy sur la question de l'autodétermination des peuples africains et leur lutte anticoloniale n'était pas étrangère à la cause des Noirs aux États-Unis à la même époque. En effet, Kennedy sut accumuler un capital politique important grâce à cette position libérale sur la question de l'autodétermination et à son ouverture d'esprit à l'égard des revendications pour les droits civils.

Sans l'apport des libéraux, la victoire de Kennedy et de son programme aurait été difficile à réaliser. Le travail de Chester Bowles, Adlai Stevenson, G. Mennen Williams et Harlan Cleveland, a constitué le fondement des idéaux libéraux véhiculés par Kennedy durant les années 1950 et la campagne électorale.

La position de ces individus, que l'on peut désormais qualifier d'africanistes, consistait particulièrement à dénoncer le manque d'engagement de l'administration Eisenhower envers le continent africain et d'en changer la politique. Les africanistes souhaitaient substituer à la politique de respect élaborée par Eisenhower et à la tutelle des métropoles, la conception américaine du libéralisme étendu à l'échelle mondiale.<sup>56</sup> Surnommée *the revolution of rising expectation*, la vague nationaliste qui déferla sur le continent africain durant la deuxième moitié des années 1950 amena les africanistes à développer le



continent, à rendre les pays plus autonomes et donc en mesure d'augmenter et d'améliorer le niveau de vie de tous. Selon Harlan Cleveland,

Our object in supporting the U.N. in the Congo is to advance United States policy for Africa. That policy is to help African leadership develop truly independent, cooperating, and progressive states going about the prime business of Africa, which is its own modernization. Our policy is to help legitimate governments which ask for help to maintain their territorial integrity and political independence and to defend themselves against chaos and subversion from any quarter. This is the same policy we have for the rest of the world; and it is as good today as it was when President Truman so clearly enunciated it when the Greeks asked for help to put down an armed insurrection in 1947.<sup>57</sup>

Pour ce faire, les africanistes désiraient créer une alliance informelle avec les nationalistes africains dans le but de mener leurs attentes à terme. Cette alliance et cette position allaient forcément causer une division entre les membres du cabinet, du moins entre ceux qui étaient responsables de la formulation de la politique étrangère. Cette vision allait également créer chez les alliés de l'O.T.A.N. un vent de protestation à l'endroit des africanistes puisqu'elle semblait compromettre les intérêts économiques des métropoles.

En effet, leur position était empreinte d'un certain mépris à l'endroit des intérêts financiers de la Belgique et de l'Angleterre en particulier. Les Belges et les Anglais possédaient d'importants intérêts économiques dans la région sud du Congo, le Katanga. Cette région prospère et riche en ressources naturelles allait donc devenir, pour le reste de la présidence Kennedy, le tendon d'Achille de la politique américaine à l'égard du Congo. Divisé entre les conseils des africanistes et ceux des européenistes, Kennedy évita de choisir et préféra faire plutôt preuve d'attentisme en laissant les choses se régler par elles-mêmes.

À l'opposé, les européenistes prônaient une politique que l'on pourrait qualifier de conservatrice. Souhaitant ne pas trop intervenir dans les affaires africaines et privilégiant avant tout les affaires européennes, ils envisageaient le statu quo sur la question du Congo, c'est-à-dire laisser à la Belgique et à ceux qui avaient des intérêts économiques directs dans cette région le soin de s'occuper de la situation et de résoudre le problème de la sécession du Katanga.

À l'approche du vote sur la résolution de l'O.N.U., les divergences d'opinion entre africanistes et européenistes s'accrochèrent et empêchèrent l'élaboration d'une politique claire et efficace. Divisé sur la marche à suivre, Kennedy devait choisir entre la résolution de l'O.N.U. et celle formulée lors de la réunion du cabinet au début février. Il opta plutôt pour une position de compromis laissant place à l'improvisation.<sup>58</sup>

Les recommandations des européenistes sur la politique à suivre soulignaient l'importance pour les États-Unis de tenir compte des intérêts européens au Congo, particulièrement dans la région du Katanga. Dirigé par d'ex-membres de l'administration Eisenhower, comme Clare Timberlake, ambassadeur des États-Unis à Léopoldville, le camp des européenistes réclamait le soutien américain au gouvernement central et s'opposait à la proposition avancée par l'Assemblée Générale de l'O.N.U. et les africanistes qui souhaitaient voir un gouvernement de coalition incluant des partisans de Lumumba.

Pour Timberlake et les autres européenistes, une réorganisation du gouvernement congolais selon une fédération plus libre et élargie, soit une *loose federation*, était plus acceptable parce qu'elle tenait compte des divisions

ethniques au cœur des tensions entre Léopoldville et Elisabethville. Voulant assurer la stabilité du Katanga sans toutefois réintégrer la région au Congo, les européenistes revendiquèrent donc un retour du parlement réunissant toutes les factions tribales présentes au Congo. Cette position soutenue par une majorité d'europeanistes avait l'avantage d'éviter une intervention militaire unilatérale des États-Unis en sol congolais. En permettant ainsi au parlement de se réunir, les européenistes souhaitaient voir les éléments *lumumbistes* se noyer dans la fédération parlementaire.

Dans ce brouillard politique constitué de recommandations contradictoires, quelle fut la position prise par Kennedy? Le vide politique laissé par l'assassinat de Patrice Lumumba et l'incapacité du gouvernement de Joseph Kasavubu à régler la sécession du Katanga amenèrent, comme nous l'avons vu, un rapprochement entre le régime de Gizenga à Stanleyville et l'U.R.S.S. La situation explosive au Congo, suite à la mort de Patrice Lumumba, et le danger possible de voir l'influence soviétique s'élargir poussèrent Kennedy à improviser la suite des actions au point où des signes d'ambivalence étaient perceptibles.

Les débuts de la nouvelle administration démocrate dans la crise congolaise nous portent à croire que Kennedy fut contraint de pratiquer une politique que l'on pourrait aisément qualifier d'attentiste, conséquence de sa rhétorique anti-coloniale et de sa position sur la question de l'autodétermination des peuples. Très tôt dans son mandat, Kennedy fut amené à choisir entre le respect des revendications nationalistes et la préservation des intérêts européens au Congo. Conscient que le choix de l'une ou l'autre de ces options amènerait

inévitablement l'aliénation des nationalistes ou des alliés, il rata une bonne occasion de faire preuve de leadership dans la crise congolaise. En évitant de choisir et en laissant les choses se régler à l'improviste, Kennedy laissa le *dilemme américain* dicter ses actions dans la recherche d'une solution rapide à la crise. Il se servi de l'O.N.U. comme outil de rechange à sa rhétorique, maintenant ainsi le statu quo entre les demandes des nationalistes et celles des alliés, incapable de résoudre ce dilemme par manque de leadership et d'une conception ferme de sa politique congolaise.

## **2.8 La politique suivie par Kennedy**

Il va sans dire que de février à juin 1961, l'administration Kennedy se contenta tout simplement de contrôler la situation au Congo sans toutefois agir efficacement et en profondeur afin de résoudre l'imbroglio politique dans lequel le gouvernement central était plongé. En effet, depuis le mois de septembre 1960, le gouvernement central était aux prises avec une crise interne suite à la destitution de Patrice Lumumba comme premier ministre. La crainte de voir l'U.R.S.S. profiter du vide politique laissé par le départ de Lumumba et la peur de voir les ressources naturelles du Katanga tomber entre les mains des Soviétiques forcèrent Kennedy à agir.

Héritant d'une situation relativement chaotique, Kennedy arriva au pouvoir avec comme objectif de respecter, dans la mesure du possible, certains engagements promis lors de la campagne présidentielle. Ces engagements tournaient, comme nous l'avons vu, autour de la question de l'indépendance des

peuples africains, particulièrement celle du Congo. Après avoir écouté les recommandations des africanistes et des européenistes, Kennedy resta indécis sur la marche à suivre et démontra une certaine ambivalence quant aux voies proposées tant par les africanistes que par les européenistes.

Face à cette situation, Kennedy chercha la voie du compromis. D'abord pour ne pas s'aliéner les nationalistes africains et ensuite pour ne pas vexer les alliés. Subissant des pressions de part et d'autre, tant de la Belgique que du bloc afro-asiatique, Kennedy choisit de pencher du côté des africanistes, donc du groupe de Williams et Bowles, tout en prenant bien soin de modifier les recommandations de ces derniers afin justement de ne pas se mettre à dos certains membres de l'O.T.A.N. En premier lieu, Kennedy exigea que les mesures visant à l'emploi de la force par l'O.N.U.C. précèdent toutes celles visant à entamer un quelconque rapprochement politique. En second lieu, il recommanda aux africanistes de ne pas mentionner le retrait des conseillers belges du Congo afin d'éviter un vide politique. Cette deuxième mesure démontre une certaine préoccupation chez Kennedy pour le problème représenté par le Katanga dans la résolution de la crise congolaise. Possiblement le seul territoire à l'abri de la propagande soviétique, le Katanga semble avoir été épargné et protégé par Kennedy pour des raisons politiques tel le désir de ménager les alliés dans la préservation et la sauvegarde de leurs intérêts dans cette région. Faisant face à des pressions de plus en plus accrues de la part des alliés et des membres de son administration, Kennedy n'eut d'autre alternative que d'acquiescer timidement aux revendications des africanistes.

Manquant de base solide pour implanter une nouvelle politique au Congo, Kennedy agit donc avec pragmatisme et attendit que les choses deviennent plus favorables pour les États-Unis. Des facteurs extérieurs imprévisibles amenèrent un changement d'attitude dans sa façon de gérer la crise. L'adoption d'une ligne plus claire dans les actions de Kennedy à l'égard du Congo n'est donc pas étrangère à la stratégie de coalition envisagée dès le milieu du mois de février 1961. De plus, ces facteurs amenèrent l'administration Kennedy à plaider en faveur d'une séance de négociations entre les trois factions politiques du Congo. Afin de bien comprendre le contexte qui poussa Kennedy à jouer un rôle d'organisateur pour cette séance de négociations entre les dirigeants congolais, il faut voir quels sont les facteurs qui entraînèrent l'administration à changer sa vision et à épouser une ligne de conduite plus efficace.

Premièrement, de février à juin 1961, les États-Unis jouèrent un rôle plutôt effacé dans la résolution de la crise congolaise. Nous avons vu que les divisions internes et les pressions extérieures empêchaient l'administration d'opter pour une politique ferme à l'endroit du Congo. C'est donc bien malgré eux que les États-Unis se réjouirent de l'arrivée au pouvoir en Belgique d'un nouveau gouvernement. Dirigé par l'ex-secrétaire général de l'O.T.A.N., Paul-Henri Spaak, le nouveau gouvernement belge fut plus enclin à pencher vers la résolution proposée par l'O.N.U., qui portait sur le retrait des troupes et des conseillers belges du Congo. Deuxièmement, les pressions de la part du bloc afro-asiatique pour l'implantation de la résolution du 21 février augmentaient sans cesse. Troisièmement, la situation politique interne du Congo favorisait les partisans

d'une réunion du Parlement. Devant la décision de Tshombé à limiter sa reconnaissance du gouvernement central et devant l'influence grandissante de Moscou sur Gizenga, le risque de se retrouver devant une impasse poussa les Américains à soutenir la réunion du Parlement. En effet, Paul Henri Spaak, fort de son séjour à la tête de l'O.T.A.N., n'avait pas la même vision que son prédécesseur. Conscient que la situation au Katanga menaçait le Congo d'une subversion communiste totale, il se montra plus intransigent face aux demandes de la Société Minière Haut Katanga (U.M.H.K.) et de ses dirigeants. Poussé par une volonté de réintégrer le Katanga au sein du Congo, le nouveau gouvernement belge permit à l'administration Kennedy de réajuster sa politique congolaise.<sup>59</sup>

Des transformations majeures, au cours de la deuxième moitié de 1961, au sein du bureau africain, permirent à l'administration Kennedy d'avoir une vision plus juste des changements à apporter au Congo. La nomination de Wayne Fredericks comme assistant secrétaire à G. Mennen Williams donna au bureau africain une force de persuasion certaine auprès de Kennedy. Parallèlement, le rappel de Clare Timberlake de son poste d'ambassadeur au Congo sonnait la fin de l'ère Eisenhower dans les affaires africaines. Son successeur, Edmund Gullion, avait l'oreille attentive de Kennedy et se qualifiait comme un partisan de la nouvelle politique africaine véhiculée par les africanistes. De plus, il supportait la campagne de l'O.N.U. pour la réunion du Parlement. Réunion, rappelons-le, qui devait se faire de façon progressive et qui devait intégrer des partisans de Lumumba.

En somme, dès le mois de juin 1961, la politique africaine des États-Unis à l'égard du Congo arborait une ligne beaucoup plus claire et encourageait la réunion du Parlement congolais. Tous les éléments étaient en place et il ne restait plus qu'à assurer la victoire du "candidat américain" dans les négociations qui allaient se tenir à l'Université de Louvain en juillet 1961.

## **2.9 La conférence de Louvain et le candidat américain**

L'objectif principal de la conférence de Louvain était de sauvegarder le Congo contre toute influence communiste. En consolidant les factions "anti-Gizenga", les États-Unis cherchaient à mettre sur pied un gouvernement de coalition capable d'anticiper et de maîtriser une quelconque victoire communiste qui, par un effet de domino, aurait un impact direct sur la région du Katanga. Devant la possibilité d'une victoire d'Antoine Gizenga appuyé par Moscou, il devenait impératif pour l'administration Kennedy de trouver une solution acceptable tant pour les leaders nationalistes du bloc afro-asiatique que pour les alliés de l'O.T.A.N.

Se décrivant comme le successeur légitime de Patrice Lumumba, Antoine Gizenga profita de la vague de sympathie généralisée en Afrique, au Congo en particulier, à l'endroit du leader mort assassiné. Devant l'influence grandissante de Gizenga sur les affaires internes congolaises, Kennedy augmenta les pressions sur ses conseillers afin qu'ils trouvent une solution rapide et acceptable pour tous. Les recommandations de Kennedy laissaient entrevoir la possibilité d'utiliser tous les moyens, y compris la force militaire, afin d'empêcher la victoire de Gizenga et



favoriser celle du "candidat américain" Cyrille Adoula. Selon un article paru dans la revue *Courrier Africain* du 19 septembre 1961, de l'argent et des automobiles de luxe étaient offerts aux représentants des divers partis réunis à Louvain afin que le vote de confiance aille à Cyrille Adoula. Ces pots-de-vin étaient transférés par l'intermédiaire du quartier général de la C.I.A. à Langley (Virginie) et de son représentant Lawrence Devlin basé à Léopoldville. Souvent dépassées et surtout incapables de compétitionner avec les agents américains, les offres de l'U.R.S.S. à l'endroit d'Antoine Gizenga étaient tout simplement insuffisantes. Toujours selon cet article, des manoeuvres américaines orchestrées par la C.I.A. telles que le confinement en garde à vue des représentants de même que de l'intimidation tant verbale que physique permirent au "candidat américain" d'obtenir le vote de confiance et ainsi accéder au pouvoir.<sup>60</sup>

Il est à noter que les agissements de Kennedy lors des négociations de Louvain démontraient un aspect tout particulier de son caractère. En effet, l'application de solutions pragmatiques et de surcroît toutes faites dans la résolution des problèmes internationaux (en l'occurrence celui de la crise congolaise) était devenue la règle de base de l'administration Kennedy dans la formulation de sa politique étrangère. Après l'échec de la baie des Cochons et des négociations difficiles entre Kennedy et Khrouchtchev lors du sommet de Vienne, l'administration démocrate s'était contentée d'appliquer des solutions à court terme ou du moins s'était imposée un modèle de négociation dans la gestion des crises lui permettant de toujours avoir le meilleur des deux mondes. Le Congo est un bel exemple de recherche d'une solution pragmatique. Initialement,

Kennedy et son cabinet travaillaient à neutraliser les parties prenantes et à régler de façon avantageuse l'imbroglio politique. Cependant, lorsque la possibilité qu'un leader nationaliste puisse prendre le pouvoir (dans ce cas-ci Antoine Gizenga) démocratiquement ou non, se produisit, le problème prenait soudainement des proportions souvent interprétées comme une menace directe à la sécurité nationale des États-Unis.<sup>61</sup>

Cette façon de voir la crise congolaise nous amène à réfléchir sur la bonne volonté des États-Unis à souhaiter un gouvernement stable et élu démocratiquement. La recherche du libéralisme tel que désiré par les États-Unis avait-elle ses limites? L'incompréhension des mouvements nationalistes par les leaders américains, particulièrement chez Kennedy, révèle une vision où s'entremêlent un dogmatisme dicté par la bipolarisation des relations internationales et une volonté certaine à vouloir des gouvernements stables capables d'assurer leur sécurité. Il est à se demander s'il ne valait pas mieux laisser aller le vote de confiance à Antoine Gizenga plutôt qu'à Cyrille Adoula. Les convictions nationalistes de Gizenga et sa détermination à mettre un terme à la sécession du Katanga n'allaient-elles pas finir par fragiliser le soutien que lui apportait l'U.R.S.S. au point de le rendre caduque?

La position de Kennedy lors des négociations de Louvain trouve donc son essence dans l'incompréhension des mouvements nationalistes. Dans le prochain chapitre, nous examinerons plus en profondeur ce comportement à l'égard de Gizenga. Pour l'instant, notons que dès l'automne 1961, cette crainte du nationalisme était perceptible alors que l'administration Kennedy constata l'échec

de la conférence de Louvain. Malgré la victoire de Cyrille Adoula sur les forces *lumumbistes* d'Antoine Gizenga, le pari que s'était donné Kennedy d'avoir à la tête du Congo un gouvernement de centre-gauche capable d'unifier le pays tout en résistant à la menace communiste restait encore à réaliser. Quelques semaines seulement après la conférence de Louvain, le gouvernement d'Adoula était à nouveau menacé cette fois-ci par la démission d'Antoine Gizenga du poste de vice Premier Ministre. Qui plus est, l'entêtement de Tshombé à refuser de participer au gouvernement de coalition dirigé par Adoula amènera la crise à un niveau potentiellement plus dangereux encore que le vide politique laissé par la mort de Patrice Lumumba. Kennedy et certains conseillers craignaient les risques d'une *balkanisation* du Congo au profit éventuel de la propagande soviétique.

Face à cette nouvelle donnée et devant l'arrogance de Tshombé, quelle fut la position de l'administration Kennedy sur le séparatisme katangais, obstacle majeur au maintien de la stabilité au Congo? Bien plus que le simple positionnement individuel des membres de l'administration sur la question, la sécession du Katanga provoqua au sein du cabinet un véritable débat entre les tenants d'une ligne dure (*hawks*) et ceux d'une ligne plus conservatrice et à la rigueur moins engagée (*doves*). Il est à noter que durant la crise du Congo les tenants de la ligne dure étaient constitués en majeure partie par les africanistes ayant de coutume une attitude plus libérale et moins interventionniste alors que ceux qui prônaient une ligne moins contraignante étaient représentés par les européenistes, habituellement plus engagés. En effet, les faucons (*hawks*) de l'administration Kennedy, connus pour leur position plus active dans d'autres

crises (Vietnam et Berlin), agissaient comme des colombes (*doves*) face à la crise congolaise. À l'inverse, des conseillers plutôt libéraux tels que Mennen G. Williams et Adlai Stevenson, réclamaient haut et fort l'intervention américaine au Congo. C'est comme si soudainement les rôles traditionnels entre faucons et colombes étaient inversés.

En effet, la situation du Katanga, prise séparément du problème congolais, se révélait d'une délicatesse extrême. Bordée au sud par l'Angola (colonie portugaise) et la Rhodésie du Nord (protectorat anglais), la région katangaise, de par ses frontières, pouvait avoir des répercussions importantes sur les régions avoisinantes (voir la carte en annexe). De plus, Tshombé était fortement soutenu par la Belgique et l'Angleterre qui puisaient une bonne partie de leurs revenus dans le commerce entre leurs États respectifs. Riche en minerais tels qu'uranium, cuivre et diamants industriels, le Katanga avait donc, dans le contexte de la guerre froide et de la course aux armements, une importance capitale aux yeux de Kennedy.

Aux prises comme nous l'avons vu précédemment avec le *dilemme américain*, Kennedy n'osa pas trancher sur la question katangaise et s'en remit à l'O.N.U. afin qu'elle rétablisse l'ordre au Congo. Cette position que l'on peut qualifier d'attentiste empêcha donc la mise sur pied d'une politique efficace pour mettre fin à la sécession du Katanga. Kennedy devait aussi faire attention de ne pas vexer les alliés. De plus, la rhétorique anticoloniale véhiculée durant la campagne présidentielle contraignit ce dernier à agir d'une façon qui n'avait rien de commun avec sa vision réelle des affaires internationales. En effet,

l'entêtement de Tshombé, soutenu par la Société Minière du Haut-Katanga, par le gouvernement belge (avant l'élection de Paul-Henri Spaak) et par plusieurs autres acteurs ayant des intérêts économiques au Katanga, amena l'administration Kennedy à élaborer une politique axée sur la négociation et la coalition. Ainsi, des facteurs externes comme les pressions de l'O.T.A.N. et celles du bloc afro-asiatique, de même que les critiques internes provenant de la droite américaine convainquirent l'administration Kennedy de revenir sur sa décision et de réorienter sa politique vers une position de respect des intérêts européens tout comme à l'époque de l'administration Eisenhower. Néanmoins, la politique d'attentisme à l'égard de la crise congolaise et du séparatisme katangais allait avoir de lourdes conséquences pour l'administration. En effet, cette incapacité à formuler une politique claire et précise amena les leaders africains à considérer d'un œil douteux la position des États-Unis. Malgré une rhétorique complaisante envers les leaders nationalistes, l'administration Kennedy ne put résoudre la crise congolaise et la séparation du Katanga parce qu'elle fut gênée tant par des facteurs internes qu'externes. Qui plus est, la formation d'un lobby pro-katangais supporté par des personnalités importantes du monde politique américain força Kennedy à vaciller entre une politique ferme visant la réintégration du Katanga sous un gouvernement central stable et une politique d'attentisme ne répondant guère aux exigences des leaders africains. Cette situation laissait le Congo vulnérable face à la subversion communiste.

Le prochain chapitre traitera exclusivement du problème posé par la sécession du Katanga dans l'élaboration de la politique africaine de Kennedy.

Nous verrons que la politique suivie par Kennedy ne put à aucun moment bénéficier d'une ligne de conduite cohérente et efficace. Même si elle démontrera une nouvelle tangente plus pro-européaniste, particulièrement après l'échec de la conférence de Louvain, la politique congolaise, dans l'ensemble, restera un amas de décisions marquées par l'imprécision, le manque de leadership et la tergiversation. En effet, de janvier à la fin de l'été 1961, Kennedy semble avoir opté pour la position revendiquée par les africanistes. Cependant, à partir de l'automne de la même année, certains changements dans le personnel seront apportés, donnant ainsi un souffle nouveau à la politique congolaise de l'administration Kennedy. Délaissant l'aspect interventionniste prôné par les africanistes, Kennedy cherchera une solution favorable à la crise. L'injection de sang neuf au sein du personnel de conseillers traitant la crise congolaise et l'utilisation de l'O.N.U.C. comme outil intermédiaire servant les buts des États-Unis provoqueront d'énormes remous au cours de l'année 1962.

## Chapitre 3

### Le gâchis katangais

*"I wish you and George Ball would take a long look as to where we are in the Congo. If the UN effort is going to collapse we should work out some alternatives. We should at least be laying our ground work."*

*John F. Kennedy, memorandum for Secretary Rusk, November 5, 1962*

#### 3.1 Le problème posé par la sécession du Katanga: Acte 1

Suite à l'échec des pourparlers tenus à l'Université de Louvain, la situation au Congo restait tendue. Les difficultés rencontrées de part et d'autre entre les diverses factions politiques amenèrent l'administration Kennedy à réévaluer une fois de plus sa politique à l'égard du Congo. Le rapprochement de plus en plus évident entre le régime de Gizenga, basé à Stanleyville, et Moscou, laissait planer la menace d'une subversion communiste. L'entêtement de Tsombé à maintenir la séparation du Katanga provoquait également un certain malaise au sein de l'administration Kennedy. Les pressions sur le gouvernement central issues de la conférence de Louvain affaiblissaient toutes chances de régler la question de la sécession du Katanga. En effet, l'incapacité du gouvernement de Cyrille Adoula à mettre un terme au régime sécessionniste de Tshombé provoquait un sentiment généralisé d'impatience chez les pays du bloc afro-asiatique. Ni le gouvernement central ni l'O.N.U.C. ne semblaient être en mesure de mettre un terme à la sécession du Katanga. Dénonçant les tentatives de réinsertion du Katanga par les États-Unis et l'O.N.U. comme preuve que le colonialisme n'était pas complètement terminé, Moscou accentua son appui au régime dirigé par Antoine Gizenga. Accusant l'Ouest de néocolonialisme et

l'O.N.U. de complice impuissant, Khrouchtchev augmenta l'aide militaire afin de permettre à Gizenga de réintégrer le Katanga.

L'objectif de la première partie de ce chapitre est de montrer que Kennedy a tergiversé sur la politique à suivre même si cette dernière a, entre février et novembre 1961, évolué progressivement vers une position plus interventioniste. En effet, la politique congolaise est devenue, après l'été 1961, plus conservatrice et plus européeniste particulièrement à la suite de la conférence de Louvain. Malgré cette nouvelle approche, Kennedy a fait preuve de manque d'initiative en ne sachant pas profiter du nouveau *momentum* mais surtout, en ne démontrant pas suffisamment de leadership dans les actions proposées par ses conseillers. Plutôt que d'agir sur le cours des événements, Kennedy n'a fait que réagir à leur évolution. Cette attitude l'a mené à adopter une ligne de conduite teintée d'attentisme. Bien que Kennedy ait à l'occasion opté pour une ligne plus dure, il reste que dans l'ensemble, sa politique a suivi la logique de sa vision et de son caractère pragmatique. Plutôt que de prévoir une politique efficace à long terme, Kennedy a opté pour des décisions et des actions ayant une portée et des conséquences à court terme. Les opinions disparates au sein de son administration et les pressions tant externes qu'internes ont certes contribué à une réévaluation constante de la politique africaine de Kennedy à l'égard du Congo mais dans quel but?

Dans la seconde partie de ce chapitre, nous analyserons plus en profondeur les options qui s'offraient à Kennedy pour mettre un terme à la sécession du Katanga. Bien qu'il ait démontré de par sa rhétorique anti-coloniale une certaine



sympathie à la cause du nationalisme africain, il n'en demeure pas moins que ses actions ont subi de constantes réévaluations et ses paroles sont restées lettres mortes. Durant la première moitié de 1962, la politique de Kennedy est donc passée par un réajustement allant d'une position plus militariste à une position plus conciliante. Par exemple, sur la question de la décolonisation, Kennedy, à maintes reprises, a changé son fusil d'épaule. D'abord partisan d'un appui presque inconditionnel à la cause de l'autodétermination des peuples, il a, au cours de la deuxième moitié de 1962, opté pour une position plus prudente et plus conservatrice sur la question de la décolonisation.

Le Katanga était donc un problème délicat puisqu'il impliquait des intérêts européens et parce que cette région représentait en elle-même une menace pour la sécurité nationale des États-Unis. Ainsi, l'administration Kennedy se devait de tenir compte de la menace qui pesait sur le Katanga parce qu'elle risquait de dégénérer et d'avoir des répercussions sur toute la région de l'Afrique centrale (la théorie des dominos).

Dans ce désordre politique, social et économique, Antoine Gizenga avait l'appui de Moscou et risquait en plus d'avoir celle des pays du bloc afro-asiatique. Bien que la conduite de la politique américaine semble avoir été menée dans l'ensemble selon le concept de *wait and see*, certains conseillers cherchèrent à appliquer une pression sur Kennedy et sur la conduite de la politique américaine au Congo. Nous verrons que les conseils de George Ball et Roger Hilsman eurent un certain impact sur la réévaluation de la politique congolaise dans la deuxième moitié de 1962. Il va sans dire cependant que la menace communiste brandie par

les africanistes se faisait de plus en plus sérieuse depuis l'échec de Louvain. George Ball et Roger Hilsman durent en tenir compte dans leurs recommandations respectives. Par contre, il semble que le processus décisionnel ait été victime beaucoup plus de la rhétorique incendiaire de Kennedy et des pressions combinées de l'O.T.A.N et des conservateurs américains (démocrates et républicains confondent) que de la menace communiste.

### **3.1.1 Durcissement de la position américaine face au problème de la réintégration du Katanga**

Après l'élection du "candidat américain" Cyrille Adoula comme Premier Ministre du Congo et la mise sur pied d'un gouvernement de coalition, la situation au Congo restait toujours incertaine. La sécession du Katanga soutenu par les alliés (Belgique et Grande-Bretagne) et protégé par une armée de mercenaires français, continuait de nuire à toute solution au problème congolais. Le gouvernement central étant continuellement menacé au nord par le régime de Gizenga à cause de la sécession du Katanga, Kennedy n'avait d'autres choix que de durcir sa position à l'endroit de Tshombé. L'échec de Louvain étant consommé, les africanistes tentèrent de convaincre Kennedy du danger réel de la menace communiste contre un gouvernement central faible et divisé.

Le durcissement de la position américaine sur la question de la réintégration du Katanga s'expliquait par un désir d'agir rapidement et par une entente entre l'administration Kennedy et les leaders nationalistes d'Afrique. En effet, les intérêts de part et d'autre sur la question du Katanga étaient à toutes fins utiles similaires. Pour les États-Unis comme pour le reste de l'Afrique,

l'unification du Congo sous un gouvernement central fort était un enjeu vital pour la survie et le développement futur de la région. De même, maintenir le communisme hors de cette région exigeait une attitude beaucoup plus militariste de la part des États-Unis. Même avec une telle attitude, l'unification du Congo et l'endigement du communisme passaient inévitablement par la réintégration du Katanga au sein d'un Congo uni. Il y avait un accord réciproque entre l'administration Kennedy et les leaders africains pour mettre fin à la sécession du Katanga. Autrement dit, les États-Unis acceptaient de réintégrer le Katanga au risque de voir l'appui de ces leaders transféré au régime d'Antoine Gizenga.<sup>62</sup> L'intérêt premier des États-Unis dans la région était donc le maintien d'un Congo uni et protégé contre la menace communiste. Il devenait ainsi impératif pour Kennedy de trouver une solution en vue de réintégrer le Katanga.

Mais comment résoudre le problème du Katanga sans envoyer de troupes américaines? Voilà le problème auquel Kennedy devait faire face. Les troupes de l'O.N.U. présentes au Congo servirent donc la politique des États-Unis bien que restreintes à un mandat de surveillance. Pour les africanistes, la résolution du problème du Katanga ne pouvait se faire sans intervention militaire. Dès la fin du mois d'août 1961, ces derniers lançaient un avertissement à Tshombé et le sommaient de mettre fin à la sécession. Sous la menace d'une intervention militaire, les africanistes espéraient mettre un terme à l'impasse que représentait le problème de la réinsertion du Katanga. G. Mennen Williams, responsable du bureau africain lança donc un ultimatum à Tshombé, l'enjoignant de mettre fin à son mouvement indépendantiste. Pour Mennen Williams, si le Katanga ne

pouvait arriver à un compromis avec le gouvernement central, Tshombé aurait de bonnes raisons de croire que ce gouvernement chercherait à imposer sa volonté par la force militaire. L'O.N.U.C. recevrait ainsi du gouvernement central la justification nécessaire pour lutter auprès des forces congolaises, fidèles à Cyrille Adoula, sous prétexte qu'il était le seul gouvernement légitime au Congo.<sup>63</sup>

En effet, durant le premier acte, l'administration Kennedy avait appuyé avec une certaine constance la position des africanistes. Ces derniers avaient reçu le soutien du Secrétaire Général de l'O.N.U., le suédois Dag Hammarskjöld, qui jugeait le temps venu de mettre fin à la sécession du Katanga. Le 27 août 1961, quelque temps à peine après la conférence de Louvain, l'administration Kennedy avait donné son accord à une possible intervention militaire par l'O.N.U.C. Sous les pressions des africanistes appuyés par le Secrétaire Général et les pays du bloc afro-asiatique, Kennedy n'avait eu d'autre choix que de donner le feu vert à l'opération militaire. Baptisée opération *Rumpunch*, elle devait rapidement mettre fin au régime sécessionniste de Tshombé. Cependant, l'opération militaire fut un échec retentissant. D'une part, l'O.N.U. n'avait pas le mandat nécessaire pour mettre en branle une telle opération. En effet, les pressions fusaient de partout afin que l'O.N.U. mette un terme à ce qui était qualifié d'ingérence par les pays du bloc afro-asiatique. D'autre part, les troupes de Tshombé, constituées en majeure partie de mercenaires, avaient très bien réagi aux attaques de l'O.N.U.C. et avaient rendu du même coup caduque l'opération militaire.

Parallèlement aux actions de l'O.N.U., les pressions de la part des alliés (Belgique, Grande-Bretagne et Portugal), de même que la montée de la critique domestique aux États-Unis, força l'administration Kennedy à repositionner son tir et à repenser sa stratégie. La dénonciation était générale et fusait de toutes parts contre l'appui américain à l'opération *Rumpunch*. Le Département d'État était sur la sellette de même que le Congrès. Les accusations étaient nombreuses et les explications fortement attendues. En effet,

[...] members of the State Department had to consider the extremely bitter denunciations of "Round One" by Belgium and Britain. The White House staff was concerned about a new focus of opposition in the Senate. [...] mailings to Congress had lit a fire under Senator Thomas Dodd [...], hardline anti-Communist, and member of the Foreign Relations Committee.<sup>64</sup>

Suite à l'échec de l'O.N.U.C. et de l'opération *Rumpunch*, Kennedy s'était progressivement dirigé vers un renoncement total de l'usage de la force pour mettre fin à la sécession du Katanga. En dépit d'une réévaluation plus active et militante de sa politique, il revenait à la case départ. Les pressions externes et internes n'étaient pas étrangères à ce renoncement et à la réévaluation de la marche à suivre. Suite aux conseils d'Averell Harriman<sup>65</sup>, nommé à titre d'*Ambassador-at-large*, Kennedy optait pour les recommandations de ce dernier et adoptait une position plus conciliante.

Cependant, certaines circonstances, tant à l'O.N.U. qu'au Congo, ramenaient une nouvelle fois Kennedy vers une position de force en vue de mettre un terme à la sécession du Katanga. L'Assemblée Générale de l'O.N.U. subissait les pressions des pays du bloc afro-asiatique. Le gouvernement de coalition à

Léopoldville était du même coup secoué par une nouvelle crise. Avec Adoula et Gizenga (respectivement Premier et Vice-Premier Ministre) le gouvernement congolais regroupait des éléments antagonistes tels que des modérés et des ultra-nationalistes. L'incapacité d'Adoula à mettre fin à la séparation du Katanga et l'échec de l'O.N.U.C. amenèrent Gizenga, encouragé par ses supporters à Stanleyville, à reprendre ses activités et à dénoncer les actions du gouvernement central. Toujours soutenu par Moscou, Gizenga fut encouragé à quitter le gouvernement central et à retourner siéger à Stanleyville.

### **3.1.2 Les africanistes brandissent la menace communiste**

Ces circonstances délicates et malheureuses incitèrent les africanistes à brandir une nouvelle fois la menace communiste. Déterminés à voir les États-Unis intervenir de façon significative, les africanistes allaient cette fois-ci utiliser la manière forte en espérant obtenir l'approbation de Kennedy. Qui plus est, les africanistes savaient très bien la place réelle qu'occupait l'Afrique dans l'esprit de ce dernier. N'étaient-ils pas responsables, dans une certaine mesure, de son élection à la présidence? N'avaient-ils pas accepté de l'appuyer justement parce qu'il adhérait, au même titre qu'eux, à un désir d'assurer l'autodétermination des peuples africains? L'opportunité était donc grande pour les africanistes de tenter de convaincre Kennedy que le départ de Gizenga vers Stanleyville représentait une menace sérieuse de la part de Moscou. En effet, pour les africanistes, les objectifs de Kennedy en Afrique étaient identiques à ceux d'Eisenhower. Tous deux croyaient qu'il fallait endiguer la menace communiste en Afrique. Sinon, les Soviétiques prendraient rapidement pied sur ce nouveau continent. Le spectre de

la théorie des dominos en Afrique rappelait ainsi à Kennedy le Laos et Cuba.<sup>66</sup> En brandissant cette menace les africanistes captaient l'attention du président américain.

Pour ceux-ci, ces événements représentaient un point fondamental de leur argumentation. Ne venaient-ils pas ainsi confirmer les craintes que Kennedy avait exprimées à l'époque où il était sénateur? L'idéologie de la guerre froide, qu'il avait continué de véhiculer au cours de la campagne présidentielle, venait par la même occasion renforcer l'argument des africanistes. De plus, la perception qu'avait Kennedy d'une menace soviétique au Congo était stimulée par certains collaborateurs clés de son administration tels Harlan Cleveland et George Ball.

De février à novembre 1961, l'administration fut donc déchirée sur la marche à suivre. Cependant, les décisions prises nous font voir que de façon générale Kennedy a soutenu, bien que timidement, la ligne dure prônée par les africanistes. Les choses allaient toutefois changer durant le mois de novembre 1961. Les pressions domestiques et la volonté de se repositionner devant les alliés amenèrent Kennedy à effectuer un remaniement de son cabinet. C'est également à cette époque qu'il allait donner un sérieux coup de barre à sa politique congolaise.

Lors du choix de ses conseillers, Kennedy s'était entouré de gens pro-actifs aux convictions plutôt libérales. C'était un peu grâce à eux s'il avait accédé à la présidence des États-Unis. Nous avons vu au chapitre précédent que ces libéraux avaient, de par leur contribution, pu mettre en branle le programme de la Nouvelle Frontière. Nous sommes donc portés à croire qu'en dépit des succès

mitigés de la politique congolaise de Kennedy (février à novembre 1961) nombreuses furent les chances de donner une cohérence aux actions entreprises jusque-là. Par exemple, la formation d'un gouvernement de coalition paraissait dès le départ vouée à l'échec si la sécession du Katanga perdurait. La conférence de Louvain se soldait donc par un échec. L'entêtement de Tshombé, soutenu de part et d'autre par les alliés, constituait une épine au pied de l'O.N.U. et des États-Unis. L'opposition domestique et internationale devenait du coup un facteur de plus en plus imposant et contraignant. C'est dans ce contexte que Kennedy effectuait le remaniement de son cabinet. Dès cette époque, la politique congolaise prenait une nouvelle tangente et semblait suivre cette fois-ci une ligne plus cohérente. Favorable aux idéaux des européenistes, la nouvelle direction de la politique congolaise tenait également compte du contexte international et de l'opposition de plus en plus visible en provenance de la droite américaine.

### **3.1.3 La vision de George Ball et le *massacre de la Thanksgiving***

En novembre 1961, durant le week-end de la *Thanksgiving*, Kennedy nommait George Ball Sous-Secrétaire d'État, qui devenait par le fait même le numéro deux au Département d'État. Pour ce faire Kennedy avait dû se départir de Chester Bowles (un africaniste) qui avait occupé ce poste jusque-là. La promotion d'un européeniste et la démotion d'un africaniste nous indiquent avec quelle conviction Kennedy désirait donner un coup de barre à la politique congolaise. En effet, Ball était beaucoup plus ferme que Bowles dans sa position à l'égard de Tshombé. Il insistait pour que la force militaire de Tshombé soit



neutralisée par l'augmentation de la force de frappe de l'O.N.U.C., appuyée par les États-Unis.<sup>67</sup>

Une fois aux commandes de la politique congolaise, Ball fut pressé de dévoiler sa vision des événements au Congo. Au mois de décembre 1961, quelques jours après sa nomination, il se rendit à Los Angeles pour y prononcer un discours annonçant les grandes lignes de la politique congolaise de l'administration Kennedy.<sup>68</sup> La politique qu'il proposait se résumait à assurer la stabilité du Congo de manière à contrer toute menace externe. Puisque cette région représentait un point névralgique et qu'elle s'imposait d'elle-même comme un endroit central et stratégique au cœur de l'Afrique, les États-Unis se devaient de la protéger contre toute subversion. Pour Ball, l'objectif ultime de l'administration Kennedy au Congo était le même que celui de l'administration Eisenhower. La politique d'endiguement énoncée par Harry Truman restait la ligne de conduite. En effet, Ball croyait en la théorie des dominos et sommat, d'une certaine manière, l'administration d'agir afin d'éviter la chute du Congo aux mains des communistes.

Cependant, Ball devait composer avec une politique qui était à plusieurs égards déficiente et contre-productive. Selon lui, la politique africaine dans l'ensemble manquait de structure si bien qu'elle avait évolué en réponse aux événements, sans stratégie claire et précise.<sup>69</sup> Exposant le véritable intérêt national des Américains au Congo, Ball affirmait également que seule la recherche d'un gouvernement et d'une société stable capable de progresser sans une menace constante et pressante en provenance de l'extérieur était l'objectif à

atteindre. La sécurité interne des États-Unis passait inévitablement par la sécurité externe. La conception de la politique étrangère de Kennedy était ainsi dévoilée. Le désir d'assurer la sécurité nationale des États-Unis passait par la mise en application de la théorie du *nation-building*. Pour Kennedy et les partisans de la Nouvelle Frontière la modernisation de l'économie et la mise en application de réformes souvent sévères allaient garantir la stabilité et ainsi éviter toute forme de subversion.

Toutefois, la réalisation de cet objectif restait compromise par la sécession du Katanga. Pour Ball, l'intervention de l'O.N.U. et la conférence de Louvain avaient permis de stabiliser le Congo et de mettre en fonction un gouvernement de coalition capable de gérer la situation interne, mais surtout capable de se défendre contre l'éventuelle menace communiste. La sécession du Katanga venait ainsi compromettre l'assurance qu'avaient les États-Unis de voir une stabilité permanente au Congo. Pour Ball, la question qui se posait était de savoir pourquoi il fallait interdire la sécession du Katanga alors qu'ailleurs la question ne se posait même pas. Pourquoi le Katanga n'aurait-il pas droit à son indépendance? À ces questions il avançait deux réponses une à caractère politique et la seconde relevant du droit international. La réponse politique mettait l'accent essentiellement, sinon exclusivement, sur la stabilité politique du Congo qui, grâce aux infrastructures apportées par la Belgique, était passée de société "primitive" à société "prospère et moderne". Du point de vue légal, la sécession du Katanga ouvrait la porte de cette région et de l'ensemble du continent à l'influence communiste. C'est principalement ce que les États-Unis

cherchaient à éviter. En effet, Ball affirmait: "There simply is no legal case, no political case, no economic case, and no moral case for Balkanizing the heart of Africa".<sup>70</sup>

Devant cette impasse et conscient de l'épineux problème que posait le Katanga, Ball proposait comme solution un changement de la "loi fondamentale" que représentait en quelque sorte la constitution du Congo. En cherchant à établir un consensus entre les diverses factions politiques, les États-Unis empêchaient du même coup la situation de se transformer en guerre civile et, peut-être plus important encore, assuraient la survie du gouvernement central d'Adoula. Face à ces éventualités, Ball recommanda à Kennedy une solution diplomatique qui passait inévitablement par la négociation. La mise en place d'une situation propice à la négociation entre Adoula et Tshombé donnerait une chance à la crise congolaise de se résoudre.

En somme, à partir de novembre 1961, l'administration Kennedy allait adopter une attitude beaucoup plus ferme à l'endroit du Katanga afin que Tshombé puisse mettre fin à son mouvement sécessionniste. Pour Ball, la politique américaine devait mettre l'accent sur l'établissement d'un gouvernement libre, stable et non communiste. Cet objectif américain avait l'aval du Secrétaire Général de l'O.N.U. Les objectifs étaient parallèlement complémentaires et ils recherchaient somme toute la réunification du pays sous un gouvernement libre et stable.

L'objectif de la négociation était donc en parfaite harmonie avec les différents acteurs responsables de trouver une solution au Congo et c'est pourquoi

Ball avait suggéré et encouragé la poursuite du soutien au gouvernement de coalition dirigé par Adoula. Ball était catégorique et pour lui le Katanga et Tshombé devaient réintégrer le Congo et trouver un terrain d'entente avec le gouvernement central. Seules les négociations pouvaient assurer et garantir la fin de la sécession. Cependant, Ball était conscient que les États-Unis devaient, si cela s'avérait nécessaire, être en mesure de risquer le tout pour le tout, c'est-à-dire utiliser la force afin de mettre un terme au problème posé par la sécession du Katanga.

À la lumière de cette politique proposée par Ball, qui somme toute démontrait une espèce de fixation à l'égard du Katanga, n'est-il pas légitime de chercher à savoir la véritable raison qui poussa les Américains à mettre autant d'emphase sur la nécessité d'un Congo unifié? Était-ce possible d'avoir un Congo stable sans avoir nécessairement l'apport du Katanga? Si le Katanga était à ce point nécessaire au bon fonctionnement de l'État congolais, était-il du même coup indispensable à la survie et à la stabilité du Congo? En d'autres mots, le Congo pouvait-il survivre économiquement et politiquement sans les richesses du Katanga? Si le Katanga demeurait indépendant, quelles étaient les chances de voir les Soviétiques s'imposer de façon significative au Congo? Les Américains pouvaient-ils accepter la neutralité du Katanga si ce dernier demeurait indépendant?

Nous répondrons à plusieurs de ces questions dans la deuxième partie de ce chapitre. Une chose cependant laisse présager que l'administration Kennedy était loin du travail accompli. En effet, le Congo et la sécession du Katanga

allaient continuer à occuper une grande place dans l'agenda de l'administration Kennedy tout au long de l'année 1962 et ce, en dépit de l'intensification des crises internationales impliquant le Vietnam, Berlin et Cuba. Qui plus est, la politique avancée par George Ball accentuait les désaccords au sein de l'administration Kennedy entre africanistes et européenistes. En effet, il somma les États-Unis d'être plus actifs. À titre de leader du clan européeniste, Georges Ball se fit le porte-parole de l'interventionnisme américain au Congo.<sup>71</sup>

Bien que l'utilisation de la force n'était pas nécessairement proposée dans la politique congolaise, elle allait néanmoins susciter un vif débat au sein de l'administration. Georges Ball avait laissé implicitement entendre que les États-Unis seraient prêts à envisager un éventuel usage de la force mais seulement en dernier recours. En effet, il avait laissé sous-entendre que l'effort de l'O.N.U. déployé jusque là méritait le soutien des États-Unis. Kennedy avait appuyé l'O.N.U. et pour Ball, il devait maintenir cette aide.<sup>72</sup>

La fixation de l'administration Kennedy sur la question katangaise fut remise en question par un document qui avait été commandé par Walt H. Rostow, alors assistant spécial au président pour les affaires de sécurité nationale.<sup>73</sup> Ce document constituait une sévère critique de la position adoptée jusque-là par l'administration Kennedy. Qui plus est, ce document allait dans le sens inverse de la direction prise par l'administration au sujet de la réintégration du Katanga. Il remettait en question toutes les éventualités envisagées jusque-là par les États-Unis au Congo, comme par exemple l'idée que la région ne pourrait être viable sans l'apport économique du Katanga.

Ce qui ressort à la lecture de ce document est l'incapacité de l'administration Kennedy de mettre sur pied une politique efficace avec une vision et une solution à long terme. Selon l'auteur de ce document, Lynn Bolinger, la croyance générale des leaders du Département d'État semblait révéler un manque évident d'information et de vision. Bolinger dénonçait la politique suivie jusque-là par les États-Unis parce qu'elle se basait sur de fausses croyances. Selon lui, l'hypothèse principale de cette politique était que les ressources minières du Katanga constituaient une richesse naturelle qui, si cette région était réunie au Congo par un pouvoir politique imposé et favorable aux idéaux américains, contribuerait à la création d'une économie congolaise parfaitement viable.<sup>74</sup>

Cette façon qu'avaient les conseillers de Kennedy de concevoir l'importance du Katanga relevait d'une attitude fallacieuse à l'égard de la crise congolaise. Selon Bolinger, cette attitude généralisée au Département d'État à se baser sur de fausses interprétations démontrait bien l'influence de l'idéologie de la guerre froide sur Kennedy et son administration. Puisque le gouvernement central ne possédait pas les infrastructures nécessaires pour assurer la continuité et la bonne conduite du marché minier en provenance du Katanga, le Congo semblait voué à la subversion communiste. Pour un bon nombre de conseillers, si les États-Unis ne réussissaient pas à renverser la vapeur au Katanga, les chances de voir une solution positive à la crise du Congo allaient être sérieusement compromises, au point où ces conseillers jugèrent que:

[...] throwing out the European managerial groups that Tshombe has had the good judgment to retain, the collapse of Katanga productivity and the

ensuance of chaos is inevitable [...]. Thus, we find a dangerous half-truth in the statement that "without the Katanga, the rest of the Congo is not viable". The most significant fact is that with the Katanga added to the Congo, the whole country will become [unviable].<sup>75</sup>

Ce que Bolinger dénonçait en somme était le danger que des gestes (militaires) puissent menacer et mettre en péril la sécurité nationale des États-Unis en Afrique subsaharienne. En effet, la politique suivie jusqu'à présent reflétait une vision à court terme et ne semblait pas tenir compte des effets à long terme sur la vie des Congolais et sur l'économie en général.

Les recommandations soumises à Kennedy par Bolinger étaient les suivantes. Premièrement, maintenir la coopération avec l'O.N.U. tout en tentant de convaincre les diverses factions politiques qu'une réintégration précipitée du Katanga au sein du Congo aurait des conséquences néfastes et fâcheuses pour l'avenir de la région. Deuxièmement, sommer tous les leaders politiques au Congo et d'ailleurs en Afrique de cesser toutes menaces militaires sur le Katanga. Ce que Bolinger suggérait plutôt était d'éduquer les leaders politiques afin qu'ils soient en mesure de développer leurs propres intérêts économiques sans compter uniquement sur les ressources naturelles du Katanga. Finalement, une concertation devait être envisagée entre des spécialistes américains et des spécialistes de l'O.N.U. sur des questions aussi diverses que la politique générale de la région et son développement économique. De cette façon, les États-Unis et la communauté internationale se doteraient de moyens efficaces pour répondre aux questions éventuelles que pourrait continuer de poser la sécession du Katanga.<sup>76</sup>

Il va sans dire que ces recommandations provoqueront de multiples réactions au sein de l'administration Kennedy. Depuis les tout débuts de l'implication américaine au Congo les craintes d'une menace communiste dans cette région étaient déjà présentes. En effet, le contexte international qui prévalait était celui de la guerre froide et l'idéologie véhiculée était celle de l'endigement du communisme. Avec l'arrivée de Kennedy à la Maison Blanche, seuls les moyens allaient changer. La politique initiale d'endigement du communisme allait donc être maintenue.

#### **3.1.4 La scission interne face à l'emploi de la force pour réintégrer le Katanga**

La venue de Georges Ball comme numéro deux dans la conduite de la politique étrangère obligeait Kennedy à réévaluer encore une fois sa politique à l'égard du Congo. Suite à l'échec de l'opération *Rumpunch*, la situation au Congo était devenue encore plus chaotique. En effet, des signes probants indiquaient que l'O.N.U. et les États-Unis envisageaient un nouvel affrontement avec les forces de Tshombé. Dans un mémorandum daté du 23 septembre 1961, George Ball suggérait à Kennedy une nouvelle tactique de résolution du problème de la sécession du Katanga. Pour lui, si l'O.N.U. et les États-Unis réussissaient à réunir les troupes nécessaires et à démontrer qu'ils possédaient une force de frappe adéquate et suffisante réunissant les éléments disponibles tant à Léopoldville que dans le reste du Congo (excluant bien évidemment le Katanga), ils pourraient ainsi démontrer le sérieux d'une nouvelle intervention militaire. Il était donc



impératif pour Georges Ball de tenter l'impossible pour ne pas réduire les chances d'une résolution pacifique de la sécession du Katanga.<sup>77</sup>

Suite à ce mémorandum, les États-Unis allaient revenir vers une position plus ferme. Kennedy autorisa Adlai Stevenson, alors ambassadeur américain à l'O.N.U., à donner son accord sur le vote de l'Assemblée Générale, qui visait à mettre sur pied une nouvelle résolution, avec cette fois-ci la possibilité d'utiliser la force si cela s'avérait nécessaire. Le 24 novembre 1961, l'Assemblée Générale votait une résolution permettant à l'O.N.U.C. d'utiliser la force advenant une menace de la part des troupes de Tshombé. Malgré l'approbation du nouveau Secrétaire Général U Thant à utiliser la force, les réserves et les mouvements d'opposition surgissaient de partout. Pour plusieurs, l'utilisation de la force et les préparatifs pour un deuxième affrontement entre l'O.N.U. et les forces de Tshombé constituaient un cas flagrant d'ingérence politique.

Aux États-Unis, l'administration Kennedy devait composer avec la scission de plus en plus contraignante au sein du Département d'État. En effet, le Département d'État était divisé en deux; l'O.N.U. et le Bureau Africain alignés contre le Bureau Européen.<sup>78</sup> Mais pourquoi un tel acharnement de part et d'autre sur la marche à suivre au Congo? Certains avaient peur des répercussions sur les relations avec les alliés. Le Portugal, par exemple, craignait qu'une intervention massive de l'O.N.U. au Katanga n'ait des conséquences fâcheuses sur l'Angola, qui était parallèlement aux prises avec l'essor d'un mouvement nationaliste. Une éventuelle séparation de la colonie portugaise, conséquence d'une intervention armée de l'O.N.U. au Katanga, donnait donc à Antonio de Oliveira Salazar,

président du Portugal, l'opportunité de faire pression sur les Américains afin qu'ils revoient leur politique.

En effet, Salazar menaçait de ne pas renouveler le bail conclu entre le Portugal et les États-Unis au sujet de l'accès aux Açores. Considérées comme stratégiques par plusieurs conseillers de Kennedy, tels que les européens et certains militaires du Pentagone, les bases militaires aux Açores étaient d'une importance capitale pour la protection de l'Europe. Il était impensable et inconcevable pour les européens de perdre ces bases. D'autant plus que la nécessité de ces îles avait été démontrée aux Américains lors de la crise de Berlin, à l'été 1961, mais aussi lors de l'intervention des *Marines* au Liban en 1958, qui avaient bénéficié d'un transfert plus qu'efficace à partir de la base militaire aux Açores. Il en avait été ainsi avec le transport de plusieurs milliers de casques bleus vers le Congo entre 1960 et 1961. Qui plus est, les chefs des divers états-majors, *Joint Chiefs of Staff*, sous la direction du Général Lyman Lemnitzer (1961-1962) puis sous celle du Général Maxwell Taylor (1962-1963), avaient insisté sur le fait que les îles portugaises étaient indispensables dans la perspective où les États-Unis devaient répondre à une attaque militaire sur l'Europe de l'Ouest ainsi qu'au Moyen Orient. Pour ces raisons, Maxwell Taylor croyait en la nécessité de conserver les îles et recommandait à Kennedy de se plier aux exigences de Salazar.<sup>79</sup>

Le débat qui allait s'amorcer sur la question des Açores allait accentuer davantage les dissonances de vues entre africanistes et européens. Pour les africanistes, la question de l'importance des Açores ne se posait même pas. Pour

eux, seule la résolution du problème visant la réinsertion du Katanga dans un Congo uni méritait toute attention des États-Unis. Kennedy allait démontrer cependant de l'ambivalence et une préoccupation concernant les Açores. À G. Mennen Williams, Kennedy confiait qu'il était très préoccupé par la possibilité de perdre les Açores. Si les États-Unis venaient à perdre ces îles, ils perdraient du même coup toute leur crédibilité aux yeux de la communauté internationale.<sup>80</sup> À Stevenson, Kennedy expliquait que la perte possible des Açores était une éventualité très sérieuse et que les négociations en cours avec le gouvernement Salazar auraient probablement un impact très négatif au sein de l'Assemblée Générale, à un point tel que les relations entre l'O.N.U., les États-Unis et l'Angola deviendraient excessivement difficiles.<sup>81</sup> Kennedy était entouré de gens ayant des visions très contradictoires quant à la place réelle que devait occuper l'Afrique dans la politique étrangère américaine. Avec des collaborateurs tels que Adlai Stevenson, McGeorges Bundy, Georges Ball, G. Mennen Williams et Dean Acheson, les discussions furent rapidement animées par des objectifs forts différents.

Pour Stevenson par exemple, la question de l'importance des Açores ne se posait pas comme un enjeu crucial. Les bases militaires n'étaient pas vitales pour les États-Unis. Stevenson avançait au contraire l'idée de faire pression sur Salazar afin qu'il accorde l'indépendance à l'Angola au risque de perdre l'accès aux Açores. Selon lui, les États-Unis devaient résister fermement à l'effort du gouvernement portugais de lier le renouvellement du contrat des Açores à la politique américaine en Angola. Pour Stevenson, il était fondamental que les

États-Unis continuent à soutenir la cause de l'autodétermination de peuples tels que celui de l'Angola, malgré le risque de s'aliéner le Portugal.<sup>82</sup> À l'opposé, Dean Acheson, ardent défenseur des intérêts de l'Europe, recommandait à Kennedy de résister à la tentation d'appuyer l'autodétermination des peuples africains. À son avis, si Kennedy aidait cette cause et s'il soutenait la lutte de libération du peuple angolais, les États-Unis ne pourraient obtenir le renouvellement du contrat pour les Açores. Pour Acheson, personne n'était en mesure de sceller l'issue du contrat.<sup>83</sup> La division interne au sein de l'administration prit une ampleur considérable durant les négociations relatives à ce contrat. Déchiré entre les deux options et cherchant à satisfaire les deux côtés Kennedy n'osa pas trancher.

En dépit des négociations enflammées au sujet des Açores, le souci de résoudre la crise au Congo poussa Kennedy à appuyer la résolution de l'O.N.U. du 24 novembre 1961. Malgré la division au sein de son administration quant à l'appui américain à cette résolution, et en dépit du désaccord significatif des alliés, Kennedy préféra aller de l'avant afin d'éviter une intervention directe au Congo. Le terrain était donc prêt pour un deuxième affrontement entre les forces de Tshombé et l'O.N.U.C.

La résolution du 24 novembre avait donné le feu vert à l'O.N.U.C. afin d'organiser une nouvelle intervention militaire. Malgré l'espoir d'un meilleur résultat, l'opération *Morthor* n'eut malheureusement pas plus de succès que la précédente. Même si l'O.N.U. et les africanistes étaient d'accord sur l'utilisation de la force, Tshombé restait toujours un obstacle à l'unification du Congo. La

menace communiste brandie bien haut par les africanistes et les pressions du bloc afro-asiatique sur l'O.N.U. et les États-Unis ne pouvaient venir à bout de l'entêtement de Tshombé. À moins d'une intervention unilatérale des États-Unis, action vraisemblablement impossible à réaliser étant donné l'opposition que cela allait provoquer, la question du Katanga et celle de l'importance de l'Afrique en général restait encore une fois à définir. En somme, la vision de Kennedy sur la place que devait occuper l'Afrique sur l'échiquier mondial manquait encore de précision.

En dépit des succès de la diplomatie personnelle de Kennedy et malgré les rapports cordiaux entretenus avec les divers leaders africains (Touré et Nkrumah entre autres), sa position au Congo restait teintée d'ambivalence et d'attentisme. Était-ce son côté pragmatique poussé au maximum? Cela reste à voir. Chose certaine, la politique américaine envers l'Afrique était encore très loin d'un quelconque résultat positif et concret. Pour certains, l'Afrique était une responsabilité européenne et les États-Unis ne devaient pas s'y immiscer. Par contre pour d'autres, l'Afrique représentait une occasion idéale d'implanter le modèle économique américain. Poussés leur humanisme, les africanistes désiraient ardemment hisser l'Afrique au rang des pays modernes et industrialisés. Bref, la lutte pour l'attention du président était ouverte. Toutefois, sans une vision claire de sa part, les efforts pour faire de l'Afrique et du Congo des "amis" des États-Unis demeuraient vains.

En effet, même si Kennedy voyait l'Afrique comme un nouveau théâtre de la guerre froide, son manque de vision à long terme l'empêchait d'appliquer une

politique cohérente. Selon les africanistes, il fallait un engagement actif et continu des États-Unis en Afrique. Cependant, une telle politique devait faire face à plusieurs obstacles: la lutte bureaucratique entre africanistes et européenistes, l'opinion négative véhiculée par les médias, l'opposition domestique de même que la position des alliés. Ces problématiques contribuèrent toutes à minimiser l'effort de Kennedy en Afrique.<sup>84</sup>

### **3.1.5 L'opposition domestique comme nouveau joueur dans le processus décisionnel : *L'American Committee for Aid to Katanga Freedom Fighters***

En réponse au soutien des États-Unis à la résolution de l'O.N.U. du 24 novembre 1961, un mouvement d'opposition domestique allait surgir et se dresser comme un obstacle de taille à l'élaboration de la politique congolaise. Bien que la politique de l'administration Kennedy ait été réévaluée au lendemain de l'échec de la conférence de Louvain et qu'elle ait pris une tangente beaucoup plus militante à l'égard de la réintégration du Katanga, Kennedy allait devoir encore une fois repositionner son tir. Malgré la menace brandie par les africanistes et l'arrivée de George Ball à la tête de la politique congolaise, l'administration Kennedy n'était toujours pas en mesure d'imposer une vision cohérente et à long terme de la crise congolaise.

En réagissant avec force aux interventions de l'O.N.U. contre le Katanga et en reprochant à l'administration Kennedy de jouer le jeu du néocolonialisme, le groupe fondé par Max Yergin s'imposait comme une épine au pied de Kennedy alors même que sa politique semblait prendre une tournure cohérente. Face aux activités dérangeantes de ce groupe, l'emploi de la force fut mis en veilleuse pour

une période d'au moins un an. Les activités du *American Committee for Aid to Katanga Freedom Fighters* (le A.C.A.K.F.F.), bien que marginales au départ, allaient attirer de plus en plus de sympathisants.

La base de ce mouvement d'opposition était essentiellement conservatrice et dénonçait vivement les agissements de l'O.N.U. en Afrique et au Katanga. Anticommunistes, les membres de cette organisation (A.C.A.K.F.F.) avaient également l'appui de nombreux journaux qui, par l'entremise d'annonces publicitaires, avaient amassé des fonds suffisants pour que l'organisation puisse se développer à l'échelle nationale. Réunissant des gens tels que Barry Goldwater, Richard Nixon, Richard Dodd, Strom Thurmond ainsi que plusieurs autres, l'A.C.A.K.F.F. amenait l'administration Kennedy à revoir une fois de plus sa politique congolaise.<sup>85</sup>

Face à cette opposition de plus en plus grandissante et populaire, Kennedy fut contraint de réexaminer à nouveau sa politique et fut pressé par ses conseillers de trouver une voie propice à la négociation et au compromis. Outre cette opposition essentiellement composée de leaders politiques, Kennedy dut également affronter l'opinion de certains hommes d'affaires américains. Les intérêts économiques de plusieurs consortiums américains semblent avoir également un effet sur la conduite et l'élaboration de la politique congolaise de Kennedy.

Les pressions externes de même que l'opposition domestique à l'égard de la politique africaine de Kennedy, firent en sorte que pendant la première moitié de 1962, l'administration dut mettre l'emphase sur la réconciliation par la

persuasion diplomatique plutôt que militaire. La menace de la droite conservatrice semble avoir secoué l'administration Kennedy. La rhétorique anticoloniale et la position de Kennedy sur les droits civils amenèrent certains conservateurs, dont Barry Goldwater, sénateur de l'Arizona et futur candidat républicain aux élections présidentielles de 1964, à se positionner très ouvertement contre la politique de Kennedy. Dès la fin de 1961 et pendant la presque totalité de 1962, Kennedy ne fit que tergiverser pour ensuite revenir à une politique de respect envers les alliés de l'O.T.A.N. sur la question du Congo. Ne pouvant manœuvrer à sa guise et contraint de subir l'opposition tant internationale que domestique, Kennedy dut réaligner sa position en faveur des européens.

### **3.2 La solution de l'administration Kennedy au problème du Katanga : Acte 2 et le Plan de réconciliation nationale (Thant plan)**

#### **3.2.1 Nouvelle réévaluation de la position américaine: Vers une position de compromis et d'attentisme**

La situation au Congo allait continuer d'attirer l'attention de l'administration Kennedy même si elle devait composer ouvertement avec l'opposition domestique. L'ouverture offerte par Tshombé en vue d'établir une ronde de négociations avec Cyrille Adoula allait permettre à Kennedy de réévaluer sa politique et ainsi le placer en position de "force" pour imposer une politique ferme et cohérente. Avec la collaboration d'Edmund Gullion, ambassadeur au Congo, Kennedy allait prendre l'initiative et imposer sa vision lors des négociations futures.



Tshombé, Adoula et Gullion se réunirent à Kitona avec leur équipe respective de négociateurs afin de trouver une solution à la sécession du Katanga. Après de longues et houleuses négociations, l'accord restait fragile parce que Tshombé devait la soumettre au Parlement katangais. Les technicalités quant à la passation des pouvoirs et le contrôle des installations minières (U.M.H.K.) augmentaient le niveau de difficulté des négociations. Finalement, grâce au travail acharné de Gullion et sous la pression de Kennedy, Tshombé et Adoula se mirent d'accord sur la formation d'un nouveau gouvernement de coalition et ce, en dépit du fait que Tshombé ait affirmé devoir soumettre cet accord au parlement du Katanga. Plusieurs (Gullion, Ball, et Adoula) laissaient présager que le parlement katangais allait refuser d'entériner les accords de Kitona pour des raisons assez évidentes. Comme par le passé (conférence de Louvain), Tshombé semblait gagner du temps favorable à sa cause. De cette façon, il espérait voir l'A.C.A.K.F.F. ainsi que les leaders de l'Angleterre et de la France contraindre définitivement les États-Unis et l'O.N.U. à laisser tomber leur cause.

Le travail de Kennedy dans les ententes de Kitona fut de s'imposer comme leader auprès des acteurs réunis. En préconisant une politique de neutralisation des éléments radicaux, Kennedy souhaitait voir un gouvernement se forger par une coalition des factions politiques de centre. En composant avec la gauche et la droite, Kennedy espérait voir surgir un gouvernement à tendance centriste. En plus d'imposer sa vision de leadership en Afrique, Kennedy employa une diplomatie de persuasion tout en laissant planer la menace d'un éventuel recours à la force armée. En somme, par cette nouvelle réévaluation de sa politique,

Kennedy semble avoir souhaité refiler la responsabilité du sort des accords de Kitona à l'O.N.U. Par la pratique d'une diplomatie de persuasion, Kennedy espérait sûrement voir l'O.N.U. reprendre l'initiative au Congo. Puisqu'un gouvernement de coalition y serait installé, l'O.N.U. n'aurait qu'à faire son travail de reconstruction et de maintien de la paix pour que le Congo soit finalement stabilisé.<sup>86</sup>

Cependant, en agissant de la sorte, Kennedy démontrait de toute évidence son intention réelle envers les événements du Congo. En cherchant à redonner à l'O.N.U. la crédibilité et le momentum nécessaires pour mener à terme sa mission, Kennedy se définissait comme partisan de la présence onusienne et non pas comme partisan d'un activisme américain en Afrique.

Par la pratique d'une politique d'attentisme à l'égard du Congo, Kennedy allait empêcher la réussite des accords de Kitona. En refusant de poser des conditions claires à Tshombé et en se montrant réticent à imposer des sanctions économiques jugées trop sévères par les européens, Kennedy laissa les accords de Kitona s'engouffrer dans une impasse. L'échec de Washington à l'endroit de Tshombé et le vide créé par les sanctions économiques contre son régime annonçaient la mort des accords de Kitona.<sup>87</sup>

À cet égard, il semble que Tshombé ait plutôt accepté de se présenter à la table de négociations afin d'être en mesure de retarder le plus possible les actions futures de l'O.N.U. et des États-Unis et de gagner du temps pour que ses partisans américains (l'A.C.F.A.K.F.F.) puissent se regrouper et ainsi se faire entendre de façon encore plus significative. À son retour de Kitona, Tshombé avait, comme

prévu, soumis les accords au parlement. Sans trop de surprise, les accords furent jugés inacceptables et rejetés. Le Katanga restait donc un épineux problème à résoudre. La position ambivalente de Kennedy ne faisait qu'empirer la situation. Il devait agir rapidement avant que la situation ne dégénère à nouveau.

Une fois de plus, Kennedy dut composer avec la division interne au sein de son administration. Gullion, Williams et Bowles partageaient les inquiétudes d'Adoula au sujet de sa situation comme chef du gouvernement. Menacé de part et d'autre, le gouvernement central, au lendemain de l'échec des accords de Kitona risquait de s'effondrer. À l'opposé, Rusk, Harriman et McGhee penchaient du côté des alliés et s'opposaient à l'utilisation de la force au Katanga, qu'elle qu'en fût la raison. Les premiers s'opposaient au retrait des États-Unis du processus d'intégration du Katanga, alors que les seconds envisageaient, suivant la volonté de Kennedy, l'élaboration d'un plan permettant aux États-Unis de se retirer du Congo avec honneur.<sup>88</sup>

La fin de l'année 1961 et le début de 1962 furent encore marqués par la division désormais évidente au sein de l'administration. Cette période fut de plus soulignée par une volonté accrue de Kennedy à trouver un terrain d'entente dans le but d'établir un climat de paix propice à la réintégration du Katanga. Durant la première moitié de 1962, la politique de l'administration Kennedy fut de chercher la réconciliation pacifique à travers la persuasion diplomatique.<sup>89</sup> Cette façon de faire annonçait que Kennedy donnait à Tshombé toutes les alternatives possibles afin de se montrer sérieux et raisonnable dans ses revendications.

Bref, la vision des africanistes et des européenistes demeurait aux antipodes l'une de l'autre. Pour les premiers, il était fondamental que les États-Unis et l'O.N.U. puissent continuer d'utiliser la force militaire comme source de persuasion au Congo. Dans un mémorandum au président envoyé par G. Mennen Williams, ce dernier réaffirmait la position du bureau africain dans la conduite éventuelle de la politique congolaise et du problème du Katanga.<sup>90</sup> Pour Williams, il ne faisait aucun doute que les États-Unis et l'O.N.U. devaient continuer à faire pression sur Tshombé pour qu'il mette une fois de plus un terme à la sécession du Katanga. Quelle allait être la position de Kennedy devant l'entêtement de Tshombé et son incapacité à faire approuver les accords de Kitona au parlement? Qui, des africanistes ou des européenistes, aurait le dernier mot sur la politique à suivre?

À partir de la seconde moitié de 1962, la situation congolaise allait connaître encore une fois de nouveaux développements. L'incapacité presque chronique à résoudre la sécession du Katanga laissait le régime d'Adoula fragile face aux différentes menaces qui pesaient sur lui. Un vote de non confiance fut évité de justesse contre le gouvernement central et les Américains s'inquiétèrent très rapidement de la montée éventuelle du radicalisme.

Pour Kennedy, il était capital que le gouvernement central puisse maintenir l'équilibre entre la gauche et la droite. Sommé par les africanistes d'agir de façon plus active dans les affaires du Congo afin d'éviter que les Soviétiques n'en profitent, Kennedy sembla, du moins au début de l'année 1962, favorable à leurs revendications. De par son tempérament et son caractère,

Kennedy penchait d'ailleurs du côté des activistes, c'est-à-dire des africanistes. Cependant, la réalité politique tant interne qu'externe l'empêchait d'adhérer entièrement aux idéaux véhiculés par ces derniers au sein de son administration.<sup>91</sup> La situation au Vietnam, par exemple, était une des réalités auxquelles Kennedy devait faire face. Malheureusement pour le Congo, la situation internationale allait monopoliser la majeure partie des activités de l'administration Kennedy au cours de l'année 1962.

Ainsi, suite au constat d'échec des accords de Kitona, certaines circonstances à l'O.N.U. et sur la scène internationale allaient amener l'administration Kennedy à réagir. Cette fois-ci, l'Inde menaçait de retirer son contingent de près de 5000 hommes du Congo sous la menace d'un affrontement éventuel avec les troupes communistes chinoises de Mao. Parallèlement, les divers gouvernements européens (belge et anglais) étaient toujours incapables de contrôler les actions de leurs corporations au Katanga. Devant cette impasse, le gouvernement Adoula semblait voué à l'échec à moins que les États-Unis n'utilisent leur poids pour imposer à Tshombé et aux corporations européennes de sérieuses sanctions économiques visant à résoudre la situation.

### **3.2.2 Un programme de sanctions économiques est mis de l'avant contre Tshombé et son régime séparatiste**

Afin de contraindre Tshombé et ses supporters à mettre fin au mouvement sécessionniste, les États-Unis, en accord avec le Secrétaire Général de l'O.N.U., U Thant, émettaient l'idée de mettre sur pied un programme de sanctions économiques de même qu'un plan de réconciliation nationale. *Le Thant Plan*

était donc proposé comme une alternative à l'échec des accords de Kitona. Bien que le plan portât le nom du Secrétaire Général, tout laisse entendre qu'il fut conçu au Département d'État sous la plume de George W. Ball puis soumis au Secrétaire Général afin de recevoir l'approbation de la communauté internationale. Ce plan visait à réintégrer le Katanga en laissant toute latitude à Tshombé pour entamer des négociations. Plus ou moins contraignant, le plan ne laissait toutefois pas la menace militaire de côté. Les États-Unis se donnaient une marge de manœuvre pour intervenir au cas où le plan échouerait.

Le plan fut d'abord écrit sous forme d'esquisse avant d'être présenté à Kennedy. Le 2 août 1962, Ball fit parvenir à Dean Rusk un mémorandum du Conseil National de Sécurité dans lequel le projet était présenté.

The President has approved the course of action to deal with the Congo crisis, which is outlined in the attached papers ("Course of Action" and "Proposal for National Reconciliation"). The President requests and authorizes the Secretary of State to carry out that course of action and, in doing so, to take such actions as are necessary and appropriate to achieve the objective.<sup>92</sup>

Essentiellement, le plan envisageait de réintégrer le Katanga. Ordonnant le partage, entre le gouvernement de Tshombé et celui d'Adoula, des taxes provenant des ventes du Katanga et de l'Union Minière du Haut-Katanga (UMHK), le plan recommandait également une série de mesures visant à mettre fin à la sécession du Katanga. En effet, outre le partage des taxes, le plan sommait le régime de Tshombé de

[...] rapid reunification of currency ; integration of armed forces; closing of provincial "foreign offices" and withdrawal of representatives abroad; a general political amnesty; freedom of movement of UN personnel (including forces) over all the Congo; and representation of the Tshombe party in the National Government. Acceptance and implementation of this proposal would therefore

bring Katanga secession to an end. Tshombe would no longer be able to administer Katanga as an independent state.<sup>93</sup>

Tout au long des différentes phases du plan, l'ouverture à la négociation resta accessible à Tshombé. La deuxième phase du plan prévoyait que si Adoula acceptait les recommandations sur le partage des taxes et des revenus, la même offre serait faite à Tshombé. La troisième phase du plan de réconciliation indiquait que, au cas où Tshombé refuserait les recommandations, le gouvernement central pourrait demander aux autres gouvernements impliqués dans la crise congolaise de boycotter le cuivre du Katanga, à moins qu'il ne fût exporté sous l'autorité légitime et exclusive du gouvernement central. Finalement, la dernière phase laissait entendre que dans l'éventualité d'un refus catégorique du Katanga à se soumettre aux recommandations, les États-Unis, la Belgique et les autres acteurs de la crise pourraient ordonner l'emploi de mesures plus sévères, ce qui laissait envisager l'utilisation de la force.

Alors que le plan était sur le point d'être soumis au gouvernement central et à celui du Katanga, les africanistes se montrèrent sceptiques quant à la réussite du plan. Il semble qu'ils aient eu toutes les raisons de croire que le plan serait un échec et que l'emploi de mesures plus sévères, telle que la force, pourrait éventuellement nécessaires. Tout ne permettait-il pas de le supposer? De plus, dans un contexte de militarisation où la course aux armements était en quelque sorte le moteur de l'économie américaine et européenne, les sanctions économiques, tout comme les tentatives de réconciliation, n'étaient-elles pas vouées à l'échec? Alors pourquoi voter pour la mise en application du plan

puisque de toute évidence il semblait condamné et que l'emploi de la force était ce que les africanistes revendiquaient depuis le début de la crise?

Autant les États-Unis que la Belgique étaient de grands consommateurs de métaux tels que le cuivre et le cobalt, tous deux essentiels à la fabrication d'armement nucléaire. Ces métaux se retrouvent en forte quantité dans les mines du Katanga. Qui plus est, le 30 juin 1962, soit deux ans après l'indépendance du Congo et deux ans après la sécession du Katanga, les activistes dans l'administration Kennedy étaient arrivés à la conclusion que la situation au Katanga ne pouvait s'enliser davantage.<sup>94</sup> Cette situation démontre assez bien l'ambiance qui régnait au sein de l'administration Kennedy. Une certaine désillusion semblait guetter les membres du cabinet et Kennedy n'y échappait pas. Les métaux étaient considérés comme d'une importance capitale par plusieurs. Il était donc impératif que la crise puisse être résolue afin que les ressources naturelles du Congo et du Katanga demeurent entre les mains d'intérêts occidentaux ou africains.

En effet, dès l'automne 1962, Kennedy adopta une fois de plus une attitude marquée par l'incertitude à l'endroit de la marche à suivre au Congo. Tshombé ne s'étant toujours pas rallié aux recommandations du *Thant Plan*, la situation au Katanga ne faisait que continuer à se détériorer. L'administration Kennedy était déchirée sur la politique à suivre et elle n'obtenait plus le consensus nécessaire pour faire respecter les sanctions économiques proposées par le plan. Le déchirement au sein de l'administration paraissait total. Certains souhaitaient que l'O.N.U. laisse l'O.N.U.C. agir librement et militairement.



D'autres voyaient plutôt l'occasion de se retirer du Congo de façon honorable. L'incertitude de Kennedy allait l'amener à faire preuve d'extrême prudence et à tergiverser une fois de plus sur la marche à suivre. Qui plus est, à l'automne 1962, Kennedy était aux prises avec des problèmes internationaux extrêmement délicats. La crise des missiles, en octobre 1962, exigeait de l'administration Kennedy toute l'attention nécessaire pour la résoudre sans trop de heurts. Kennedy était également aux prises avec la situation délicate de l'Asie du sud-est (Vietnam et Laos) de même qu'avec celle de Berlin.<sup>95</sup>

Parallèlement, la menace de l'Inde de retirer près de 5000 hommes du contingent de l'O.N.U.C. conscientisait Kennedy au besoin de trouver une solution rapide. Menacé par la Chine, Nehru avait toutes les raisons de craindre un affrontement et il prit donc les moyens nécessaires afin d'éviter qu'un conflit n'éclate entre la Chine et l'Inde. Au même moment, Kennedy était frappé par la faiblesse du gouvernement Adoula et s'inquiétait une fois de plus d'une éventuelle menace communiste advenant la chute du gouvernement central. De plus, l'opposition domestique était toujours présente et plaçait Kennedy dans une position très inconfortable en vue des élections de mi-mandat d'une part et en prévision des élections présidentielles de 1964 d'autre part. Face à l'opposition de Barry Goldwater, qui sans contredit s'annonçait comme l'adversaire républicain numéro un, Kennedy n'avait d'autre choix que de rappeler son anticommunisme afin de faire taire les critiques.

Dans ce contexte, les États-Unis, la communauté internationale et le Katanga se dirigeaient inévitablement vers un nouvel affrontement armé. En

dépit de ce contexte, Kennedy semblait toujours indécis au sujet de la marche à suivre. Préoccupé certes par la situation internationale (le Vietnam, le Laos, Berlin et Cuba) et dérangé par l'opposition domestique, Kennedy semblait de plus en plus axé vers la capitulation. Ce désintéressement s'explique entre autres par la constatation que seule une intervention directe et unilatérale des États-Unis résoudrait le problème rapidement et définitivement.<sup>96</sup> Toutefois, il laissait entrevoir la possibilité d'une alternative. En effet, conscient qu'un retrait des États-Unis du Congo allait être perçu comme une défaite aux mains des communistes, il mit tout en branle afin de trouver une solution au problème du Katanga.

Bien que plusieurs membres du cabinet aient opté pour un repositionnement plus ferme à l'endroit du Katanga, Kennedy hésitait toujours et continuait de faire preuve de prudence et d'attentisme (jusque-là, les circonstances au Congo lui avaient démontré que l'attentisme était probablement une bonne chose). Kennedy hésitait toujours à donner le feu vert à l'utilisation de la force contre Tshombé. Cependant, plusieurs membres du cabinet, notamment les africanistes, commençaient à s'impatienter devant le problème toujours persistant du Katanga et devant la position quasi stationnaire de Kennedy.

Pour la majorité des africanistes le sentiment était le même. Les États-Unis devaient agir ou se retirer.<sup>97</sup> Le choix n'était pas simple et Kennedy hésitait parce qu'il était conscient des réticences que le Congrès éprouverait à accepter une intervention militaire qui impliquerait des troupes américaines "[...] unless

we could make a better case for the threat of a Communist takeover".<sup>98</sup> Qui plus est, le retrait américain du Congo n'était tout simplement pas une option pour Kennedy. Les élections et la situation internationale étaient des facteurs qu'il ne pouvait ignorer. D'autant plus que sa vision était la même que celle des présidents Truman et Eisenhower, soit l'endiguement du communisme. L'idéologie de la guerre froide que Kennedy épousait, tout comme ses conseillers, le contraignait à rejeter l'idée d'un retrait du Congo.

Devant la confusion provoquée par les événements au Congo, Kennedy décida de confier à George W. Ball le mandat d'approcher Roger Hilsman, alors directeur du I.N.R. (*Bureau of Intelligence & Research*), afin de trouver une solution au problème posé par le Katanga. Cette décision démontrait à quel point le retrait américain du Congo signifiait pour Kennedy un échec face au communisme. La recherche d'une solution congolaise et l'apport de Roger Hilsman démontrent l'inquiétude qu'éprouvait Kennedy à l'idée de se retirer du Congo. La crainte d'être accusé de mollesse envers le communisme le poussait à chercher une solution satisfaisante aux yeux des radicaux et des conservateurs de son administration.

### **3.2.3 George W. Ball et Roger Hilsman sont appelés à réévaluer le *Thant Plan***

Plus tôt au cours de l'année 1962, Hilsman avait, dans un mémorandum adressé à Dean Rusk<sup>99</sup>, proposé une alternative à la situation du Congo. Selon Hilsman, "Our policy alternatives in the Congo presumably lie somewhere between the extremes of forcibly unseating Tshombe and withdrawing from the

country altogether".<sup>100</sup> À la fin de l'année 1962, la situation qui se présentait à Kennedy reflétait précisément l'alternative proposée par Hilsman. Les dangers que posait la chute du gouvernement Adoula poussaient Kennedy à agir et à rejeter l'éventualité d'un retrait. De plus, la C.I.A. avait fait état des conséquences d'un éventuel retrait des forces de l'O.N.U. du Congo dans un mémorandum adressé selon toute évidence à Kennedy.<sup>101</sup> Ce mémorandum révèle que la C.I.A. semblait fortement s'inquiéter de l'influence soviétique au Congo. Selon le rapport, l'agence estimait que l'U.R.S.S. envisageait toujours une amélioration de sa position au Congo. Advenant un retrait des forces de l'O.N.U., la C.I.A. prévoyait une belle opportunité pour Moscou de renforcer sa position au cœur de l'Afrique. Le mémorandum mentionnait également que si l'O.N.U. retirait ses troupes, le régime d'Adoula ne pourrait faire autrement que s'écrouler. La chute du gouvernement central ne ferait qu'accentuer la montée du radicalisme et augmenter la sympathie éprouvée par les extrémistes devant l'aide offerte par l'U.R.S.S.

Outre la chute du gouvernement central et la montée probable du radicalisme africain, le retrait de l'O.N.U. n'aurait fait que ternir le prestige de l'Ouest et ouvrir la porte à la décolonisation sous l'égide et les conditions de l'U.R.S.S. Face à cette évaluation par la C.I.A. de la situation au Congo, Kennedy dut choisir entre deux options. Acculé au pied du mur, il devait soit opter pour une action directe des troupes de l'O.N.U.C. aidées par les États-Unis ou se retirer totalement au risque de perdre définitivement le Congo. Toutefois, aucune de ces options ne semblait pouvoir solutionner ce que plus tôt nous avons

appelé le *dilemme américain*. En effet, peu importe le choix que Kennedy allait faire, les actions qui s'ensuivraient feraient inévitablement des heureux et des malheureux. Néanmoins, l'idée d'une menace communiste plus sérieuse et plus probante allait amener une partie des conseillers, ainsi que Kennedy lui-même, à approuver l'emploi de la force afin de régler la sécession du Katanga et donner au Congo la stabilité recherchée depuis plus de deux ans.

### **3.2.4 Les choix de Kennedy : utiliser la force ou se retirer**

Produit de la génération qui avait voté en faveur du plan Marshall et de la doctrine Truman, Kennedy restait fidèle à l'idéologie de la guerre froide. Par conséquent, cette ligne de pensée le menait à chercher l'usage de la force de peur d'être accusé de nonchalance face à la menace communiste.

Selon Roger Hilsman, directeur du I.N.R., le changement d'attitude de Kennedy à l'égard de l'usage de la force au Katanga ne fut pas étranger au rôle joué par George Ball. La vision du sous-secrétaire d'État en charge de la politique congolaise et sa crainte de voir la menace communiste se concrétiser, ont certes poussé Kennedy à reprendre le flambeau de la politique d'endiguement. Selon Hilsman, l'influence de Ball et l'appui de la Belgique à l'O.N.U. (rendu possible suite à l'arrivée de Paul-Henri Spaak) pour qu'elle mette un terme définitif à la sécession du Katanga, menèrent Kennedy à revoir sa position une fois de plus. Avec l'appui d'un allié de taille tel que la Belgique, Kennedy pouvait se permettre de donner son accord à l'utilisation de la force.

Bien que Kennedy ait accepté l'alternative de la force, Hilsman semblait mettre en doute la réussite d'une opération militaire aux conditions actuelles et présentes au Congo. Pour que l'opération militaire réussisse de façon significative à réintégrer le Katanga, il fallait que la menace militaire soit sérieuse. Selon Hilsman, "the UN cannot field an effective force in Katanga much longer".<sup>102</sup> Afin de remédier à cette situation, seuls les États-Unis étaient en mesure d'empêcher Tshombé de prendre à la légère la menace militaire. En effet, "[...] the only effective inducement is one that makes secession less palatable for Tshombe than association with the Central Government. For this, substantial pressure is necessary. [...] probably Tshombe will be moved only by the credible threat of military coercion".<sup>103</sup> En somme, Hilsman rejetait la politique d'attentisme de Kennedy et lui recommandait de faire preuve de plus de fermeté. Selon lui, seule la détermination des Américains à mener à terme la réintégration du Katanga par la force allait montrer à Tshombé que ses options s'étaient bel et bien toutes écroulées.

Les recommandations de Hilsman et du I.N.R. représentaient parfaitement bien l'idéologie de la guerre froide. La peur d'une infiltration communiste au Congo amena donc Kennedy à soutenir l'usage de la force. Cependant, bien que la Belgique ait elle aussi appuyé l'usage de la force, les pressions des alliés de l'O.T.A.N. restaient dans l'ensemble bien présentes. Le Portugal par exemple, menaçait de mettre fin au bail qui donnait accès aux Açores si les États-Unis permettaient à l'O.N.U. d'employer la force. À Washington, le sénateur Thomas J. Dodd dénonçait à grands cris l'usage de la force par l'O.N.U. comme un acte

d'agression flagrant, gratuit et totalement inhumain.<sup>104</sup> Il était donc possible de supposer qu'en dépit d'un consensus entre l'I.N.R., l'O.N.U. et la Belgique, la situation au Congo provoquerait dans la communauté internationale un mécontentement qui à nouveau forcerait l'administration Kennedy à réévaluer sa politique.

### **3.2.5 Concours de circonstances qui mit un terme à la sécession du Katanga et qui fut favorable à Kennedy**

La troisième ronde entre l'O.N.U.C. et les forces de Tshombé allait être sans équivoque la dernière tentative pour mettre fin à la sécession du Katanga. L'opération *Grandslam* avait cette fois-ci l'approbation de plusieurs acteurs-clés dans l'élaboration de la politique congolaise. La Belgique et les États-Unis étaient d'accord sur les moyens à employer pour mettre un terme à la situation fâcheuse au Congo. Le Secrétaire Général abondait lui aussi dans le même sens. Bien que l'objectif de l'opération était la réintégration du Katanga, Kennedy continuait toutefois à s'inquiéter de la possibilité de voir les événements échapper une nouvelle fois au contrôle de l'O.N.U.

Afin d'éviter une autre situation embarrassante, Kennedy demanda à Dean Rusk de s'assurer que l'O.N.U.C. comprenait clairement et était bien consciente de sa nouvelle mission. Les frustrations qu'avaient connues l'O.N.U.C par le passé (opération *Rumpunch* et *Morthor*), avaient laissé Kennedy sceptique quant à l'usage de la force par simple esprit de vengeance. Les craintes semblaient d'autant plus fondées que Tshombé menaçait de mettre en application une politique de sabotage et de terre brûlée si l'O.N.U.C. passait aux actes. La peur

de voir les installations minières au Katanga endommagées, sinon complètement détruites, incitait l'administration Kennedy à rappeler au commandant de l'O.N.U.C. l'objectif, non pas de détruire le Katanga, mais plutôt de le réintégrer sous des conditions favorables et si possible sans trop de dommages aux installations minières.

Le 24 décembre, l'O.N.U.C. passait aux actes. Après un départ douteux, l'O.N.U.C., avec l'aide d'avions Saab fournis par la Suède, s'assurait du contrôle aérien et déstabilisait les troupes de Tshombé. "On the ground, UN units attacked key points in Élisabethville. With the gendarmerie breaking ranks and fleeing at every point of encounter, nearly all the city was under UN control by December 29".<sup>105</sup> Face à cette situation, Tshombé réitérait sa menace d'avoir recours à l'intimidation en faisant, par exemple, exploser les barrages et en sabotant les installations de l'Union Minière du Haut Katanga (U.M.H.K.).

La capitulation presque assurée de Tshombé amena l'administration Kennedy à exercer des pressions sur l'O.N.U. pour qu'elle mette un terme définitif à l'opération. L'objectif étant pour ainsi dire réalisé, Tshombé était donc mis devant le fait accompli. Cependant, un manque de communication entre l'O.N.U., le représentant du Secrétaire Général au Congo et le commandant de l'opération militaire permit à l'O.N.U.C. de pousser encore plus loin l'invasion du Katanga. Devant cette situation quelque peu chaotique et face à la réussite imminente de l'opération militaire, l'administration Kennedy laissa aller les choses, réalisant que les chances de mettre fin définitivement à la sécession du Katanga étaient, pour la première fois depuis le début de la crise, à son avantage.



Les menaces émises par Tshombé étaient donc écartées par certains membres du cabinet qui n'y voyaient qu'une démarche futile de sa part. Les facteurs et les circonstances permirent finalement à Kennedy de se retirer du Congo sans trop de heurts bien que l'O.N.U. soit restée présente sur le terrain jusqu'à l'été 1964.

Ce concours de circonstances mena toutefois l'administration Kennedy à s'inquiéter de l'avenir du Katanga. En effet, la capitulation de Tshombé avait provoqué chez les membres du cabinet un sentiment d'incertitude quant à l'avenir de cette région. Le I.N.R., par exemple, avait informé Kennedy de sa crainte de voir s'installer à Élisabethville un *carpetbag regime* à savoir, un gouvernement qui abuserait de la situation pour ses fins personnelles. Selon Thomas L. Hughes, du I.N.R., dans un *Research Memorandum* daté du 4 janvier 1963, "Of all the contingencies likely to arise during the ensuing period of delicate transition in south Katanga, the possibility of a regime imported from Leopoldville is perhaps the most disturbing. [...]".<sup>106</sup> Après deux ans d'inquiétude à l'égard du régime de Tshombé, voilà que l'administration Kennedy craignait cette fois-ci celui de Léopoldville.

L'esprit de revanche perceptible au sein du gouvernement central après plusieurs années de frustration amena Hughes et le I.N.R. à s'inquiéter d'un différend avec les alliés. En effet, Hughes avisait le secrétaire d'État Dean Rusk du danger que posait le maintien de l'aide à l'O.N.U. après la chute de Tshombé. Selon Hughes, si les États-Unis devaient continuer d'appuyer l'O.N.U. au Katanga, les relations avec les alliés se détérioreraient, laissant les États-Unis aux prises avec des conséquences fâcheuses.<sup>107</sup> En laissant le gouvernement central

soutenu par l'O.N.U. libre de faire à sa guise au Katanga, sous prétexte que cette région était désormais partie intégrante du Congo uni, les alliés risquaient de perdre tous leurs investissements au profit de quelques esprits revanchards. Encore une fois, le *dilemme américain* resurgissait et amenait l'administration Kennedy à réévaluer sa position au Congo.

Les États-Unis, selon Hughes, devaient donc s'efforcer d'encourager la recherche d'un nouveau mandat pour l'O.N.U. qui viserait à contrôler les ambitions possibles du gouvernement central sur le Katanga. Craignant de voir la situation dégénérer à nouveau et par crainte de vexer les alliés qui y perdraient leurs intérêts financiers, Kennedy se repositionna une fois de plus sur la marche à suivre.

Dans un mémorandum envoyé à Rusk, Hilsman définissait la politique américaine au lendemain de la chute de Tshombé comme suit :

A UN role designed to expedite integration through negotiated settlement of outstanding issues, while at the same time serving as steward of Katanga's legitimate provincial interests, clearly would not be easy. Leopoldville wants to extend and consolidate Central Government authority in Katanga as quickly as possible. Efforts by the UN to restrain the Central Government and to encourage negotiation with Elisabethville authorities would meet stiff resistance. [...].<sup>108</sup>

À la lecture de ce mémorandum il paraît évident que les recommandations préconisaient une prolongation de la mission de l'O.N.U. mais avec cette fois-ci un objectif bien précis. Les États-Unis devaient s'assurer que l'O.N.U. serait en mesure de coordonner la transition du régime au Katanga afin de prévenir toute reprise de l'élan sécessionniste. En somme, Hilsman et l'I.N.R. évaluaient les

alternatives dans le cas où Tshombé ne reviendrait pas occuper le poste de leader du Katanga. En effet, le souci d'un vide politique au Katanga pouvait amener une reprise du mouvement séparatiste.

Les recommandations avancées étaient d'abord de trouver un leader local qui se plierait plus facilement à un régime importé de Léopoldville tout en maintenant un contrôle très strict sur les agissements du gouvernement central. Ensuite, l'O.N.U. aurait à imposer une tutelle pour que des élections libres et démocratiques puissent avoir lieu.

L'année 1963 fut marquée par la fin de la sécession du Katanga. Malgré le retour de Tshombé aux commandes du pays en tant que Premier Ministre, il fallut attendre le coup d'état du Général Mobutu, soutenu par les États-Unis, pour voir une certaine stabilité au Congo. Comme Adoula à l'époque de la conférence de Louvain, Mobutu représentait le candidat de choix des États-Unis pour diriger le Congo et assurer le maintien d'un climat stable. Cet appui démontre bien tout le paradoxe de la théorie du *nation-building* avancée par Kennedy et ses conseillers. Véritable dictateur, Mobutu allait diriger le Congo (qu'il rebaptisera Zaïre) pour les trois prochaines décennies. L'aide américaine à celui-ci définit de belle façon tout le côté pragmatique de Kennedy.<sup>109</sup> Cette façon d'appuyer un gouvernement fantoche dirigé par une dictature favorable aux idées américaines ne s'applique pas uniquement à la crise congolaise. L'appui au régime Diem, au Vietnam, en est un autre exemple. Le Congo trouvait donc la stabilité avec l'instauration d'une dictature appuyée par les États-Unis. Peu importe la façon dont cette stabilité allait être maintenue, l'assurance que le régime reste sous

l'emprise de l'aide économique des États-Unis, et donc hors de portée de l'U.R.S.S., suffisait à Kennedy pour accorder son soutien.

## **Conclusion**

Les divisions internes entre les africanistes et les européenistes démontrent précisément la difficulté principale pour l'administration Kennedy d'instituer une politique claire et cohérente à l'égard du Congo. Même si l'objectif ultime des deux clans, l'endigement du communisme était identique, les moyens proposés pour y arriver étaient très différents.

Pour les africanistes, la solution était d'appliquer une politique ferme au Congo, accompagnée d'actions concrètes propres à assurer la stabilité de cette région. Ils souhaitaient avant tout mettre l'emphase sur une politique interventionniste au Congo, mettant de côté les intérêts européens présents sur ce territoire.

Pour les européenistes, l'endigement du communisme était certes une préoccupation mais la défense de l'Europe primait sur celle du Congo. Selon eux, les intérêts européens empêchaient les États-Unis d'appliquer une politique interventionniste puisque le maintien de l'Alliance Atlantique avait préséance sur les revendications nationalistes des leaders africains.

Toutefois, les difficultés de la politique africaine de Kennedy à l'égard du Congo représentaient bien plus que la simple confrontation d'idéologies. En effet, elles reflétaient l'incapacité de Kennedy à imposer une conception cohérente et ferme de sa politique étrangère au sein de son administration de même qu'au sein de l'O.T.A.N. Victime de l'approche collégiale instaurée par Kennedy, la politique étrangère des États-Unis de 1961 à 1963 fut simplement la continuité de

celle d'Eisenhower. Bien que les moyens de gérer la crise et la façon d'appliquer la politique fussent différents, la philosophie de base resta inchangée. Faisant partie de la génération de la guerre froide, Kennedy avait acquis sa maturité politique au moment où les États-Unis mettaient sur pied le plan Marshall et la doctrine Truman. À une époque où les actions des États-Unis étaient dictées par l'idéologie de la guerre froide et la politique d'endiguement, il était difficile pour quiconque était élu président de changer cette mentalité profondément ancrée dans l'esprit des Américains. Aussi, affectée par les dangers posés par la décolonisation et l'autodétermination des peuples, la politique étrangère à l'égard du Congo fut victime de la conception bipolaire découlant de la guerre froide. Contraint par les impératifs de cette dernière, Kennedy réussit néanmoins à éveiller et sensibiliser les États-Unis à la question du nationalisme africain.

Nous avons également démontré, au cours de ce travail, l'incapacité de Kennedy à faire valoir son leadership ainsi que son autorité dans la formulation d'une politique claire et concise relative au Congo. Excessivement prudent, il s'est montré de plus sensible à toute contestation autant interne (domestique) qu'externe (O.T.A.N. et leaders africains). En effet, sa prudence quasi-chronique à l'endroit des événements au Congo se révéla dans la hâte à mater le mouvement contestataire mis sur pied par un groupe de républicains de droite. Face à l'incapacité de Kennedy de mettre fin à la sécession, l'A.C.A.K.F.F. en a profité pour augmenter son influence sur l'opinion publique.<sup>110</sup>

La vulnérabilité de Kennedy face au mouvement d'opposition domestique s'explique par son adhésion à l'idéologie de la guerre froide. La peur d'être

accusé de mollesse à l'égard du communisme par les républicains et les démocrates de droite a créé au sein de l'administration une situation difficile et paradoxale. Pressé d'agir par les africanistes de son cabinet, Kennedy a plutôt opté pour la prudence et a hésité à s'engager unilatéralement au Congo, tel que souhaité par la majorité de ceux-ci. À cause de son appartenance idéologique, il n'a pas été en mesure d'imposer sa vision et d'agir sur le cours des événements. Mais avait-il réellement une vision? Il demeure très difficile de la cerner. Aux prises avec des pressions de plus en plus fortes en faveur d'une intervention militaire au Congo et gêné par les intérêts européens dans les mines et infrastructures du Katanga, Kennedy a cherché par tous les moyens la voie du compromis. L'élaboration du *Thant Plan* démontre parfaitement bien la situation excessivement délicate dans laquelle Kennedy a placé son administration en cherchant une solution à la situation au Congo. Dans le but de plaire à la fois aux radicaux de l'administration, aux alliés et aux leaders africains, le *Thant Plan*, tout comme les autres compromis (conférence de Louvain et accords de Kitona) proposées par Kennedy afin de résoudre le *dilemme américain*, s'est soldé par un échec.

L'administration Kennedy s'est vu obligée de revenir à une position beaucoup plus conservatrice et conciliante envers les intérêts européens au Congo. La sécession du Katanga et les répercussions possibles sur les régions avoisinantes, telles que l'Angola et la Rhodésie, ont empêché l'administration Kennedy de se concentrer sur une politique claire et efficace au Congo. L'inquiétude de l'Angleterre, de la Belgique et du Portugal sur la dégénération

possible de la situation congolaise à l'extérieur de ses frontières a donc pesé très lourd dans la façon dont Kennedy a géré la crise. La crainte de voir les troupes de l'O.N.U. intervenir en Angola ou de mettre fin à la sécession du Katanga par la force a soulevé bien des interrogations chez les européens quant à la survie de leurs intérêts. Le maintien de l'alliance atlantique s'est avéré encore plus important et vital pour l'administration Kennedy que toutes les revendications nationalistes africaines mises ensemble.

Malgré l'espoir suscité par la rhétorique de Kennedy de voir enfin un président américain s'intéresser à la condition générale de l'Afrique, la mauvaise compréhension des mouvements nationalistes, jugés souvent à tort comme trop à gauche, a plutôt laissé les leaders nationalistes à leur propre sort. Cette méfiance à l'égard du nationalisme a plongé le Congo dans un marasme social, politique et économique si profond que, quarante ans après l'envoi des premiers casques bleus, la situation y est tout aussi catastrophique.

Somme toute, la politique congolaise de Kennedy s'est heurtée au contexte international et à la croyance de l'époque qui était axée sur la menace communiste. Malgré une rhétorique très engagée et résolue en faveur de la décolonisation, des contraintes telles que le maintien de l'Alliance Atlantique et l'endigement du communisme ont forcé l'administration Kennedy à appliquer une politique de respect à l'égard des alliés. Laissant les leaders africains dans l'incertitude, Kennedy, tout comme ses prédécesseurs et ses successeurs, n'a manifestement pas pu résoudre le *dilemme américain*.



À la lumière de cette analyse il nous est donc possible d'affirmer que seule la réussite de la diplomatie personnelle de Kennedy à l'égard des leaders africains mérite d'être soulignée. La façon dont Kennedy a établi des relations personnelles et directes avec certains leaders africains tels que Cyrille Adoula, Kwame Nkrumah, Moïse Tshombé et Léopold Senghor démontre sans équivoque sa principale réalisation découlant de sa politique africaine. Pour la première fois, ces chefs d'États nés de la décolonisation pouvaient traiter d'égal à égal avec le président américain. L'espoir laissé par sa rhétorique a été le seul point positif selon nous dans les relations entre les États-Unis et l'Afrique. Concrètement, la politique africaine de Kennedy, prise dans son ensemble, n'a pas réussi à créer de meilleures conditions en Afrique et ce, en dépit d'un discours qui laissait présager tout le contraire. Tout au plus Kennedy a-t-il empêché l'Afrique de sombrer dans le communisme mais à quel prix?

## Notes

---

### *Sommaire*

<sup>1</sup> Ndl. D'abord énoncée par Dean Acheson à la fin des années 1940 comme la théorie de la *pomme pourrie* elle fut reprise et rebaptisée théorie des dominos dans les années 1950 par le tandem Eisenhower-Dulles. La croyance populaire laissait croire que si une région (domino) tombait sous l'emprise du communisme elle provoquerait un effet de chaîne sur les états voisins comme une série de dominos qui tombent lorsque le premier est touché.

### *Introduction*

<sup>2</sup> La Belgique, la France, la Grande-Bretagne et le Portugal

<sup>3</sup> Rostow, W.W., *The Stages of Economic Growth: A Non-communist Manifesto*, New York, Cambridge University Press, 1990, 272 p.

### *1. Historiographie : Évaluation de l'administration Kennedy à travers le temps*

<sup>4</sup> Burton I. Kaufman, "John F. Kennedy as World Leader: A Perspective on the Literature", *Diplomatic History*, vol. 17, no. 3, summer 1993, pp. 447-469

<sup>5</sup> Arthur M. Schlesinger Jr., *A Thousand Days: John F. Kennedy in the White House*, Houghton Mifflin Company, Boston, 1965, 1087 p.

<sup>6</sup> Theodore Sorensen, *Kennedy*, Harper & Row, New York, 1965, 783 p.

<sup>7</sup> Pierre Salinger, *With Kennedy*, Doubleday, Garden City, New York, 1966, 361 p.

<sup>8</sup> Kenneth P. O'Donnell, *Johnny We Hardly Knew Ye*, Little Brown, Boston, 1970, 434 p.

<sup>9</sup> Victor Lasky, *JFK, the Man and the Myth: A Critical Portrait*, Macmillan, New York, 1963

<sup>10</sup> David Halberstam, *The Best and the Brightest*, 1ere édition 1969, 20<sup>th</sup> Anniversary Edition, Ballantine Book, New York, 1992, 688p.

<sup>11</sup> David Halberstam, cité dans Kaufman, *loc. cit.*, p. 450

<sup>12</sup> Louise Fitzsimons, *The Kennedy Doctrine*, New York, Random House, 1972, p. 8-9

<sup>13</sup> Fitzsimons, *Ibid*

<sup>14</sup> Fitzsimons, *Ibid*, p. 170

<sup>15</sup> Richard J. Walton, *Cold War and Counter-Revolution: The Foreign Policy of John F. Kennedy*, The Viking Press, New York, 1972, 250p.

<sup>16</sup> Thomas G. Paterson, sous la direction de, *Kennedy's Quest for Victory, American Foreign Policy, 1961-1963*, Oxford University Press, New York, 1989, 407 p.

<sup>17</sup> Paterson, *Ibid*, p. 10

<sup>18</sup> James N. Giglio, *The Presidency of John F. Kennedy*, University Press of Kansas, Lawrence, 1991, 334p.

<sup>19</sup> Thomas C. Reeves, *A Question of Character: A Life of John F. Kennedy*, Macmillan, The Free Press, New York, 1991, 510 p.

<sup>20</sup> Thomas C. Reeves, *Ibid*, p. 11

<sup>21</sup> Paterson, *op. cit.*, p. 7

<sup>22</sup> Kaufman, *loc cit*, p. 469

<sup>23</sup> Arthur Schlesinger jr., *op cit.*, p. 551

<sup>24</sup> Sorensen, *op cit*

<sup>25</sup> Roger Hilsman, *To Move a Nation: The Politics of Foreign Policy in the Administration of John F. Kennedy*, Doubleday & Company, New York, 1967, 602p.

<sup>26</sup> Stephen R. Weissman, *American Foreign Policy in the Congo, 1960-1964*, Ithaca, Cornell University Press, 1974, 325p.

<sup>27</sup> Catherine Hoskyns, *The Congo Since Independence: January 1960-December 1961*, Oxford University Press, London, 1965, 518p.

<sup>28</sup> Schlesinger jr., *op cit.*, p.551

<sup>29</sup> Lutfullah Mangi, "US Diplomatic Interests in Africa: An Overview", *Pakistan Horizon*, vol. XXXIX, no. 2, 1986, p. 25

<sup>30</sup> Ibezim Chukwumerije, "The New Frontier and Africa, 1961-1963", Thèse de PhD en histoire, State University of New York at Stony Brook, 1976, 240p.

<sup>31</sup> Richard D. Mahoney, *JFK: Ordeal in Africa*, Oxford University Press, New York, 1983, 338 p.

<sup>32</sup> Mahoney, *Ibid.*, p. 244

<sup>33</sup> Thomas J. Noer, "New Frontier and Old Priorities in Africa", cité dans Thomas G. Paterson, ed., *Kennedy's Quest for Victory: American Foreign Policy 1961-1963*, Oxford University Press, 1989, p. 257

<sup>34</sup> Thomas J. Noer, "Non-Benign Neglect: The United States and Black Africa in the Twentieth Century", cité dans Gerald K. Haines et J. Samuel Walker, eds., *American Foreign Relation: A Historical Review*, Greenwood Press, Westport Connecticut, 1981, p. 288

## 2. Les premiers pas de l'administration Kennedy dans la crise congolaise et la recherche d'un équilibre en Afrique centrale : février-août 1961

<sup>35</sup> Ibezim Chukwumerije, *The New Frontier and Africa, 1961-1963*, Thèse de Ph. D. (histoire), State University of New York at Stony Brook, 1976, p. 204

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 204

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 135

<sup>38</sup> The Washington Post, 8 août 2000

<sup>39</sup> George W. Ball, *The Past Has Another Pattern: Memoirs*, Norton, New York, 1982, p. 230

<sup>40</sup> Arthur M. Schlesinger Jr., *A Thousand Days*, Houghton Mifflin Company, Boston, 1965, p. 558

<sup>41</sup> Pre-Presidential Papers, 1960 Campaign Issues, box 993A: Position and Briefing Papers, 1960 Briefing Book, JFKL

<sup>42</sup> Pre-Presidential Papers, 1960 Campaign Press & Publicity, box 1044: Press Secretary's State Files, 1958-1960, Congo Subcommittee Briefing, JFKL.

<sup>43</sup> Paterson, *op. cit.*, p.8

<sup>44</sup> n.d.l. En décembre 1960, quelque temps avant l'entrée en fonction de Kennedy, l'O.N.U. accueillit dans ses rangs une quarantaine de nouveaux États de l'Afrique et de l'Asie. Recherchant avant tout l'amélioration de leur condition, ces nouveaux États pouvaient, le cas échéant, se regrouper et former un bloc très influent lors du vote d'une résolution à l'Assemblée Générale. Ce fut le cas pour le vote du 21 février 1961.

<sup>45</sup> Stephen R. Weissman, *American Foreign Policy in the Congo: 1960-1964*, Cornell University Press, Ithaca, 1974, p. 142

<sup>46</sup> Memorandum for the President, February 1, 1961, Subject: Suggested New United States Policy on the Congo, NSF box 27, JFKL

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> John F. Kennedy cité dans S. Weissman, *op cit.*, p. 143

<sup>51</sup> Richard D. Mahoney, *JFK Ordeal in Africa*, Oxford University Press, New York, 1983, p. 73

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 73

<sup>53</sup> Memorandum for the President from Dean Rusk, subject: The Congo, August 3 1961, NSF box 29, JFKL

<sup>54</sup> Harris Wofford, *Of Kennedys and Kings: Making Sense of the Sixties*, University of Pittsburg Press, Pittsburg, 1992, p.68

<sup>55</sup> Weissman, *op cit.*, p. 117

<sup>56</sup> *Ibid.* p. 117

<sup>57</sup> Discours donné par Harlan Cleveland devant "The Women's Democratic Club of Northern Virginia at Arlington" le 17 janvier 1961, Arthur M. Schlesinger Jr. Paper's, JFKL

<sup>58</sup> Weissman, *op cit.*, p. 144

<sup>59</sup> Weissman, *op cit.*, p. 145

<sup>60</sup> *Courrier Africain*, 19 septembre 1961, cité dans Weissman, *op cit.*, p. 149

<sup>61</sup> Mahoney, *op cit.*, p. 86

### 3. Le gâchis katangais

<sup>62</sup> Chukwumerije, *op cit*, p. 108

<sup>63</sup> G. Mennen Williams, cité dans Weissman, *op cit*, p. 153

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 159

<sup>65</sup> Conseiller influent de plusieurs présidents tels Franklin D. Roosevelt, Harry S. Truman et John F. Kennedy, il fut Secrétaire au Commerce de 1946 à 1948 sous Truman et participa à de nombreux événements politiques (Yalta, Plan Marshall, etc.)

<sup>66</sup> Melvin Gurtov, *The United States Against the Third World: Antinationalism and Intervention*, Praeger University Series, New York, 1974, p. 58

<sup>67</sup> Madeleine G. Kalb, *The Congo Cables: The Cold War in Africa from Eisenhower to Kennedy*, Macmillan, New-York, 1982, p. 303

<sup>68</sup> *The Elements in Our Congo Policy*, by George W. Ball Under Secretary of States, Personal Papers of Arthur M. Schlesinger jr., JFKL, box w-1

<sup>69</sup> George W. Ball, *The Past as Another Pattern*, W.W. Northern & Company, New York, 1982, p. 264

<sup>70</sup> *The Element in Our Congo Policy*, by George W. Ball, Under Secretary of States, Personal Papers of Arthur M. Schlesinger jr., JFKL box W-1

<sup>71</sup> Thomas J. Noer, cité dans Thomas G. Patterson et al., *Kennedy Quest for Victory*, Oxford University Press, New York, 1989, p. 264

<sup>72</sup> Georges Ball, cité dans *ibid.*, p. 20

<sup>73</sup> Lynn Bolinger, *The Katanga Dilemma: The Pending Debacle and its International Security Implications*, NSF box 27, JFKL

<sup>74</sup> Bolinger, *ibid.*, p. 2

<sup>75</sup> Bolinger, *ibid.*, p. 3

<sup>76</sup> Bolinger, *ibid.*, p. 5 et 6

<sup>77</sup> Memorandum for the President, Subject: US Policy Toward the Congo-Katanga Problem, September 23, 1961, NSF box 27, JFKL

<sup>78</sup> Stephen Weissman, *op cit.*, p. 166

<sup>79</sup> Richard D. Mahoney, *JFK Ordeal in Africa*, Oxford University Press, New York, p. 209

<sup>80</sup> John F. Kennedy, cité dans Mahoney, *Ibid*, p. 210

<sup>81</sup> John F. Kennedy, cité dans Mahoney, *Ibid*, p. 210

<sup>82</sup> Adlai Stevenson, cité dans Mahoney, *Ibid*, p. 203

<sup>83</sup> Dean Acheson, cité dans Mahoney, *Ibid*, p. 203

<sup>84</sup> Thomas J. Noer, *op cit*, p. 259

<sup>85</sup> Weissman, *op cit*, p. 171

<sup>86</sup> Mahoney, *op cit.*, p.120-123

<sup>87</sup> Chukwemerije, *op cit.*, p. 122

<sup>88</sup> Mahoney, *op cit.*, p. 144

<sup>89</sup> Weissman, *op cit.*, p. 178

<sup>90</sup> Memorandum For The President, Subject: Situation in the Congo and Present US Actions, 9/25/61, NSF, box 27, JFKL

<sup>91</sup> Kalb, *op cit*, p. 339

<sup>92</sup> National Security Action Memorandum Subject: The Congo (Leopoldville), 2/8/62, NSF, box 28a, JFKL

<sup>93</sup> Memorandum For The President Subject: Proposed Action on the Congo, 3/8/62, NSF, box 28a, JFKL

<sup>94</sup> Kalb, *op cit.*, p. 345

<sup>95</sup> Mahoney, *op cit.*, p. 143

<sup>96</sup> Memorandum for the President, Subject: Proposed action on the Congo, 3/8/62, NSF, box 28a, JFKL

<sup>97</sup> Kalb, *op cit.*, p. 360

<sup>98</sup> John F. Kennedy cité dans Weissman, *op cit.*, p.184

<sup>99</sup> Memorandum for the Secretary, Subject: Policy Alternatives in the Congo, 3/29/62, NSF, box 28a, JFKL

---

<sup>100</sup> *Ibid*

<sup>101</sup> Memorandum, Central Intelligence Agency, Office of National Estimates, Subject: Certain Consequences of the Withdrawal of UN Forces from the Congo, 11/12/62, NSF, box 28a, JFKL

<sup>102</sup> Memorandum to The Under Secretary, Subject: The Congo: An Appraisal of Alternatives, 11/12/62, Roger Hilman Papers, box 1, JFKL

<sup>103</sup> *Ibid*

<sup>104</sup> Thomas J.Dodd cité dans Roger Hilsman, *To Move a Nation: The Politics of Foreign Policy in the Administration of JFK*, Doubleday, New York, 1967, p.270

<sup>105</sup> Mahoney, *op cit*, p. 154

<sup>106</sup> RAF-1 Research Memorandum from Thomas L. Hughes (I.N.R.) to The Secretary of State, Subject: Central Congo Government Representation in Elisabethville: The Dangers of a Carpetbag Regime, 4/1/63, NSF, box 29, JFKL

<sup>107</sup> RAF-1, *Ibid*

<sup>108</sup> RAF-3 Research Memorandum from Roger Hilsman to The Secretary of State, Subject: UN Role Uncertain as Struggle For Political Power Regime in Katanga, 31/1/63, NSF, box 29, JFKL

<sup>109</sup> "Dodd and Dulles vs Kennedy in Africa", *Probe*, vol.6, no.2, January - February 1999, p.9

### *Conclusion*

<sup>110</sup> Weissman, *op cit.*, p.193

## **Annexe 1**

### **Chronologie des événements**

## Chronologie des événements

### 1960

- 30 juin Le roi Baudoin 1er de Belgique proclame l'indépendance du Congo lors d'une cérémonie à Léopoldville.
- 11 juillet Moïse Tshombé déclare l'indépendance du Katanga et fait appel aux Belges pour une aide militaire.
- 12 juillet Le gouvernement central demande une assistance militaire directe de la part des États-Unis. L'administration Eisenhower refuse préférant qu'une assistance militaire passe par l'O.N.U.
- 13 juillet L'O.N.U. est réunie d'urgence à la demande du gouvernement central. Une résolution est adoptée. Les troupes belges doivent se retirer du territoire.
- 15 juillet Les premiers contingents de casques bleus arrivent au Congo. Moïse Tshombé refuse l'accès de la force onusienne au Katanga.
- 20 juillet Patrice Lumumba annonce que le gouvernement central a fait appel à l'U.R.S.S. afin qu'une aide militaire lui soit accordée dans le but de chasser les Belges du Katanga et de rétablir l'ordre.
- 9 août Le Conseil de Sécurité adopte une nouvelle résolution. Le retrait immédiat des troupes belges du Katanga est exigé et l'entrée des casques bleus dans cette même région fait partie intégrante de la nouvelle résolution.
- 5 septembre Joseph Kasavubu démet Patrice Lumumba de ses fonctions de Premier Ministre. De son côté, Lumumba déclare que Kasavubu n'est plus Président. La confusion totale règne au Congo.
- 12 septembre Le colonel Joseph Mobutu chef de la Force Publique congolaise arrête Lumumba. Il est rapidement libéré par des soldats congolais lui étant restés fidèles.

- 15 septembre Lumumba est encore arrêté et cette fois-ci il est mis en garde à vue par Mobutu. Dans la confusion qui règne au Congo, Mobutu sert de conciliateur entre Tshombé, l'O.N.U., Kasavubu et Lumumba.
- 20 septembre Joseph Mobutu crée un Collège de Hauts Commissaires constitué de jeunes étudiants congolais afin de pouvoir diriger le pays jusqu'à la fin de l'année.
- 13 novembre Antoine Gizenga prend contrôle de Stanleyville où les supporters de Lumumba se sont réfugiés.
- 27 novembre Lumumba s'évade de Léopoldville, où il était en garde à vue, pour rejoindre ses supporters à Stanleyville.
- 1 décembre Lumumba est capturé par les hommes de Mobutu.

### 1961

- 17 janvier Lumumba est transféré de prison. Il est remis aux autorités katangaises.
- 20 janvier John F. Kennedy est inauguré à titre de 35<sup>e</sup> président des États-Unis.
- 9 février Un gouvernement provisoire est nommé et le Collège de Hauts Commissaires est aboli.
- 11 février Moïse Tshombé refuse toujours de participer au nouveau gouvernement congolais.
- 13 février Le gouvernement katangais annonce l'évasion de Lumumba. Sa capture fut immédiate et lors de son retour, on affirme qu'il fut tué par des partisans de Tshombé.
- 15 février Le gouvernement d'Antoine Gizenga à Stanleyville est officiellement reconnu.



21 février	Une nouvelle résolution de l'O.N.U. est adoptée. L'O.N.U. est mandatée de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher qu'une guerre civile n'éclate. Par mesures nécessaires, on entend l'utilisation de la force. Le retrait belge du Katanga doit se faire dans l'immédiat. Le Parlement doit être réorganisé. Finalement, l'armée congolaise doit être réorganisée.
Juillet-août	S'amorce à Léopoldville la conférence de Louvain regroupant toutes les factions politiques congolaises. Cyrille Adoula reçoit le vote de confiance. Un gouvernement est formé regroupant ainsi les diverses factions politiques à l'exception du CONAKAT de Tshombé.
Août-septembre	L'O.N.U. lance l'opération «Rumpunch» dans le but de stabiliser le Katanga.
9 septembre	Antoine Gizenga annonce qu'il se joindra à Cyrille Adoula à titre de vice Premier Ministre.
5 octobre	Antoine Gizenga claque la porte du gouvernement central et retourne s'établir à Stanleyville.
13 octobre	Un cessez-le-feu est signé entre les forces de l'O.N.U. et Tshombé.
Novembre	Kennedy, insatisfait de la politique congolaise, effectue un remaniement de son cabinet et remplace Chester Bowles par George Ball.
—	L'O.N.U. déclenche l'opération «Morthor».
—	Le mouvement d'opposition domestique à la position américaine (American Committee for Aid to Katanga Freedom Fighters) prend naissance. Le belge Michel Struelens en est l'instigateur.
5 décembre	De nouveaux affrontements éclatent entre les forces de l'O.N.U. et Tshombé.
20 décembre	Sous la médiation de l'ambassadeur des États-Unis au Congo, Edmund Gullion, une conférence est organisée à Kitona entre Adoula et Tshombé.

**1962**

- Juillet-août Le Secrétaire Général de l'O.N.U., U Thant annonce un plan (Thant plan) comportant des sanctions économiques à l'égard de Tshombé et de son gouvernement.
- Décembre-janvier Dans une confusion totale, l'O.N.U. lance une troisième opération baptisée «Grandslam». Celle-ci connaît plus de succès que les précédentes et se solde par la réunification du Congo.

## **Annexe 2**

### **Les acteurs clés du cabinet Kennedy**

## **Les acteurs clés du cabinet Kennedy**

ACHESON, Dean G(ooderman) (1893-1971) Conseiller de politique étrangère dans l'administration Kennedy de 1961 à 1963. Acheson a fait ses premiers pas dans la diplomatie américaine à l'époque du New Deal de Roosevelt (1933-1945) lorsqu'il occupa le poste d'assistant au secrétaire d'État en 1941. En 1945 il fut nommé à titre de sous-secrétaire d'État et il participa à la construction des Nations unies. En 1949 Acheson est rappelé au département d'État par Harry S. Truman pour y occuper le poste de secrétaire d'État. Il est responsable du développement de la politique d'endiguement contre l'U.R.S.S. qui a été en place tout au long de la guerre froide. À cause principalement de sa qualité d'analyse et de sa grande expérience dans les affaires diplomatiques, Kennedy lui confia un poste non officiel de conseiller à la politique étrangère dans son administration.

BALL, GEORGE W(ildman) (1909-1994) Sous-secrétaire d'État pour les affaires économiques de janvier 1961 à novembre 1961 puis sous-secrétaire d'État en charge du dossier sur le Congo de novembre 1961 à novembre 1963. George Ball était concerné par la politique américaine à l'égard du Congo et plus particulièrement par la sécession du Katanga où les richesses minières étaient considérées comme un intérêt national. Plus proche des européenistes et de leur politique de respect envers les alliés il a toutefois appuyé la politique prônée par le groupe des africanistes. En novembre 1961, Kennedy nomma Ball au poste de numéro deux du département d'État après avoir remercié Chester Bowles de ses services.

BOLHEN, CHARLES E(ustis) (1904-1974) Assistant spécial pour les affaires soviétiques au sein du département d'État de janvier 1961 à août 1962 puis Ambassadeur des États-Unis en France d'août 1962 à décembre 1967. Bohlen débuta sa longue carrière politique dans l'administration de Roosevelt où il servit d'interprète auprès du président lors des conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam. Ambassadeur des États-Unis à Moscou sous Eisenhower, Bolhen est consulté de toute part pour son expertise dans les affaires soviétiques. Kennedy lui offrit un poste à titre de conseiller pour les affaires soviétiques.

BOWLES, CHESTER (1901-1986) Sous-secrétaire d'État de janvier 1961 à novembre 1961 puis conseiller et représentant spécial de Kennedy pour les affaires asiatiques, africaines et d'Amérique latine de décembre 1961 à avril 1963.

BUNDY, McGEORGE. (1919-1996) Conseiller de Kennedy pour les affaires de sécurité nationale. Acteur clé de l'administration, Bundy avait la lourde tâche de rassembler l'information en provenance des départements d'État et de Défense et de les présenter au Président sous forme de rapport concis. Son opinion était fortement considérée dans les rencontres de haut niveau.

CLEVELAND, J(ames) HARLAN (1918- ) Secrétaire adjoint au secrétaire d'État pour les affaires internationales de janvier 1961 à novembre 1963. Co-leader avec G. Mennen Williams des africanistes au sein du département d'État, Cleveland était désireux de voir les États-Unis soutenir les mouvements nationalistes en Afrique.

HARRIMAN, W(illiams) AVERELL (1891-1986) Ambassadeur spécial de janvier 1961 à novembre 1961 puis assistant du secrétaire d'État pour les affaires d'extrême orient de novembre 1961 à mars 1963. Finalement, Kennedy le nomma au poste de sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques de mars 1963 à novembre 1963. Fort d'une expérience des affaires étrangères et diplomatiques au sein des administrations Roosevelt et Truman, Harriman fut l'un des administrateurs du Plan Marshall qui a permis la reconstruction de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Harriman a également servi de conseiller à la sécurité nationale sous Truman et a joué un rôle important dans la guerre de Corée. De part sa grande expérience, Kennedy lui a offert un poste de conseiller spécial non officiel avec statut d'ambassadeur au sein de son administration.

HILSMAN, ROGER (1919- ) Directeur du Bureau d'intelligence et de recherche (INR) de février 1961 à mai 1963 puis sous-secrétaire aux affaires politiques de mai 1963 à novembre 1963. Hilsman et son personnel étaient fortement sollicités afin de développer une politique à la lumière des événements au Congo entre autre. Il fut avec George Ball l'instigateur d'une nouvelle politique à l'égard du Congo.

McNAMARA, ROBERT S(trange) (1916- ) Secrétaire à la Défense de janvier 1961 à novembre 1963. Avant d'occuper le poste de secrétaire à la Défense Mcnamara était à la tête de la compagnie Ford.

ROSTOW, WALT W(hitman) (1916- ) Assistant spécial du Président pour les affaires de sécurité nationale de janvier à décembre 1961 puis président du conseil de planification politique au département d'État de décembre 1961 à novembre 1963.

RUSK, D(ean) DEAN (1909-1994) Secrétaire d'État de janvier 1961 à novembre 1963. Fort d'une expérience diplomatique à titre de protégé du Général George Marshall (Plan Marshall) qui lui offrit le poste de chef de division pour les affaires internationales et politiques en 1946, il fit également ses preuves comme assistant au secrétaire d'État pour les affaires d'extrême orient en 1950. En 1952 il fut élu au poste de président de la Fondation Rockefeller. Lors de ce mandat il initia des projets d'aide humanitaire et de développement économique, entre autre pour l'Afrique.

SCHLESINGER, ARTHUR M(eier) JR (1917- ) Assistant spécial du Président de janvier 1961 à novembre 1963.

STEVENSON, ADLAI E(wing) II (1900-1965) Ambassadeur aux Nations unies de janvier 1961 à novembre 1963. Stevenson est d'abord connu pour avoir été le candidat démocrate à la présidence des États-Unis en 1952 et 1956. Faisant partie du groupe des africanistes, Stevenson encouragea l'entrée des nouveaux pays africains au sein des Nations unies. Son appartenance aux idéaux libéraux lui a valu d'être contesté à maintes reprises au sein du cabinet Kennedy.

WILLIAMS, G(erhard) MENNEN (1911-1988) Assistant secrétaire du secrétaire d'État pour les affaires africaines de janvier 1961 à novembre 1963. Leader et acteur principal au sein du groupe des africanistes, Williams a constamment fait appel au Président afin qu'il soutienne le concept "d'Afrique pour les Africains" entre autres. Il fit également appel au Président pour qu'il donne son accord à une nouvelle politique africaine favorisant les aspirations nationalistes des nouveaux États africains.

Source : Political Profiles : The Kennedy Years, Facts on Files, New York, 1976, 621p.

## **Annexe 3**

### **Cartes**

CARTE 1

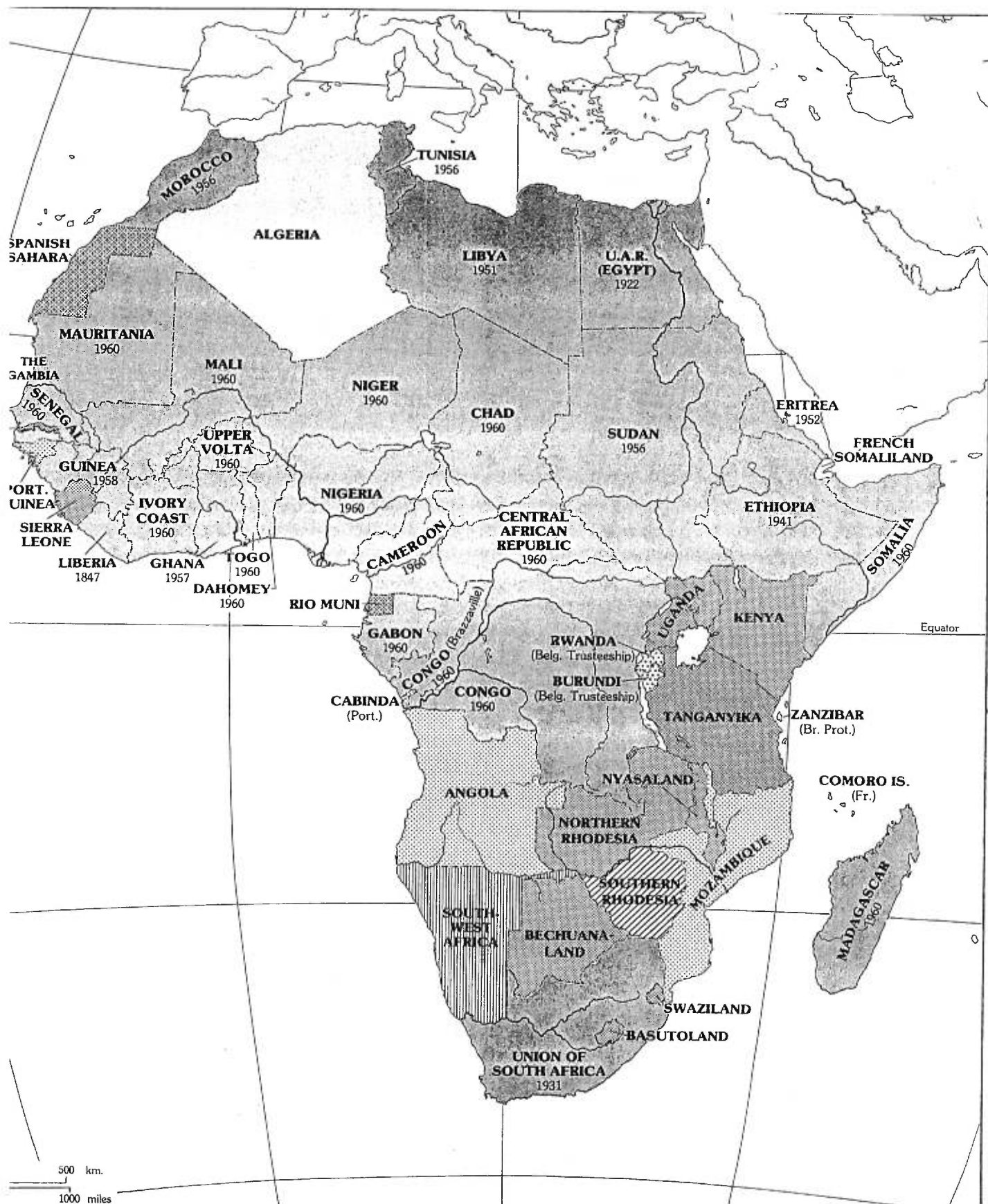
Prédominance européenne en Afrique, 1950





### CARTE 2

### La décolonisation de l'Afrique en 1960



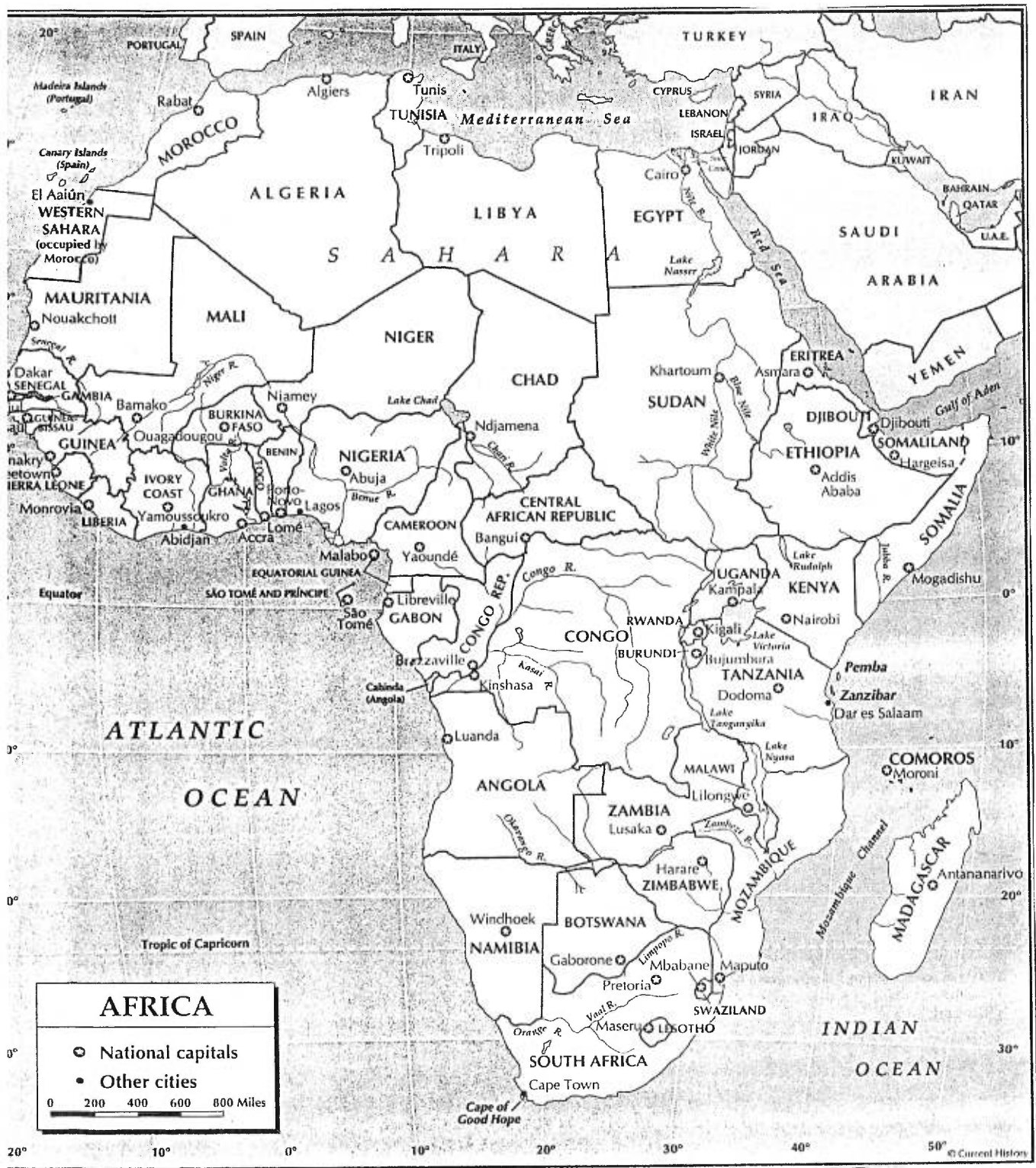
## CARTE 3

## Les six provinces du Congo en juillet 1960



CARTE 4

L'Afrique aujourd'hui



## **Bibliographie**

### **1) Documents officiels et sources premières**

**John Fitzgerald Kennedy Library, Columbia Point, Boston, Massachusetts**  
Pre-Presidential Papers

1960 Campaign Issues	Box 993 A	Position and Briefings Papers, 1960 Briefing Book
1960 Campaign Press & Publicity	Box 1044	Press Secretary's State File, 1958-1960 Congo Subcommittee Briefings

#### President Office Files

Speech File	Box 37	
Countries	Box 11	Congo

#### National Security Files

Countries	Box 27	Congo
	Box 28	Congo
	Box 29	Congo

#### White House Central Files

Congo	Box 234	Folder FO003E
	Box 228	Folder FO002E
	Box 352	Folder FO018E
	Box 46	Folder CO052
	Box 46	Folder CO053
	Box 237	Folder FO003G
	Box A662	Folder PC002E
	Box 667	Folder PC002G
	Box 110	Folder FG001E
	Box 569	Folder ME003E
	Box 79	Folder CO0052G
	Box 79	Folder CO0053G

Personal Papers of Theodore Sorensen

Congo Box 48

Personal Papers of Arthur SchlesingerWhite House Files,  
Subject Files 1961-1964 Box WH-4

Box WH-30

Writings Box W-1 Report: "The Elements In  
Our Congo Policy" by  
George Ball, 12/61Personal Papers of Hilsman

Countries Box 1 Congo, 1959-1963

Oral Histories Interview Transcripts

	Page:
William Attwood	6
Chester Bowles	32
Roger Hilsman	2,8
Edmund C. Hutchinson	23,27-28
George McGhee	1-5, 23
Walter H. Rostow	43,49
U Thant	3-4, 11-13
G. Mennen Williams	41, 44-46, 53, 79

**2) Mémoires**BALL, George W., *The Past as Another Pattern*, New York, Norton, 1982BOHLEN, Charles E., *Witness to History*, New York, Norton, 1973, 562 p.

BOWLES, Chester, *Promise to Keep; My Years in Public Life, 1941-1969*, New York, Harper & Row, 1971, 657 p.

HILSMAN, Roger, *To Move a Nation; The Politics of Foreign Policy in the Administration of John F. Kennedy*, Garden City, New York, Doubleday, 1967, 607 p.

KHROUCHTCHEV, Nikita, *Souvenirs*, Paris, Robert Laffont éd., 1971, 589 p.

MACNAMARA, Robert, *The Essence of Security; Reflexions in Office*, New York, Harper & Row, 1968, 176 p.

RUSK, Dean, *As I Saw it*, New York, Penguin Books, 1990, 672 p.

### 3) Ouvrages de références

HAINES, Gerald K., J. Samuel Walker, *American Foreign Relations; A Historiographical Review*, Westport, Greenwood Press, 1981, 369 p.

BURNS, Richard D., *Guide to American Foreign Relations Since 1700*, Santa Barbara, ABC-Clio, 1983, 1311 p.

WHEALAN, Ronald E., ed, *Historical Materials in the John Fitzgerald Kennedy Library*, Boston, United States Government Printing Office, 1993, 208 p.

### 4) Monographies sur l'administration Kennedy

BESCHLOSS, Michael R., *The Crisis Years; Kennedy and Krushchev, 1960-1963*, New York, Harper Collins, 1991, 816 p.

BROWN, Thomas, *JFK; History of an Image*, Bloomington, Indiana University Press, 1988, 150 p.

CHOMSKY, Noam, *Rethinking Camelot; JFK, the Vietnam War, and US Political Culture*, New York, Black Rose Books, 1993, 172 p.

FAIRLIE, Henry, *The Kennedy Promise; The Politics of Expectation*, Garden City, New York, Doubleday, 1973, 376 p.

FITZSIMONS, Louise, *The Kennedy Doctrine*, New York, Random House, 1972, 275 p.

- GIGLIO, James N., *The Presidency of John F. Kennedy*, Lawrence, University Press of Kansas City, 1991, 334 p.
- HALBERSTAM, David, *The Best and the Brightest*, New York, Random House, 1972, 688 p.
- KASPI, André, *Kennedy, les 1000 jours d'un Président*, Paris, Armand Colin éd., 1993, 310 p.
- LASKY, Victor, *JFK: The Man and the Myth*, New York, Macmillan, 1963, 653 p.
- MAHONEY, Richard D., *JFK: Ordeal in Africa*, New York, Oxford University Press, 1983, 338 p.
- MIROFF, Bruce, *Pragmatic Illusions; The Presidential Politics of John F. Kennedy*, New York, McKay, 1976, 334 p.
- PATERSON, Thomas G., ed., *Kennedy's Quest for Victory; American Foreign Policy, 1961-1963*, New York, Oxford University Press, 1989, 407 p.
- RABE, Stephen G., *The Most Dangerous Area in the World; John F. Kennedy Confronts Communist Revolution in Latin America*, Chapel Hill, The University Press of North Carolina, 1999, 257 p.
- REEVES, Richard, *President Kennedy; Profile of Power*, New York, Simon & Schuster, 1993, 798 p.
- REEVES, Thomas C., *A Question of Character; A Life of John F. Kennedy*, Rocklin, Prima Publishing, 1992, 510 p.
- SALINGER, Pierre, *With Kennedy*, Garden City, New York, Doubleday, 1966, 391 p.
- SCHLESINGER, Arthur M., *A Thousand Days; John F. Kennedy in the White House*, Boston, Houghton Miffling, 1965, 1087 p.
- SORENSEN, Theodore, *Kennedy*, New York, Harper & Row, 1965, 783 p.
- WALTON, Richard J., *Cold War and Counterrevolution; The Foreign Policy of John F. Kennedy*, Baltimore, Penguin Books, 1972, 250 p.
- WILLS, Garry, *The Kennedy Imprisonment; A Meditation on Power*, New York, Pocket Books, 1983, 323 p.

WOFFORD, Harris, *Of Kennedys and Kings: Making Sense of the Sixties*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1980, 516 p.

### 5) Ouvrages généraux

AMBROSE, Stephen E., *Rise to Globalism; American Foreign Policy Since 1938*, New York, Penguin Books, 1988, 380 p.

ARTAUD, Denise, *La Fin de l'Innocence; Les Etats-Unis de Wilson à Reagan*, Armand Colin, 1985, 381 p.

BOWLES, Chester, *Africa Challenge to America*, Westport, Negro Universities Press, 1970, 134 p.

BIRD, Kai, *The Color of Thruth; McGeorge Bundy and William Bundy, Brothers in Arms*, New York, Simon & Shuster, 1998, 496 p.

BRINKLEY, Douglas, *Dean Acheson; The Cold War Years, 1953-71*, New Haven, Yale University Press, 1992, 429 p.

CLEVELAND, Harlan, *The Obligations of Powers; American Diplomacy in the serach for Peace*, New York, Harper & Row, 1966, 168 p.

COHEN, Warren I., *The Cambridge History of American Relations vol. IV; America in the Age of Soviet Power, 1945-1991*, Cambridge University Press, 1993, 283 p

DAVID, Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche : La Formulation de la Politique Étrangère des Etats-Unis de Truman à Clinton*, Ste-Foy, Presse de l'Université Laval, 1994, 521 p.

EMERSON, Rupert, *Africa and World Order*, New York, Preager University Press,m 1963, 152 p.

-----, *Africa and United States Policy*, New Jersey, Englewood Cliffs, 1967, 117 p.

FONTAINE, André, *Histoire de la guerre froide; De la guerre de Corée à la crise des alliances, 1950-1971*, t. 2, Paris, Fayard, 1967,

GURTOV, Melvin, *The Roots of Failure; United States Policy in the Third World*, Westport, Greenwood Press, 1984, 244 p.



-----, *The United States Against the Third World; Antinationalism and Intervention*, New York, Praeger, 1974, 260 p.

HOGAN, Michael J., Thomas G. Patterson, ed., *Explaining the History of American Foreign Relations*, Cambridge University Press, 1991, 243 p.

HOSKYNS, Catherine, *The Congo Since Independence: January 1960 - December 1961*, London, Oxford University Press, 1965, 518 p.

JACKSON, Henry F., *From the Congo to Soweto; U.S. Foreign Policy Toward Africa Since 1960*, New York, William Morow & Company, 1982, 324 p.

KALB, Madeleine G., *The Congo Cables; The Cold War in Africa from Eisenhower to Kennedy*, New York, Macmillan, 1982, 466 p.

KENNEDY, John F., *The Strategy for Peace*, New York, Popular Library, 1960, 272 p.

KISSINGER, Henry, *Diplomacy*, New York, Touchstone, 1994, 912 p.

KOLKO, Gabriel, *Confronting the Third World; United States Foreign Policy 1945-1980*, New York, Pantheon, 1988, 332 p.

LAFEBER, Walter, *America, Russia, and the Cold War, 1945-1966*, New York, Cornell University, 1967, 295 p.

LAÏDI, Zaki, *The Superpowers and Africa; The Constraints of a Rivalry, 1960-1990*, Chicago, University of Chicago Press, 1990, 232 p.

MCKAY, Vernon, *Africa in World Politics*, New York, Harper & Row, 1963, 468 p.

-----, *African Diplomacy; Studies in the Determinants of Foreign Policy*, New York, Praeger University Series, 1966, 210 p.

ROSTOW, W.W., *The Stages of Economic Growth: A Non-communist Manifesto*, New York, Cambridge University Press, 1990, 272 p.

SCHULZINGER, Robert D., *American Diplomacy in the Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 1990 p.

WILLIAMS, Mennen G., *Africa for the Africans*, Grand Rapids, Eerdmans, 1969, 218 p.

WILLIAMS, Appleman W., *The Tragedy of American Diplomacy*, New York, W.W. Norton & Company, 1972, 334 p.

WEISSMAN, Stephen, *American Foreign Policy in the Congo, 1960-1964*, Cornell University Press, 1974, 325 p.

## 6) Dissertation

CHUKWUMERIJE, Ibezim, *The New Frontier and Africa, 1961-1963*, Ph. D. diss., State University of New York at Stony Brook, 1976, 240 p.

## 7) Périodiques

BOWMAN, Larry, W., "Government Officials, Academic, and the Process of Formulating U.S. National Security Toward Africa", *A Journal of Opinion*, vol.19, no. 1, 1990, pp. 5-18

DICKSON, David A., "U.S. Foreign Policy toward Southern and Central Africa: The Kennedy and Johnson Years", *Presidential Studies Quarterly*, vol. 23, no. 2, 1993, pp. 301-315

DIEUGENIO, Jim, "Dodd and Dulles vs. Kennedy in Africa", *Probe*, vol. 6, no. 2, Janvier-Février 1999, pp. 1-11

EMERSON, Rupert, "American Policy in Africa", *Foreign Affairs*, vol. 40, no. 2, Janvier 1962, pp. 303-315

GIBBS, David N., "Political Parties and International Relations: The United States and the Decolonization of Sub-Saharan Africa", *The International History Review*, vol. 17, no. 2, Mai 1995, pp. 306-327

KATEB, George, "Kennedy as Statesman", *Commentary*, Juin 1966, pp. 54-60

MANGI, Lutfullah, "US Diplomatic Interests in Africa: An Overview", *Pakistan Horizon*, vol. 34, no. 2, second quarter 1986, pp. 22-37

MERRIAM, Alan P., "The Congo's First Year of Independence", *Current History*, octobre 1961, pp. 232-237

METZ, Steven, "American Attitudes Toward Decolonization in Africa", *Political Science Quarterly*, vol. 99, no. 3, Automne 1984, pp. 515-533

MOSS, Todd J., "US Policy and Democratisation in Africa: The Limits of Liberal Universalism", *Journal of Modern African Studies*, vol. 33, no. 2, 1995, pp. 189-209

NELSON, Anna K., "President Kennedy's National Security Policy: A Reconsideration", *Review in American History*, vol. 19, Mars 1991, pp. 1-14

NEUSTADT, Richard, "Kennedy in the Presidency: A Premature Appraisal", *Political Science Quarterly*, vol. 74, no. 3, Septembre 1964, pp. 321-334

PATERSON, Thomas G., "Bearing the Burden: A Critical Look at JFK's Foreign Policy", *The Virginia Quarterly Review*, vol. 54, no. 2, Printemps 1978, pp. 193-212

RUDIN, Harry R., "The Republic of Congo", *Current History*, Décembre 1962, pp. 334-338

SCHRAEDER, Peter J., "Speaking with Many Voices: Continuity and Change in U.S. Africa Policies", *The Journal of Modern African Studies*, vol. 29, no. 3, 1991, pp. 373-412

STANILAND, Martin, "Africa, the American Intelligentsia, and the Shadow of Vietnam", *Political Science Quarterly*, vol. 98, no. 4, Hiver 1983-84, pp. 595-616

STEVENSON, Adlai E., "The New Africa", *Harper's*, Mai 1960, pp. 48-54

WILEY, David S., "Academic Analysis and U.S. Policy-Making on Africa: Reflections and Conclusions", *A Journal of Opinion*, vol. 19, no. 2, 1991, pp. 38-48

WILLIAMS, Mennen G., "U.S. Objectives in the Congo, 1960-1965", *Africa Report*, vol. 10, no. 8, Août 1965, pp. 13-20